



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

**MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET
DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**



PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE DE 1088 LOCALITÉS

**PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE DE 442 LOCALITÉS
EN CÔTE D'IVOIRE - RÉGION DU BOUNKANI
LOT 2**

PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES) DANS LA RÉGION DU BOUNKANI

RAPPORT PROVISOIRE

OCTOBRE 2019



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX	7
1. RÉSUMÉ	9
2. INTRODUCTION	11
2.1. Contexte de l'étude	11
2.2. Objectifs du PCGES	11
2.3. Approche méthodologique de conduite de l'étude	12
3. DESCRIPTION DU PROJET	13
3.1 Contexte et Justification	13
3.2 Objectifs du projet	13
3.3 Composantes et solutions du projet	13
3.3.1 Composantes du projet	13
3.3.2 Solutions du projet	13
3.3.3 Consistance des travaux	13
❖ Présentation des activités source d'impacts potentiels	14
4. CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	15
4.1 Description du milieu Biophysique	15
4.2 Caractéristiques socio-économiques	19
5. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE	36
5.1 Cadre politique	36
5.2 Cadre juridique	38
5.3 Conventions Internationales ratifiées	47
5.4 Systèmes de Sauvegardes Intégrées de la Banque Africaine de Développement	48
5.5 Cadre institutionnel	53
5.6 Gestion des risques et accidents	59
6. Procédures D'EVALUATION ET DE GESTION Des impacts environnementaux et sociaux potentiels et les risques des sous-projets	60
6.1 Démarche gestion environnementale et sociale du projet	60
6.1.1 Étape 1 : screening environnemental et social	60
6.1.2 Étape 2 : Approbation de la catégorie environnementale	60
6.1.3 Étape 3 : Réalisation de l'étude environnementale et sociale	60
6.1.4 Étape 4 : Examen et approbation des rapports	61
6.1.5 Étape 5 : Consultations publiques et diffusion	61
6.1.6 Étape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les dossiers d'appels d'offres, contrat des sous-traitants et approbation des PGES-chantier	61
6.1.7 Étape 7 : Surveillance et suivi environnemental et social de la mise en œuvre des sous-projets	61
6.1.8 Étape 8 : Renforcement des capacités des acteurs	62

6.1.9 Étape 9 : Audit / Évaluation de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	62
6.3 Cadre de surveillance, suivi et évaluation environnementale et social	63
6.3.1 Surveillance environnementale et sociale	63
6.3.2 Suivi environnemental et social	64
6.3.3 Audit-Évaluation	64
6.3.4 Dispositif de rapportage	64
6.3.5 Indicateurs de suivi environnemental et social	64
6.3.6 Coût du suivi/surveillance et évaluation environnementale et social	65
6.4 Calendrier et budget de mise en œuvre du PCGES	66
6.4.1 Calendrier de mise en œuvre	66
6.4.2 Budget de mise en œuvre du PCGES	66
7. Arrangements pour le suivi et la supervision des sous-projets	70
7.1 Comité National de Pilotage du Projet	70
7.2 Unité de coordination du projet	70
7.3 Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES)	70
7.4 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)	70
7.5 Ministères impliqués dans la mise en œuvre du PCGES	71
7.5.1 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	71
7.5.2 Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)	71
7.5.3 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)	71
7.5.4 Ministère des Mines et de la Géologie	71
7.6 Mission de contrôle	71
7.7 Entreprise en charge des travaux	72
7.8 Collectivité locale	72
7.9 Organisations de la Société civile (OSC) et associations locales	72
7.10 Banque Africaine de Développement (BAD)	72
8. Dispositions pour la communication de l'information	73
8.1 Organisation des moyens de communication	73
8.1.1 Réunions d'informations et de consultations publiques avec les parties prenantes	73
8.1.2 Réunions de chantier	73
8.1.3 Sensibilisation	73
8.1.4 Réunions périodiques de sécurité (1/4 d'heure HSE)	74
8.2 Diffusion de l'information	74
8.2.1 Affichages	74
8.2.2 Communiqués audio-visuels et presses	74
9. Exigences relative à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du PCGES	75
9.1 Cadre général d'évaluation des capacités institutionnelles	75

9.1.1. Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES)	75
9.1.2 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)	76
9.2 Cadre de formation des acteurs	76
9.3 Cadre d'assistance technique	77
10. CONSULTATIONS PUBLIQUES	78
10.1 Objectif de la consultation publique	78
10.2 Méthodologie utilisée	78
10.2.1 Etendue des consultations du public et acteurs	78
10.2.2 Contenu des consultations	79
10.2.3 Mode opératoire de collectes de données	79
10.3 Résultats des consultations du public	79
10.3.1 Participation	80
10.3.2 Avis des participants	80
10.3.3. Préoccupations et suggestion des participants	80
Conclusion	87
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	88
ANNEXES	89
Courriers adressés aux Autorités Administratives	90
Procès-verbaux et liste de presence des autorites administratives rencontrees	91
Procès-Verbaux et listes de présence des Communautés villageoises rencontrées	92
Termes de Référence	93
Matrice des échanges avec les organisations feminines rencontrees dans la zone du projet	94
Liste des localités concernees par le projet.	100

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
APD	Avant-Projet Détaillé
BAD	Banque Africaine de Développement
BEEA	Bureau d'Etudes Environnementales Agrée
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BTA	Basse Tension Aérien
BT	Basse Tension
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CIAPOL	Centre Ivoirien Antipollution
CIE	Compagnie Ivoirienne de l'Electricité
CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire ENERGIES
CIES	Constat d'Impact Environnemental et Social
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
DEMO	Direction des Etudes et de la Maîtrise d'Œuvre
DGDD	Direction Générale du Développement Durable
DGE	Direction Générale de l'Energie
DGE	Direction Générale de l'Environnement
DR	Direction Régionale
DRDSL	Direction Régionale et Départementale de la Santé des Lagunes
DREDDL	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable de Lagunes
EES	Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EP	Eclairage Public
FED	Fonds Européen de Développement
HT	Haute Tension
HTA	Haute Tension Aérien de catégorie A (Moyenne Tension)
HTB	Haute Tension Aérien de catégorie B (Haute Tension)
IACM	Interrupteur Aérien à Commande Manuelle
INHP	Institut National de l'Hygiène Publique
INSP	Institut National de la Santé Publique
kV	Kilo Volts
kW	Kilo Watt
kWh	Kilo Watt heure
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MINEDD	Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable
MPEER	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables

MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MT	Moyenne Tension
MVA	Méga Volt Ampère
MW	Méga Watt
MWh	Méga Watt Heure
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PCGES	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PEES	Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIN	Plan Indicatif National
PRONER	Programme National d'Electrification Rurale
PROSER	Programme de Renforcement des Ouvrages du Systeme Electrique et d'accès à l'électricité
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SOGEP	Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité
SOPIE	Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité
SSI	Système de Sauvegarde Intégré
TAV	Turbine à Vapeur
TDR	Termes De Référence
TFO	Transformateur de puissance
U	Tension
UE	Union Européenne
Umin	Tension Minimale
Umax	Tension Maximale
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
VRD	Voiries et Réseaux Divers

LISTE DES FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX

PHOTOS

Photo 1 : Vue d'un sol argileux dans la zone du projet	18
Photo 2: Vue d'un sol graveleux dans la zone du projet	18
Photos 3 et 4 : Vue de dômes granitiques	18
Photos 5 et 6 : Vue de la végétation de la zone du projet	19
Photo 7: Habitat en Banco	25
Photo 8: Habitat en dur.....	25
Photo 9: Processus de fabrication du beurre de Karité	28
Photo 10: Phase de moulinage dans la fabrication artisanale du beurre de karité	28
Photo 11: élevage traditionnel d'ovin et caprin à Timbiela (S/P Doropo).....	33
Photo 12: élevage traditionnel de porcins à Timbiela (S/P Doropo)	33
Photo 13: Usine SOPAGRI en arrêt de fonctionnement à Bouna	34
Photo 14: Etalages de produits agricoles au marché de Bouna (à gauche) Photo 15: Boutique à Bouko (à droite).....	34
Photo 16: Pancarte du parc national de la Comoé.....	35
Photo 17 et 18 : Réunion publique à la Préfecture de Bouna.....	86
Photo 19 : Réunions publiques à Damaldouo (SP Bouko) et Tidandouo (SP Danoa).....	86
Photo 20 : Réunions publiques à Sinde Enveyo (SP NASSIAN) et Gagana (SP Téhini).....	86

TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de la pluviométrie mensuelle (en mm) par département en 2018.....	15
Tableau 2 : Présentation des départements et sous-préfectures de la Région du Bounkani.....	20
Tableau 3: Répartition de la population de la Région de Bounkani	20
Tableau 4: Etablissements sanitaires	22
Tableau 5: Accessibilité géographique des aires sanitaires	23
Tableau 6: Situation des principales affections de la région du Bounkani	24
Tableau 7: Répartition des Organisations Féminines par département.....	27
Tableau 8: Synthèse de l'évaluation des compétences des OF	28
Tableau 9: Analyse des performances des Organisations féminines	29
Tableau 10: Statistique de la production des cultures de rente du BOUNKANI (2017- 2018)	31
Tableau 11: Statistique de la production des cultures vivrières et maraichères du BOUNKANI (2017-2018).....	31
Tableau 12: Textes juridiques applicables au projet	39
Tableau 13: Récapitulatif des Conventions Internationales auxquelles le projet devrait contribuer/se conformer.....	47
Tableau 14 : Comparaison entre la législation nationale et les SO de la BAD relativement au Projet.....	51
Tableau 15: Ministères impliqués dans ce Projet.....	54
Tableau 16: Identification des impacts négatifs potentiels liés aux activités du projet.....	57
Tableau 17 : Mesures d'atténuation des impacts.....	58
Tableau 18 : Processus de prise en compte de l'environnement tout au long des sous-projets	62
Tableau 22 : Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social	65

Tableau 23 : Coût du suivi/surveillance et Audit-Évaluation.....	65
Tableau 24 : Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet.....	66
Tableau 25 : Budget de mise en œuvre du PCGES	68
Tableau 25 : Répartition des localités enquêtées	78
Tableau 26: Répartition des participants selon le genre et la vulnérabilité	80
Tableau 27: Synthèse de la consultation publique par Département	82

1. RÉSUMÉ

Après l'adoption en Conseil des Ministres en juillet 2013 du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER), qui prévoyait l'accès équitable des populations à l'électricité, et l'électrification de toutes les localités ayant au moins 500 habitants, le nombre de localités électrifiées a été porté à 4 777 à fin 2017, soit un taux de couverture de 56%. L'ambition du Gouvernement est d'aboutir à une électrification totale du pays avant fin 2025 en vue d'atteindre un taux de couverture de 100%. Le Programme de Renforcement des Ouvrages du Système et d'accès à l'Electricité fait partie du programme d'électrification rurale par extension des réseaux MT existants de CI-ENERGIES.

Au regard de la législation en vigueur et précisément de la loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement, en son Titre IV-Chapitre premier-Article 39, la mise en œuvre des activités du projet doit être précédée d'une Evaluation Environnementale Stratégique et Sociale (EESS).

Le présent PCGES est élaboré pour s'assurer de l'efficacité des mesures de protection de l'environnement en fonction des attentes des différents partenaires impliqués, de s'assurer que le projet est conforme à la législation ivoirienne en matière de gestion environnementale et sociale et aux politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement.

Spécifiquement, il décrit les mécanismes institutionnels relatifs à/au(x) :

- description du processus de sélection environnementale et sociale (ou screening) devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du projet et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées ;
- suivi et mise en œuvre des mesures d'atténuation ;
- renforcement des capacités ;
- estimation des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Le PCGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

La consistance des travaux est la suivante :

- ✓ 3 348 km de ligne Moyenne Tension,
- ✓ 1 028 km de ligne Basse Tension,
- ✓ 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

Les principales contraintes et enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone du projet sont principalement liés :

- à la présence de couvert végétal ;
- à la prolifération d'exploitations agricoles (anacardières) ;
- à la présence de cours d'eau et de zones humides ;
- à la présence d'activités économiques.

Les activités prévues par le projet auront globalement des impacts et effets positifs majeurs en termes d'amélioration des conditions de vie des populations et d'augmentation du taux d'accès des populations rurales à l'électricité et des revenus ainsi que de la réduction de la pauvreté rurale.

La gestion environnementale et sociale fait intervenir plusieurs acteurs et structures techniques dont les plus significatifs sont : l'Unité de Gestion du Projet (UGP) , le Responsable opérationnel de l'activité et l'agence d'exécution de l'activité éligible, le Spécialiste en passation de marchés, le Responsable des finances , le Spécialiste en suivi-évaluation, l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), les Services Techniques Déconcentrés (STD), les collectivités locales, les entreprises des travaux, les bureaux de contrôle, les ONG et associations communautaires.

Le coût global estimatif des activités environnementales et sociales à intégrer au coût total des sous-projets est estimé à **846 300 000** de Francs CFA.

2. INTRODUCTION

2.1. Contexte de l'étude

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, ainsi que de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés depuis 2011 par le Gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme National d'Electrification Rurale (PRONER).

L'ambition du Gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 088 localités réparties dans plusieurs régions du pays. Il s'agit du programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER) phase 1 : électrification de 1 088 localités.

Dans sa mise en œuvre, il est prévu le raccordement de 1 089 localités rurales du pays au réseau national d'électricité par la construction de : ligne Moyenne Tension (MT), ligne Basse Tension (BT), Postes de Transformation de type H61. Ces travaux vont certainement générer des impacts environnementaux et sociaux positifs mais aussi négatifs qu'il convient d'éviter, réduire ou compenser.

2.2. Objectifs du PCGES

Le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) issu de l'EESS définit aussi le cadre de suivi et de surveillance, ainsi que les mesures et dispositions institutionnelles, les besoins en renforcement des capacités etc., à prendre en considération avant, pendant et après la mise en œuvre du projet.

2.3. Approche méthodologique de conduite de l'étude

L'étude du PCGES a été conduite par une équipe d'Experts pluridisciplinaires. La démarche méthodologique s'articule autour des axes majeurs d'intervention suivants :

- ✓ la collecte et l'analyse de documents portant sur le projet et sur ses zones d'influence et d'impact ;
- ✓ les rencontres et échanges avec les autorités administratives concernées par le projet ;
- ✓ les visites de terrain et la tenue d'entretiens avec les responsables des structures décentralisées et déconcentrées, ainsi que d'autres organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- ✓ la réalisation de consultations publiques avec les autorités administratives, coutumières et les personnes susceptibles d'être affectées par le projet ;
- ✓ le traitement et l'analyse des données collectées ;
- ✓ la rédaction du rapport EESS.

Le recueil des données de base de la présente étude s'est effectué au moyen de visites de reconnaissance et d'analyse des sites du projet ; et d'analyse des documents disponibles sur le projet et ses sites d'implantation aussi bien pour les données biophysiques, qu'humaines. Les informations bibliographiques ont été confrontées aux résultats d'observation sur le terrain. En ce qui concerne spécifiquement la collecte des données socio-économiques (environnement humain), le Consultant a utilisé essentiellement une méthode basée sur l'observation de terrain à travers les localités bénéficiaires du projet.

3. DESCRIPTION DU PROJET

3.1 Contexte et Justification

Le projet vise l'accès à l'électricité dans 442 localités. Il s'agit de connecter 1088 localités rurales au réseau électrique national dont 442 dans la Région du Bounkani.

3.2 Objectifs du projet

L'objectif général du projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à la fourniture de l'électricité à tous, dans les meilleures conditions de coût et d'usage. De façon spécifique, le projet contribuera à accroître le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte ; et le développement des usages productifs pour offrir aux populations rurales des moyens d'accroître leurs revenus.

3.3 Composantes et solutions du projet

3.3.1 Composantes du projet

Globalement, le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité.

442 localités de la région du Bounkani sont concernées par le projet (voir annexe). La répartition des localités bénéficiaires par département se présente comme suit :

- Bouna: 165 localités,
- Doropo: 202 localités,
- Nassian: 04 localités,
- Téhini: 71 localités.

3.3.2 Solutions du projet

Elles correspondent aux réponses que le présent projet apporte aux populations de la Région du Bounkani, à travers l'électrification de 442 localités. Le PROSER permettra une couverture plus importante de la région du Bounkani en matière d'accès à l'électricité rurale. Concrètement, les localités concernées seront dotées en ligne Moyenne Tension et Basse Tension et en postes de transformation.

3.3.3 Consistance des travaux

Le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 348 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 028 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

❖ **Présentation des activités source d'impacts potentiels**

Les différentes activités sources d'impacts potentiels sont les suivantes :

▪ **Défrichement et dégagement de l'emprise du tracé de la ligne Moyenne Tension :**

En vue de faciliter l'identification du tracé de la ligne ainsi que l'accès des sites d'implantation des poteaux, un défrichement de l'emprise du tracé sera effectué.

Les spécifications du projet de construction de la ligne moyenne tension prescrivent l'ouverture d'un couloir de 14 mètres de largeur pour faciliter l'installation des poteaux et l'entretien de la ligne de transport pendant la phase d'exploitation. Ainsi, un débroussaillage sera effectué à ras du sol sur l'emprise du dudit couloir.

▪ **Construction de pistes d'accès :**

Pour avoir accès aux sites des poteaux, des pistes seront ouvertes depuis les grandes routes jusqu'aux sites identifiés pour leur installation. Ces pistes d'accès devront être construites stratégiquement en tenant compte de la situation du couloir par rapport à la grande route.

▪ **Implantation des poteaux Basse Tension :**

Des sites spécifiques pour l'implantation des poteaux seront éventuellement identifiés selon divers critères notamment géotechniques.

▪ **Transport des Machineries et d'Equipements au site :**

La construction d'une ligne Moyenne Tension nécessite l'utilisation de machineries et d'équipements typique dédiés pour la réalisation de tels projets. Les camions serviront à transporter des matériaux de construction et des accessoires des poteaux sur les routes publiques et celles qui mènent aux sites de construction.

▪ **Installation des Câbles et des Accessoires :**

Les câbles (enroulés autour des tambours en bois ou métalliques) et les accessoires (les isolateurs, appareillages, etc., encaissés dans des boîtes en bois) seront transportés sur le site par des camions équipés de grues. Les câbles de transport seront montés manuellement sur les pylônes. Dans le cas où la ligne de transport traversera des grandes routes, des échafauds en aluminium dilatables des deux côtés de la route seront utilisés. Les câbles seront mis en-dessous des échafauds afin de fournir un dégagement fixe et sain sur les routes.

L'évaluation environnementale va donc concerner les impacts environnementaux et sociaux de la phase de pré-construction s'il y a lieu, des travaux liés à l'ouverture du couloir, à la construction et à l'exploitation de la ligne.

4. CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

4.1 Description du milieu Biophysique

L'analyse du cadre physique porte essentiellement sur les données climatiques, le paysage géomorphologique, géologique, pédologique et hydrographique.

■ Données climatiques

- Pluviométrie

Le climat de type soudanien, à deux (02) saisons, est caractérisé par : une saison sèche qui dure de 4 à 5 mois. Elle s'étend de novembre à mars au cours de ces dernières années. C'est la période des feux de brousse et de la transhumance des bovins, pendant laquelle nous enregistrons des dégâts sur les cultures en fin de cycle et sur les récoltes laissées dans les champs.

Une saison des pluies allant de mars à novembre ; la pluviométrie a une moyenne d'environ 960 mm de hauteur ces deux dernières années. On note que les pluies commencent toujours timidement pour s'installer véritablement au milieu de la saison.

Tableau 1: Répartition de la pluviométrie mensuelle (en mm) par département en 2018

Tableau 1. Répartition de la pluviométrie mensuelle (en mm) par département en 2018																								
Département	Pluviométrie du mois																							
	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre	
BOUNA	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ
	00	00	98	03	23,2	02	104,9	05	53,9	05	133,9	07	218,3	09	123,2	07	119,9	10	43	06	03,1	01	00	00
TOTAL H (mm)	H: 921,64mm / NJ: 55																							
DOROPO	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ
			7,2	02	36,4	04	101,6	06	118,7	08	95,1	08	150,8	07	75,2	07	168,3	13	84,1	05	33,3	02		
TOTAL H (mm)	887.9mm / NJ=62																							
TEHINI	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ
	0	0	8,5	2	11,9	5	75,4	4	105,7	7	108	7	166,4	5	104,8	5	149,8	9	92,6	6	12	1	0	0
TOTAL H (mm)	935,17 mm / NJ= (51 jours)																							
NASSIAN	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ
	00	00	31	3	77,7	10	226	7	136,2	5	115,5	7	11,9	3	82,1	7	150	12	119,2	11	45,9	4	00	00
TOTAL H (mm)	955,5 mm / NJ= (69 jours)																							

Source : Source, Ministère de l'Agriculture de BOUNA, 2018

- **Température**

Les températures de la zone du projet oscillent entre 24,3 °C et 28°C, sur la période 2000-2015. Les mois les plus chauds dans la région sont février, mars et avril, avec des températures moyennes respectives de 27,7°C ; 28° C et 27,6°C. Cette période correspond à la grande saison sèche dans le Département de Bouna.

- **Insolation :**

L'insolation évolue globalement dans le même sens que la température. Cette évolution montre que pendant les mois de janvier à mai et d'octobre à décembre, l'insolation est maximale et a une durée légèrement supérieure à 200 heures (8h/Jour) en moyenne par mois. Les faibles valeurs (≈100 heures en moyenne par mois, soit 4h/Jour) sont enregistrées en juin, juillet, août et septembre. La durée totale de l'insolation dans le département de Bouna est estimée à 2160 heures en moyenne par an.

- **Humidité relative moyenne mensuelle :**

L'humidité relative est marquée par une variation unimodale, avec un maximum moyen interannuel stabilisé à 82% durant la période de juin à septembre et un minimum inter-annuel de 50% en janvier. Il faut signaler que l'humidité relative atteint sa valeur maximum pendant la première saison des pluies et reste constante jusqu'en fin de la deuxième saison des pluies. La petite saison sèche (juillet – août) trop courte n'a pas eu un effet perceptible sur le taux d'humidité dans l'atmosphère.

- **Vitesse et direction du vent :**

La vitesse du vent varie de 1 à 1,4 m/s. Les vitesses les plus fortes sont atteintes en saison sèche (mars – avril). Alors que les faibles valeurs sont enregistrées pendant la période pluvieuse (septembre-octobre) et en début de la saison sèche (novembre, décembre et janvier).

Sur le site du projet la direction dominante des vents est Sud-Ouest. Ainsi les vents sont dirigés de Vonkoro vers la Volta noire. Lors des travaux, les bruits et les poussières seront dirigés vers la Volta noire.

- **Hydrographie**

La Région est arrosée par deux fleuves que sont :

- la Comoé, le plus important, a son siège dans le parc national de la Comoé;
- la Volta Noire qui constitue la frontière naturelle avec le Ghana en sa limite Est; Ses principaux affluents sont: Koulda, Binda, Kolodio et Holodio.

- *Cadre hydrogéologique :*

La région du Bounkani, comme la majeure partie de la Côte d'Ivoire, appartient au socle cristallin ou cristallophyllien. Un système aquifère bicouche formé d'un réservoir semi-perméable capacitif (les altérites) surmontant un réservoir, formé de roche fissurée, captif à fonction essentiellement conductrice. Les altérites sont ainsi constituées d'un milieu poreux continu (nappe libre) surmontant un milieu discontinu (nappe de fractures).

Deux types d'aquifères sont présents. Il s'agit de l'aquifère des altérites et celui des fractures de fissures. L'aquifère de fractures est le plus exploité. Il est capté par de nombreux forages dont celui de Vonkoro. Ce sont des aquifères de fissures dans lesquels on rencontre plusieurs arrivées d'eau à condition que ces fractures ne soient pas colmatées. Les arrivées d'eau se rencontrent entre 22 et 71 m de profondeur.

- *Paramètres hydrodynamiques des nappes souterraines de la zone d'étude :*

Les débits moyens de forage rencontrés dans la zone du projet varient de 0,5 à 10,8 m³/h. Il faut noter que ces débits sont fonction du programme de forage. Ainsi en hydraulique villageoise, les débits recherchés sont faibles alors qu'en Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) les débits recherchés sont plus importants.

On note que Bouna dispose de l'eau courante et d'un bureau de la SODECI. Les sources courantes d'approvisionnement en eau demeurent néanmoins les puits, les pompes villageoises notamment dans les villages et campements. La ville de Bouna à elle seule compte environ 1130 abonnés à l'eau de SODECI. La disponibilité en eau est assurée par 3 forages de 6 m³, 10 m³ et 12 m³. Mais, actuellement seul le troisième forage marche pour la satisfaction des besoins en eau de la population.

■ **Geologie**

- *Cadre géologique du bassin versant de la Volta noire en Côte d'Ivoire :*

Les formations géologiques du bassin de la Volta noire appartiennent au socle précambrien qui couvre 97,5% du territoire ivoirien.

Du point de vue géologique, le bassin de la Volta noire abrite un ensemble complexe de formations géologiques. Les formations géologiques rencontrées sur ce bassin sont : les schistes, migmatites, granitoides et les roches basiques.

- *Géologie du site du projet :*

La géologie de la zone du projet, s'identifie à celle du bassin versant de la Volta noire. Du point de vue géologique, les roches rencontrées sont essentiellement caractérisées par la prédominance des séries à faciès birrimien dans lesquelles s'individualisent les schistes. Ces schistes affleurent dans le lit de la Volta noire dans la direction N10°, avec un pendage subverticale.

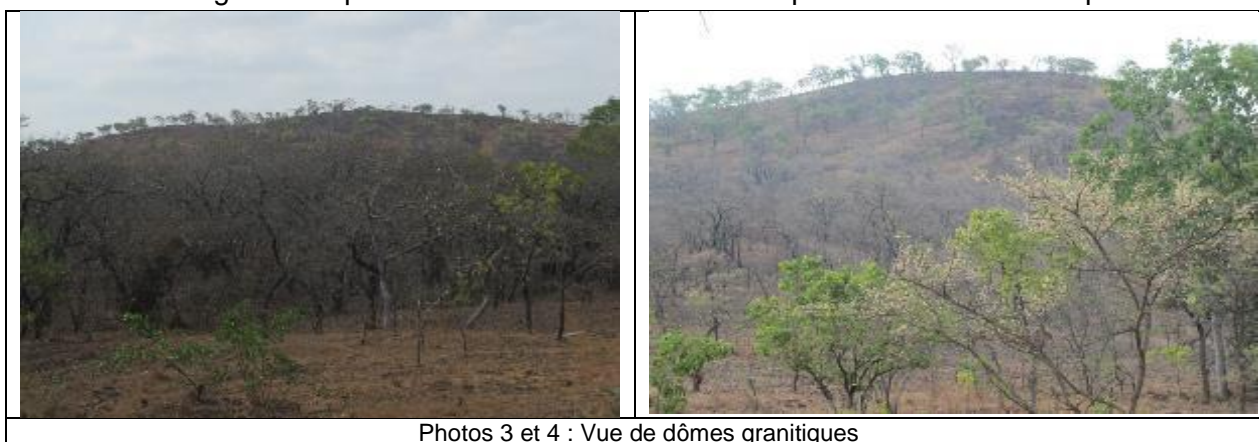
■ **Pedologie**

Les sols fréquemment rencontrés sont d'une part les sols ferralitiques, en général faiblement désaturés et, d'autre part, les sols ferrugineux tropicaux. Ces sols sont très sensibles à l'érosion ainsi qu'aux phénomènes d'induration, notamment ceux issus des schistes : leur fertilité et par voie de conséquence, leurs aptitudes culturales sont médiocres. Ils permettent cependant le maintien de la végétation de type soudanais notamment les forêts claires. On rencontre également des sols bruns eutrophes, des sols hydromorphes dans les bas-fonds et plaines alluviales. Sur les berges de la Volta noire, ces sols sont fortement érodés.



■ Geomorphologie (Relief)

La Région présente une grande diversité géomorphologique. Les sommets des crêtes, souvent émoussés ou tabulaires, atteignent 700 mètres de haut. Les collines isolées avoisinent parfois 100 à 150 mètres. Les terrains accidentés subissent l'effet de l'érosion. Les bas-fonds présentent des risques d'inondation à cause de la nature du sol, toutes choses qui créent des désagréments pour l'accès de certaines localités pendant la saison des pluies.



❖ Milieu biologique

- Flore :

Les principales espèces rencontrées dans la zone du projet sont : *Anacardium occidentale*, *Manguifera indica*, *Adansonia digitata*, *Khaya senegalensis*, *Tamarindus indica*, *Vitellaria paradoxa*, *Terminalia laxiflora*, *Detarium microcarpum*, *Piliostigma* sp., *Combretum* sp., *Pterocarpus erinaceus*, *Lannea acida*, *Crossopteryx febrifuga*, *Isobertia doka*, *Anogeissus leiocarpus*, *Daniella oliveri*, *Lophira lanceolata*, *Tectona grandis*, *Gmelina arborea*.

Quant à la strate herbacée elle est essentiellement composée de *Panicum phragmitoides*, *Hyparrhenia sub-plumosa*, *H. smithiana*, *Andropogon canalicatus*, *Anoplophora chinensis*,

Schizachyrium sanguineum, *Hyperthelia dissoluta*, *Cyanotus lanata*. Cependant lors de l'enquête de terrain en mars 2017, elle a totalement disparu à cause des feux de brousse. Dans la zone du projet, le Néré, le Tamarinier, la Caïllédrat, le Baobab, les palmiers sont des espèces interdites de coupe.



Photos 5 et 6 : Vue de la végétation de la zone du projet

- *Faune :*

Dans la zone d'études on rencontre les espèces fauniques suivantes : aulacodes, rats, lapins sauvages, pintades, perdrix, écureuils, singes, etc. Les feux de brousse constituent la principale source d'éloignement de la faune aux abords de la route. Durant l'étude de terrain, à l'exception des oiseaux aucunes espèces fauniques n'étaient visibles aux abords de la route.

Au niveau de faune aquatique, les espèces de poissons couramment rencontrés sont le capitaine, le mâchoiron, le poisson électrique et le Tilapia.

4.2 Caractéristiques socio-économiques

❖ Situation géographique

La Région du Bounkani, créée par décret n° 2011-263 du 28 septembre 2011, fait partie de la Région du Bounkani. Elle est située à l'extrême nord-est de la Côte d'Ivoire. Elle fait frontière au Nord avec le Burkina-Faso, à l'est avec le Ghana, au sud avec la Région du Gontougo, à l'ouest les Régions du Tchologo et du Hambol. Elle couvre une superficie de 21.470 Km².

❖ Situation administrative

La déconcentration administrative se traduit, pour la région, par un maillage administratif de :

- 1 région, placée sous l'autorité de Préfet de région ;
- 4 départements (Bouna et Nassian, Doropo, Téhini) placés sous l'autorité de Préfets ;
- 13 sous-préfectures administrées chacune par des Sous-Préfets et réparties par département comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Présentation des départements et sous-préfectures de la Région du Bounkani

Chef-lieu de la Région de Bounkani	Départements	Sous-préfectures rattachées
BOUNA	Bouna	Bouna
		Bouko
		youndouo
		Ondefidouo
	Doropo	Doropo
		Niamoue
		Danoa
		Kalamon
	Nassian	Nassian
		Kotoboua
	Tehini	Tehini
		Gogo
		Tougbo

Source : Préfecture Bouna, 2019

❖ Situation socio-culturelle

Histoire du peuplement et population de la Région

Les origines de l'actuelle Région du Bounkani sont intimement liées à celles du royaume de Bouna. En effet, c'est au 2ème siècle que les ancêtres des KOULONGO (LES LORHON) peuplaient cette région. La chefferie et les fonctions de chef de terre sont donc exercées par les KOULONGO en raison de l'ordre d'installation. Ensuite, les malinkés, commerçants pour la plupart, se sont installés dans cette région. Enfin, les Lobi sont le dernier à s'être installés. La Région compte 267 167 selon le RGPH-2014 estimée à **289 019 en 2017**. Elle est constituée selon ces mêmes projections de hommes **145 103** (50,18%) et **143 916** femmes (49,81%) et représente 1,17% de la population nationale.

Tableau 3: Répartition de la population de la Région de Bounkani

Population en 2017				Ménages	
Sous-Préfecture	Hommes	Femmes	Total	Nombre	Taille moyenne
Bouko	7 997	8 575	16 572	1 691	9,8
Bouna	32 269	31 141	63 410	9 460	6,7
Ondefidouo	15 286	15 099	30 385	3 519	8,6
Youndouo	6 877	6 756	13 633	1 426	9,6
Département de Bouna	62 429	61 571	124 000	16 096	7,7
Danoa	3 802	3 665	7 467	908	8,2
Doropo	20 215	20 613	40 828	6 036	6,8

Population en 2017				Ménages	
Sous-Préfecture	Hommes	Femmes	Total	Nombre	Taille moyenne
Kalamon	3 132	3 321	6 453	2 088	3,1
Niamoue	8 474	8 895	17 369	1 755	9,9
Département de Doropo	35 623	36 494	72 117	10 787	6,7
Bogofa	3 237	2 698	5 935	906	6,6
Kakpin	3 772	3 844	7 616	1 502	5,1
Kotouba	3 170	3 002	6 172	1 236	5,0
Nassian	10 878	10 726	21 604	4 489	4,8
Sominasse	3 539	3 304	6 843	1 058	6,5
Département de Nassian	24 596	23 574	48 170	9 191	5,2
Gogo	6 417	6 061	12 478	1 726	7,2
Téhini	8 116	8 243	16 359	2 211	7,4
Tougbo	7 922	7 973	15 895	2 077	7,7
Département de Téhini	22 455	22 277	44 732	6 014	7,4
Région du Bounkani	145 103	143 916	289 019	42 088	6,9

Source : INS, 2017

❖ Religion

Diverses pratiques religieuses sont rencontrées dans la région du Bounkani. En Effet, à côté de l'animisme, les religions révélées telles que l'Islam et le Christianisme se partagent la foi des populations. Ces religions cohabitent de façon harmonieuse.

❖ Education

Sur le plan éducatif, le département de Bouna dispose d'un système scolaire à deux (2) niveaux : le niveau primaire et le niveau secondaire. Il se compose de 201 établissements primaires et 5 établissements secondaires en 2015, les effectifs au niveau primaire atteignaient 29.993 écoliers. La répartition par sexe de cet effectif est de 53.75% de garçons contre 46.25% de filles. Au niveau secondaire, les établissements totalisent un effectif de 6.578 élèves dont 67,80% garçons contre 32,20% filles.

Le taux de scolarisation dans le département est de 63,74% contre 78,9% au plan national en 2015.

De nombreux efforts restent à faire dans le secteur de l'éducation au niveau régional et départemental. Il s'agit principalement d'équipement en matériels des infrastructures existantes et la création de nouvelles infrastructures scolaires.

❖ Sites touristiques

La Région du Bounkani regorge de sites touristiques attrayants dont le plus connu est le parc national de la Comoé. Ce parc a été créé en 1968 et est situé à 180 Kilomètres de Bouna. Avec une sa superficie de 1 150 000 ha, ce parc est le plus ancien et le plus important de la Côte d'Ivoire. Il est caractérisé par une faune variée : éléphants, buffles, lions, hippopotames, cynocéphales, oiseaux, etc... Pour un meilleur séjour des touristes, des hôtels ont été construits dans les villages jouxtant le parc (wangofitini, kaffalo, kakpin...)

En outre, des activités socioculturelles sont organisées dans la région. On peut citer le Festival des danses traditionnelles du Bounkani (Festibo) et surtout la célébration de l'Igname dans la communauté Koulango marquant la fin d'une année et le début d'un nouvel an.

❖ Situation sanitaire

Le district sanitaire regroupe quatre sous-préfectures qui sont Bouna, Doropo, Nassian et Téhini. La prise en charge des populations est assurée par 18 formations sanitaires réparties en 1 Hôpital Général, 3 centres de santé urbains, 1 case de santé et 13 centres de santé ruraux. Ce nombre est très insuffisant au regard de l'importance de la population dans la zone du projet.

Le ratio formation sanitaire/population de l'ensemble du département est de 1/7 702. Le département dispose de 5 médecins, 34 infirmiers, 7 sages-femmes, ce qui correspond à :

- un médecin pour 35 431 habitants;
- un infirmier pour 5 210 habitants;
- une sage-femme pour 5 521 femmes en âge de procréer.

Tableau 4: Etablissements sanitaires

N°	Localités	Type structure	Statut	Distance District ESPC A/R (km)	Fonctionnel Oui/Non	Observations
DEPARTEMENT DE BOUNA						
01	BOUNA	HG	PUBLIC	0	Oui	
02	BOUNA	CSUS-PMI	PUBLIC	0	Oui	
03	BOUNA	CSUS-SSSU	PUBLIC	0	Oui	
04	BOUNA	CSUS-CAT	PUBLIC	0	Oui	
05	BOUNA	Case santé	PRIVE	0	Oui	
06	NIANDEGUE	CSR-D	PUBLIC	24	Oui	
07	PANZARANI	CSR-D	PUBLIC	48	Oui	
08	BOUKO	CSR-DM	PUBLIC	70	Oui	
09	SOTITEDOULO	CSR-D	PUBLIC	50	Oui	Pas de logement
10	SAYE	CSR-M	PUBLIC	100	Non	Ouvert le 14/05/2015
11	KOKPINGUE	CSR-D	PUBLIC	90	Oui	
12	SEPIDOULO	CSR-D	PUBLIC	100	Oui	
13	ONDEFIDOULO	CSR-DM	PUBLIC	100	Oui	
14	SYALEDULO	CSR-D	PUBLIC	130	Oui	
15	LOMIDOULO	CSR-D	PUBLIC	160	Oui	
16	YOUNDOULO	CSR-D	PUBLIC	160	Oui	
17	KALTOUDOULO	CSR-D	PUBLIC	200	Oui	
18	PIAYE	CSR-D	PUBLIC	216	Oui	
DEPARTEMENT DE DOROPO						
19	DOROPO	CSU-DM	PUBLIC	170	Oui	
20	DOROPO	HG Baptiste	Conf.	170	Oui	
21	DOROPO	CMS	PRIVE	170	Oui	
22	VARALE	CSR-DM	PUBLIC	120	Oui	
23	DANOA	CSR-DM	PUBLIC	110	Oui	
24	KALAMON	CSR-DM	PUBLIC	200	Oui	

25	NIAMOIN	CSR-DM	PUBLIC	160	Oui	
26	ANGAYE	CSR-D	PUBLIC	108	Oui	Pas de logement
27	KOUNZIE	CSR-D	PUBLIC	110	Oui	Besoin de réhabilitation
DEPARTEMENT DE TEHINI						
28	TEHINI	CSU-DM	PUBLIC	200	Oui	
29	GOGO	CSR-D	PUBLIC	206	Oui	Besoin de réhabilitation
30	TOUGBO	CSR-DM	PUBLIC	400	Oui	Pas de logement Sage-femme
31	BAVE	CSR-DM	PUBLIC	350	Oui	

Source : District sanitaire Bouna, 2017

L'analyse de l'accessibilité géographique des formations sanitaires indique que 44% de la population parcourent au moins 5 km pour accéder à un centre de santé. 47% de cette population parcourent au moins 15 km pour se soigner dans un centre de santé, quand 9% de la population parcourent plus de 15 km pour avoir accès à un centre de santé. En comparaison, au plan national les secteurs privé et public confondus, on note un ratio d'un médecin pour 9 000 habitants.

Tableau 5: Accessibilité géographique des aires sanitaires

S/P	Aire Sanitaire	Pop 2015	Pop < ou = 5 Km		5 Km < Pop < ou = 15 Km		Pop > 15 Km	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
BOUNA	HG-PMI-SSSU Bouna	48117	21653	45%	14916	31%	11548	24%
	CSR Bouko	5738	1434	25%	4303	75%	0	0%
	DR Panzarani	3444	1653	48%	1791	52%	0	0%
	DR Sotitedouo	4361	1221	28%	3140	72%	0	0%
	DR Kokpingue	4155	1122	27%	3033	73%	0	0%
	DR Niandegue	9800	1176	12%	8624	88%	0	0%
	CSR Ondefidouo	8277	7284	88%	993	12%	0	0%
	DR Sépidouo	3504	2593	74%	911	26%	0	0%
	DR Syaledouo	3997	3997	100%	0	0%	0	0%
	DR Lomidouo	4643	4039	87%	604	13%	0	0%
	DR Youndouo	15525	6055	39%	9471	61%	0	0%
	DR Kaltoudouo	8258	2312	28%	5946	72%	0	0%
	DR Piaye	7734	1237	16%	6497	84%	0	0%
S/P BOUNA		127 553	55 777	44%	60 228	47%	11 548	9%
	CSU Doropo + HBL	28599	14300	50%	14300	50%	0	0%
	CSR Kalamon	6526	2154	33%	4372	67%	0	0%
	CSR Varalé	7437	967	13%	6470	87%	0	0%

S/P	Aire Sanitaire	Pop 2015	Pop < ou = 5 Km		5 Km < Pop < ou = 15 Km		Pop > 15 Km	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
DOROPO	CSR Niamoin	8999	2520	28%	6479	72%	0	0%
	DR Angaye	5070	2991	59%	2079	41%	0	0%
	CSR Danoa	9987	2796	28%	7190	72%	0	0%
	DR Kounzie	4533	861	19%	3672	81%	0	0%
S/P DOROPO		71151	26588	37%	44562	63%	0	0%
TEHINI	CSU Téhini	20705	5383	26%	15322	74%	0	0%
	DR Gogo	9215	1290	14%	7925	86%	0	0%
	CSR Tougbo	11873	2612	22%	9261	78%	0	0%
	DR Bavé	5027	251	5%	4775	95%	0	0%
S/P TOUGBO		46821	9537	20%	37284	80%	0	0%
TOTAL DSTRICCT BOUNA		245524	91902	37%	142074	58%	11548	5%

Source : District sanitaire Bouna, 2017

Les principales pathologies rencontrées sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës, le VIH/SIDA, la tuberculose, les maladies diarrhéiques. Les principales affections de la région du Bounkani sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6: Situation des principales affections de la région du Bounkani

	0 - 11 mois		1 - 4 ans		5 - 14 ans		15 et plus		Total		Prévalence
Département Bouna											
Paludisme	5799		9021		4856		13067		32743		
IRA	152		254		229		482		1117		
Diarrhées	1192		1595		312		602		3701		
Anémie	1843		2356		673		1018		5890		
Malnutrition	168		331		7		0		506		
IST	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
	2	5	0	0	8	23	462	3746	472	3774	
Département Doropo											
Paludisme	3023		6291		3848		10099		23261		
IRA	64		82		85		250		481		
Diarrhées	558		807		216		633		2214		
Anémie	348		507		147		141		1143		
Malnutrition	405		508		59		0		972		
IST	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
	24	23	0	0	21	68	203	788	248	879	
Département Téhini											
Paludisme	1284		2607		1210		3399		8500		
IRA	91		130		92		147		460		

Diarrhées	349		454		132		197		1132		
Anémie	202		354		75		107		738		
Malnutrition	90		142		7		0		239		
IST	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
	3	4	0	0	2	1	111	429	116	434	

Source : District sanitaire Bouna, 2017

❖ Infrastructures électriques et téléphoniques

- Le réseau électrique

Il comprend les lignes de moyenne et de basse tension, qui alimentent la région en énergie électrique. Les lignes de moyenne tension (33kv) alimentent les autres localités tandis que les ménages se servent des lignes de basse tension pour l'éclairage des foyers. Ce réseau électrique est exploité par la compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) présente dans les quatre (04) départements. Mais, on observe l'absence d'électricité dans plusieurs villages et campements de la région. L'avènement du projet PROSER va permettre à ces localités d'accéder à l'électricité.

- Le réseau téléphonique

Les quatre (04) départements possèdent les réseaux CI-Télécom (téléphonie fixe), Orange, MTN et Moov. Ce qui, n'est pas le cas dans certains villages et campements éloignés des centres urbains.

❖ Habitat en milieu rural

L'habitat en milieu rural dans la zone du projet présente un double aspect : un habitat traditionnel construit en matériaux locaux constitué de cases rondes couvertes de paille et des bâtiments simples rectangulaires construits en banco ou en matériaux durs. On rencontre également dans la zone du projet, un habitat avec l'ensemble des commodités dignes d'une résidence moderne.

Ces différents types d'habitat se rencontrent aussi bien en milieu rural comme en milieu urbain. Cependant, on note une forte dominance de l'habitat de type traditionnel en milieu rural. Le PROSER va amener les populations à construire des maisons en dur, avec l'accès à l'électricité.



Photo 7: Habitat en Banco



Photo 8: Habitat en dur

❖ Capital foncier et mode de gestion de la terre

Dans le contexte actuel de modernisation et de gestion du terroir, la gestion du foncier est réservée aux autorités coutumières qui sont détentrices de la tradition et aux structures de l'Etat détentrices de la légalité républicaine conformément à la loi de 1998 sur le foncier rural. La région du Bounkani est soumise à un double régime, le droit coutumier et le droit moderne. En effet, le droit coutumier est géré par les Koulango, détenteurs de la royauté et exclusifs propriétaires terriens.

❖ **Aspect genre**

Dans les communautés présentes dans la région du Bounkani, la tradition a longtemps confiné la femme au second plan. Lors des grandes assemblées, les femmes se tiennent loin derrière les hommes et ne sont sollicitées que pour être informées des décisions prises par les hommes. Ainsi, elles ne sont pas représentées à la chefferie ou dans les instances de décision dominées par les hommes. D'ailleurs, lorsque les femmes sont présentes dans certaines instances de décisions, leurs voix sont difficilement audibles car dominées par celles des hommes. Elles préfèrent alors s'aligner sur les décisions prises par ceux-ci.

Sur le plan économique, les femmes sont dans diverses branches d'activités : Collecte de noix de karité et fabrication de beurre de karité et du soubara, le transport des produits au village, la production et la commercialisation du vivrier et du maraîcher, la restauration, le commerce, la coiffure, la couture. Les femmes sont des actives familiales agricoles ; elles participent à tous les travaux dans les plantations de leurs maris. Avec la crise économique et la crise militaro-politique qu'ont connu la Côte d'Ivoire, les femmes sont devenues de véritables chefs de ménages exerçant une activité pour assurer les dépenses familiales. Les femmes tiennent le foyer et par conséquent, elles se doivent d'accorder une plus grande attention à tout ce qui rentre dans l'alimentation de la famille. Dans cette répartition des tâches agricoles, les enfants interviennent surtout pendant les activités de surveillance des cultures.

En lien avec le projet, des améliorations pourront survenir dans ces conditions de la femme. En effet, l'accès à l'électricité qu'offrira le projet leur permettra la :

- ❖ Réduction de la pénibilité et le temps alloué à certaines tâches domestiques de transformation à l'aide de moulin et de décortiqueuses des produits de consommation tels le maïs, karité, mil, riz, arachide...
- ❖ Amélioration des conditions de cuisines par la disponibilité de l'éclairage, de préparation des repas et de conservation des repas ainsi que des condiments par l'usage des appareils électroménagers ;
- ❖ Amélioration des conditions de soins et d'accouchement des femmes enceintes grâce à l'éclairage la nuit et à l'utilisation d'appareils biomédicaux modernes ;
- ❖ Amélioration de la scolarisation des filles du fait de l'amenuisement de l'appui de celles-ci aux tâches ménagères de la jeune fille ;
- ❖ Accès aux moyens modernes d'informations et de communications, réduisant ainsi l'écart de l'accès aux informations surtout avec le développement des radios locales

Ces conditions rendues favorables par l'électrification peuvent être capitalisées en gain de temps, de santé et de bien être tout court convertible en facteur d'amélioration de la productivité économique des femmes et par ricochet des ménages.

4.3 Identification des Organisations Féminines (OF)

Durant la phase de terrain, dix-neuf (19) groupements d'association de femmes ont été identifiées. Ces groupements de femmes interviennent dans l'activité agricole, principalement les cultures vivrières et maraichères, et dans la fabrication du beurre de Karité. Le tableau ci-dessous présente la répartition de ces organisations par département (Nassian, Téhini, Doropo et Bouna).

Tableau 7: Répartition des Organisations Féminines par département

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités
Bouna	Groupe Attente	2009	Collection et Commercialisation du mil
	UFDB : Union des Femmes pour le Développement de Bouna	2008	Commerce, production agricole vivrière (manioc, igname, piment, tomate, etc.)
	AFPB : Association des Femmes Peuls de Bouna	2016	Transformation et commercialisation du lait
	SIGBËRA (Rassemblons-nous)	2013	Collecte, transformation et vente des produits de Karité
	SABOUNOUMAN (Bonheur)	2013	Production du vivrier (Maïs, Igname, etc.)
	Organisation des femmes Lobi Bouna	2010	Production des cultures maraichères
	Organisation des femmes Koulango de Bouna	2010	Production des cultures maraichères
Doropo	Association des Femmes de Doropo	2016	Commercialisation des produits maraichers et vivriers
	Association des femmes de LATROUGO	2016	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de KOUBILOU	2016	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de SANGBADARI	2016	Production des cultures vivrières et maraichères
Téhini	Association des femmes de TINGRELA	2017	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de VONTCHON	2017	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de TCHOBROU	2017	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de MONPEDE	2017	Production des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes de SANMEDJINAN	2017	Production des cultures vivrières et maraichères
Nassian	INDEBI-BRI : Lutter pour avancer	2001	Culture maraichère
	Association des femmes de KALABO (SOUGBË : aide-toi Dieu t'aidera)	2014	Intervient dans le domaine des cultures vivrières et maraichères
	Association des femmes d'ANVEYO (KANWORE : entraide)	2015	Production d'oignon et de manioc

Source BRLi CI, Aout 2019



Photo 9: Processus de fabrication du beurre de Karité



Photo 10: Phase de moulinage dans la fabrication artisanale du beurre de karité

4.3.1 Evaluation des compétences des organisations féminines et recommandations

Au regard de l'identification faite, l'analyse de la situation des activités des organisations féminines (OF) et les recommandations sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 8: Synthèse de l'évaluation des compétences des OF

Activités	Situations	Analyse	Recommandation
Production	Les OF rencontrées ne font presque pas de production en commun, les productions sont individuelles mais mise en commun la vente : La plupart des OF intervenant dans la production dient disposée de potentielle foncière pour des cultures collectives	Contrainte de disponibilité foncière (PROCOCAB dispose déjà de plus d'une dizaine d'hectare de terre) Absence de sensibilisation à la production collective	Appui à l'acquisition foncière Sensibilisation à la production collective et à la vie associative
Collecte	Elles sont faites dans les villages ou bord champ (PROCOCAB dispose déjà d'un réseau de collecte très important dans toute la Région)	Aucun groupement ne dispose de moyen de transport des produits collectés. C'est pourquoi les ventes sont effectués bord champ et dans les villages (rarement au chef lieu de département)	Appui à l'acquisition de moyen de transport des produits pour la collecte
Commercialisation	Les produits sont vendus bord champ et au village (rarement au chef lieu de département)	Les prix sont moins rémunérateurs face à la difficulté d'évacuation des produits. Difficultés de trouver par moments un acheteur,	Appui à l'acquisition de moyen d'évacuation des produits Appui à l'acquisition de moyens de stockage

Activités	Situations	Analyse	Recommandation
		pertes de la qualité voire des produits PROCOCAB commercialise déjà des produits finis PROCOCAB dispose d'un Magasin de stockage	Renforcement des capacités de commercialisation par la formation des OF en vie associative, comptabilité simplifiée... Appui la fédération d'association PROCOCAB pour l'accès à l'électricité de son site d'activité
Transformation	Elle est une pratique artisanale et individuelle (rarement collective sauf les adhérents de PROCOCAB qui dispose d'un espace dédié avec du matériel artisanal et une décortiqueuse électrique mais non positionné sur leur site du fait de l'absence d'électricité (site hors réseau électrique)	Elle sera possible à partir du moment où les OF maîtrise la base des activités à savoir la production et/ou la collecte et dispose des moyens de stockage quant à PROCOCAB, ces acquis existent et dispose déjà de produits finis commercialisés) PROCOB a besoin d'une meilleure organisation	Accompagner les OF à une consolidation des acquis à une première phase par la mise à disposition de moyens de transformation facilitée par l'accès à l'électricité (Moulins, décortiqueuses...) Accompagner PROCOCAB à la maîtrise de son activité de transformation par un appui à l'accès à l'électricité, au renforcement de ses capacités de transformation et à l'aménagement de son site

Source BRLi CI, Aout 2019

4.3.2 Analyse des performances des Organisations Féminines (OF)

La réalisation du projet pourrait contribuer à l'amélioration des performances des organisations féminines.

Tableau 9: Analyse des performances des Organisations féminines

Critère de performance	Contenu informatif de l'indicateur
Amélioration du Chiffre d'Affaires (CA)	Evolution du Chiffre d'Affaires à la suite de l'obtention d'un micro-prêt.
Amélioration du niveau de production	Augmentation de la production (rendement à l'hectare, superficie exploitée).
Amélioration du degré de contribution à la création de la richesse régionale et nationale	Contribution de l'activité des groupements à la croissance économique régionale et nationale.
Amélioration du degré d'intégration dans les secteurs d'activité	Evolution du degré d'intégration des groupements dans leurs secteurs d'activité.
Amélioration de la rentabilité économique	Evaluation du niveau de la rentabilité économique.
Augmentation de la liquidité immédiate	Evaluation de la liquidité immédiate
Augmentation de l'excédent de trésorerie d'exploitation	Evolution de l'excédent de trésorerie d'exploitation

Les impacts positifs du projet sur les groupements associatifs de femmes sont les suivants :

- Réduction de la pénibilité et le temps alloué à certaines tâches domestiques de transformation à l'aide de moulin et de décortiqueuses des produits de consommation tels le maïs, karité, mil, riz, arachide...
- Amélioration des conditions de cuisines par la disponibilité de l'éclairage, de préparation des repas et de conservation des repas ainsi que des condiments par l'usage des appareils électroménagers ;
- Amélioration des conditions de soins et d'accouchement des femmes enceintes grâce à l'éclairage la nuit et à l'utilisation d'appareils biomédicaux modernes.
- Amélioration de la scolarisation des filles.
- Accès aux moyens modernes d'informations et de communications.
- Création d'opportunités d'investissement à travers la mise en place d'AGR collectives dont les revenus pourront améliorer les ressources d'entraide de celles-ci.

4.4 Activités économies

Les activités économiques sont l'agriculture et l'élevage auxquelles s'ajoutent l'artisanat et le commerce qui sont peu développés.

- L'agriculture

Les principales cultures de rentes sont la noix de cajou et la noix de karité. Au niveau des cultures vivrières, la variété d'igname appelée « kponen » constitue le bien le plus prisé dans la région. A cela s'ajoutent le maïs, le mil, le sorgho, le riz de bas fond, Cependant, il convient de signaler que de nombreux dégâts de cultures sont occasionnés par l'élevage transhumant et la divagation des animaux causant d'importants préjudices aux agriculteurs dans la région du Bounkani.

Tableau 10: Statistique de la production des cultures de rente du BOUNKANI (2017- 2018)

Département	Spéculations	Rappel superficie global estimée avant l'année 2018 (ha)		Superficie mis en place pendant l'année 2018 (ha)		Superficie totale à la fin de l'année 2018 (ha)		Superficie en production (ha)		Production (t)			
										2017		2018	
		PV	PI	PV	PI	PV	PI	PV	PI	PV	PI	PV	PI
BOUNA	Anacardiens	35 000	00	2000	00	2000	00	35 000	00	27 166,145	00	31 450	00
Doropo	Coton Anacarde	25 2700		15 60		15 3100		15 2700		16 3500		10 4500	
NASSIAN	Anacardier	7020	0	500	0	7520	0	6120	0	8238	0	10298	0
	Palmier à huile	73	0	0	0	73	0	58	0	145	0	204	0
	Bixa orellana	114	0	25	0	139	0	49	0	74	0	91	0
	Colatier	34	0	00	0	34	0	31	0	6,2	0	6,35	0
	Hévéaculture	0	0	13	0	13	0	0	0	0	0	0	0
	Cocotier	3	0	0	0	3	0	1	0	0	0	0,5	0
TEHINI	Coton	1.095	00	1.283	00	1.283	00	1.283	00	1.032,176	00	en cours	00
	Anacarde	13.431	00	550	00	13.981	00	10.485	00	3.925	00	3.818	00

Source, Direction de l'Agriculture de BOUNA, 2018

Tableau 11: Statistique de la production des cultures vivrières et maraichères du BOUNKANI (2017-2018)

Département	Spéculations	Rappel superficie emblavée en 2017 (ha)	Superficie emblavée en 2018 (ha)	Rendement moyen (t)	Production (t)	
					2017	2018
Bouna	Igname	6 300	5000	10	549,744	63 000
	Manioc	3 600	2500	11	67,464	39 600
	Maïs	4 500	3725	2	1,71	6 750
	riz pluvial	132	145	3	22,8	330
	riz irrigue	25	10	4	2,1	95
	Tomate	200	137	10	246,4	1 900
	Gombo	5 000	4520	7	108,5	35 000
	Aubergine	180	3654	8	42156,4	1 350
	Piment	3 800	3200	5	722,744	19 000
	Chou	13	15	9	321,75	117
	Carotte	3	8	7	525,68	19
	Oignon	00	00	00	26,488	00
	Oignon Contre saison	0.7491		13.097	9.811	
	Oignon pluvial		1.125	3.117		3.507

Département	Spéculations	Rappel superficie emblavée en 2017 (ha)	Superficie emblavée en 2018 (ha)	Rendement moyen (t)	Production (t)	
					2017	2018
Doropo	Riz	1327	954	1.12	1725	1075
	Maïs	718	1205	1.29	1078	1325.5
	Arachide	6820	7034	1.4	9548	9847
	Mil	5580	4395	0.650	2511	2856.75
	Sorgho	5323	4250	0.805	3460	3421.25
Téhini	Arachide	109,14	130,968	0,59	68	77,27
	Aubergine	17,441	20,9292	15,02	262	314,35
	Carotte	1,0486	1,25832	14,3	15	17,99
	Chou	14,445	17,334	13,33	193	231,06
	Concombre	1,1663	1,39956	16,51	19	23,10
	Oignon pluvial	2	2,4	3,9	7,8	9,36
	Gombo	15,836	19,0032	6,82	108	129,60
	Igname	882,75	1059,3	14,76	13030	15635,26
	Maïs	2551,95	3062,34	1,01	2578	3092,96
	Manioc	14,5092	17,41104	18,88	274	328,72
	Mil	1095,68	1314,816	0,83	908	1091,29
	Patate douce	4,922	5,9064	16,96	83	100,17
	Piment	3,3384	4,00608	8,01	27	32,08
	Riz	1257,25	1508,7	0,91	1150	1372,91
	Sorgho	3698,99	4438,788	0,66	2450	2929,60
	Tomate	10,5395	12,6474	16,75	177	211,84
NASSIAN	Igname (florido)	2240	2 800	8	33 600	25 200
	Igname (kpona)	840	1 050	7	13 440	8 400
	Riz	8	13	2	21	26
	Maïs	166	150	1,5	250	1 200
	Manioc	2 136	2 525	6	12 816	17 675
	Arachide	15	17	2	100	30
	Haricot	25	20	2	52	42
	Tomate	2	8	10	20	120

Département	Spécifications	Rappel superficie emblavée en 2017 (ha)	Superficie emblavée en 2018 (ha)	Rendement moyen (t)	Production (t)	
					2017	2018
	Piment	365	10	8	715	80
	Chou	0,3	0,25	20	10	5
	Carotte	0,06	0,04	7	0,5	0,3
	Aubergine	10	11	10	100	165
	Laitue	0,05	0,06	5	0,2	0,3
	Concombre	0,04	0,05	12	0,6	0,6
	Oignon	1,5	10	10	15	85

Source, Direction de l'Agriculture de BOUNA, 2018

- L'élevage

La Région du Bounkani est une zone propice à l'élevage avec l'existence de barrages pastoraux et de marchés de bétail à Bouna, à Doropo et à Tougbo. De type traditionnel, l'élevage de bovins et de petits ruminants constituent le second pilier de l'économie de la région du Bounkani comme l'atteste les statistiques de campagne de vaccination effectuée en 2010 Bovin (200.000), Ovin (50.000), Caprin (100.000), Porcin (12000). Malgré cela, de nombreux problèmes sont enregistrés dans ce domaine d'activité. Les éleveurs sont confrontés aux difficultés liées à l'occupation anarchique des terroirs villageois par les agriculteurs qui étendent les superficies des cultures de rentes et vivrières sur les pistes et barrages pastoraux.



Photo 11: élevage traditionnel d'ovin et caprin à Timbiela (S/P Doropo)



Photo 12: élevage traditionnel de porcin à Timbiela (S/P Doropo)

- L'industrie

L'activité industrielle a existé avec la SOPAGRI. Cependant depuis la fermeture de celle-ci, elle est devenue quasiment inexistante dans la zone du projet.



Photo 13: Usine SOPAGRI en arrêt de fonctionnement à Bouna

- le Commerce

L'activité commerciale est une activité dominante chez les populations aussi bien rurales qu'urbaines de la région du Bounkani. Elle est exercée à Bouna et dans les autres départements à savoir : Nassian, Téhini et Doropo quoiqu'à un niveau d'importance moindre. Elle comprend essentiellement le petit commerce ou le commerce aux détails et le grand commerce ou commerce de gros. Les produits vendus sont principalement les produits agricoles et autres. Le petit commerce se fait aussi bien aux alentours des routes qu'au marché. Aux abords des voies, sous des hangars ou des conteneurs conçus à cet effet, de petits commerçants s'y installent de jour comme de nuit pour vendre très souvent des aliments et des produits divers. On note également dans les zones de l'étude, l'existence de quelques boutiques et magasins de détaillants tenus par des populations étrangères notamment les mauritaniens. Le grand commerce se retrouve uniquement dans les marchés. et dans les magasins construits soit par les autorités municipales, soit par des particuliers et mis en location. Là se vendent des marchandises diverses allant des produits alimentaires aux appareils électroménagers. On les retrouve surtout dans les villes de Bouna et Doropo.

Les produits agricoles locaux vendus sur les marchés sont l'igname, le maïs, le mil, le riz, l'arachide, le sorgho, l'aubergine, les oignons, le tamarin, etc. auxquels s'ajoutent des produits de première nécessité venant d'Abidjan des pays limitrophe de la Région à savoir le Burkina Faso et le Ghana.



Photo 14: Etalages de produits agricoles au marché de Bouna (à gauche) Photo 15: Boutique à Bouko (à droite)

- L'Artisanat

L'artisanat est pratiqué de façon traditionnelle dans la région. Les produits fabriqués sont vendus sur les marchés locaux et connaissent une faible exportation sur des marchés extérieurs à la région. Ce sont des produits issus de la poterie, la fabrication de la bière à base de mil, de la forge, de la production du beurre de karité, etc. Les métiers comme la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique, la coiffure entre autres s'exerçant dans les milieux urbains et semi-urbains font également partie de cette activité artisanale. Quelques Images du processus artisanal de production de la beure de karité.

- le Tourisme

La Région du Bounkani compte plusieurs sites touristiques dont celui du Parc national de la Comoé. En effet, le parc national de la Comoé constitue le potentiel touristique de la région du Bounkani. Situé à 180 Kilomètres de Bouna et connu sous l'ancienne appellation « de parc national de Bouna », le parc national de la Comoé fut fondé en 1968. De par sa superficie (1 150 000 hectares). Ce parc est le plus ancien et le plus important de la Côte d'Ivoire. Il est caractérisé par une faune variée : éléphants, buffles, lions, hippopotames, cynocéphales, oiseaux... Pour un meilleur séjour des touristes, des hôtels ont été construits dans les villages jouxtant le parc (wangofitini, kaffalo, kakpin...)

En outre, les activités touristiques telles la visite du royaume lobi de Bouna, la fête de l'igname dans la communauté Koulango marquant la fin d'une année et le début d'un nouvel an et l'habitat des villages lobis fait de sounkala constituent d'autres attractions. On peut également citer le Festival des danses traditionnelles du Bounkani (Festibo).



Photo 16: Pancarte du parc national de la Comoé

Par ailleurs, la région du Bounkani regorge de nombreux complexes hôteliers à Bouna et un à Doropo qui permettent un développement et une facilitation du tourisme. Ce sont les hôtels la Réserve, l'Eléphant et l'Auberge, etc. A ces entreprises d'hôtellerie, s'ajoutent de nombreux restaurants à Bouna et Doropo qui contribuent pour une part importante à dynamiser les activités économiques de la zone, eu égard à sa situation de carrefour vers le Burkina Faso et le Ghana.

5. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE

5.1 Cadre politique

❖ Politique environnementale

Depuis 2011, la Côte d'Ivoire dispose d'une politique dite Politique nationale de l'Environnement, qui poursuit la démarche globale de Développement Durable et dont les axes d'orientation stratégiques transversaux sont :

- la promotion d'une stratégie de développement Durable et gestion rationnelle des ressources naturelles;
- le renforcement du cadre institutionnel et législatif;
- le développement des ressources humaines;
- la mise en place d'un système national d'information, d'éducation, de communication en matière environnementale;
- l'implication effective de la société civile;
- la prévention et lutte contre les pollutions et nuisances;
- la gestion de la biotechnologie et de la biosécurité;
- la promotion de la gestion rationnelle des substances chimiques dangereuses;
- les changements climatiques.

De façon spécifique, des axes ont été définis pour les industries ainsi que les exploitations minières et pétrolières. Il s'agit de :

- promouvoir un développement industriel écologiquement viable par l'évolution environnementale;
- promouvoir des technologies industrielles respectueuses de l'environnement;
- promouvoir la gestion rationnelle des déchets industriels et dangereux;
- renforcer les capacités nationales pour surveiller et contrôler les rejets polluants dans l'atmosphère dans les eaux et sur les sols;
- mettre en application la législation sur les installations classées;
- définir et mettre en œuvre les méthodes d'exploitation à faible incidence négative sur l'environnement.

❖ Politique nationale en matière d'électricité

La politique nationale d'accès à l'électricité est élaborée et mise en œuvre par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables. Le suivi de l'application de cette politique est assuré par la Direction Générale de l'Energie (DGE) qui est une structure sous tutelle de ce ministère. Pour pallier aux insuffisances relevées dans ce domaine, le Gouvernement a développé une vision basée sur quatre (4) axes notamment, (i) l'amélioration de la production d'électricité à travers un programme de réhabilitation et de renforcement pour parvenir à une adéquation entre l'offre et la demande d'électricité y compris la demande à l'exportation, (ii) l'application des mesures institutionnelles (adoption du Code de l'électricité) accompagnée par la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités des acteurs du secteur, (iii) l'atteinte de l'équilibre financier du secteur, afin de renforcer les capacités d'investissements du secteur de l'électricité et, (iv) la prise en compte des énergies nouvelles et renouvelables, en vue de baisser les coûts de raccordement et tirer profit des potentialités nationales.

❖ Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'énergie

Le sous-secteur de l'électricité et des énergies renouvelables se fixent comme objectif global de fournir à la population une énergie accessible à moindre coût, au plus grand nombre, exportable et qui préserve l'environnement. De façon plus spécifique, il s'agit, entre autres :

- (i) de satisfaire les besoins des localités urbaines et rurales en électrification en portant la couverture à 50% en 2017 pour la proportion de localités électrifiées et à 55% en 2017 pour la proportion des ménages ayant accès à l'électricité ;
- (ii) d'assurer une gestion optimale du secteur et de résorber les déséquilibres structurels ;

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement a défini des axes stratégiques du secteur et élaboré un plan de mise en œuvre.

Ainsi, l'électrification rurale constitue une des préoccupations majeures de la politique économique et sociale du Gouvernement. À cet égard, ce sous-secteur a bénéficié d'un soutien historique constant de la part des pouvoirs publics, grâce à d'importants programmes engagés par l'État qui ont permis d'électrifier un grand nombre de localités rurales. Malgré ces résultats encourageants, l'objectif d'une électrification totale du pays est loin d'être atteint.

Par conséquent, le Gouvernement fait de l'électrification rurale une composante forte de son programme de développement, et entend ainsi poursuivre et amplifier, à raison d'un minimum de 500 localités nouvelles à électrifier chaque année, les résultats obtenus afin d'atteindre l'objectif de l'électrification totale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025. Cette généralisation de l'électrification a pour finalité de :

- améliorer les conditions de vie en milieu rural grâce à la fourniture de l'électricité à tous, dans les meilleures conditions de coût et d'usage;
- désenclaver économiquement les zones rurales en rendant disponible dans les localités, l'une des sources d'énergie de base indispensable à un développement économique durable;
- lutter contre la pauvreté en donnant aux populations rurales des moyens d'accroître leur revenu;
- participer à la sauvegarde de l'environnement grâce à la préservation de la forêt, ceci, en accord avec les conventions internationales signées et ratifiées par la Côte d'Ivoire dans le domaine de l'environnement.

❖ **Politique Nationale en matière du genre**

En Côte d'Ivoire, les femmes rurales travaillent en priorité dans le domaine des cultures vivrières (manioc, maïs, bananes et autres végétaux), alors que les hommes travaillent dans des plantations d'agriculture de rente (cacao, café, palmier à huile et hévéas).

Sur le plan institutionnel et réglementaire, la Constitution ivoirienne prévoit l'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'égalité des chances. La loi prévoit un accès égal à la terre entre les hommes et les femmes, mais dans la pratique les femmes en milieu rural ont quelques difficultés d'accès à la terre. Il est fait interdiction de la Mutilations Génitales Féminines (MGF) depuis 1998 et des mariages précoces par la loi et le code pénal, interdiction du harcèlement sexuel (Article 356) et du viol (Article 354). Le principe d'égalité entre femmes et hommes consacré dans la deuxième constitution du 23 juillet 2000 interdit toute forme de torture et de violence physique et morale, de mutilations et d'avilissement à l'égard des femmes. Au niveau politique, la politique nationale de l'égalité des chances, l'équité et le genre a été adoptée en 2009; la Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (SNLVBG) en

2012; la Déclaration solennelle de la Côte d'Ivoire sur l'égalité des chances, l'équité et le genre en 2007.

Politique sanitaire et d'hygiène du milieu

La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les Soins de Santé Primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Dans les Régions, sa politique est mise en place par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées.

Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène ; etc.

Politique de décentralisation

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le Ministère de la Sécurité et de la protection civile. En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement ivoirien a pour objectifs globaux : (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'Etat et les collectivités locales, (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement, (iii) d'enraciner la démocratie locale, (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

5.2 Cadre juridique

Ce projet est régi par la constitution, les lois, ordonnances, décrets, règlements consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12: Textes juridiques applicables au projet

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
Loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution ivoirienne	<p><u>Article 27</u>: Le droit à un environnement sain est reconnu à tous.</p> <p><u>Article 40</u>: La protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale.</p>
Loi n°85-583 du 29 juillet 1985 organisant la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique en Côte d'Ivoire	<p><u>Article 1</u> dispose que : Le transport et la distribution de l'électricité sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire, ainsi que l'importation et l'exportation de l'électricité, constituent un monopole de l'Etat.</p> <p><u>Article 2</u> dispose que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements et ouvrages de transport et de distribution de l'électricité déclarés d'utilité publique font partie du domaine public de l'Etat. - l'ensemble des emprises et implantations territoriales nécessaires à leurs réalisations sont transférés au domaine public de l'Etat par les moyens de droit résultants de la législation en vigueur. - Ces ouvrages et équipements sont englobés dans un ensemble concédé et mis à la disposition des opérateurs privés pour la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique dans le cadre des conventions de concession de service public conclues entre l'Etat et ces opérateurs privés
Loi n° 96-766 du 03 Octobre 1996 portant Code de l'Environnement	<p><u>Article 22</u> : « L'autorité compétente, aux termes des règlements en vigueur, peut refuser le permis de construire si les constructions sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intégrité des lieux avoisinants ».</p> <p><u>Article 29</u> : « Tous les engins doivent être munis d'un avertisseur sonore conforme à un type homologué par les services compétents et ne doivent pas émettre de bruit susceptible de causer une gêne aux usagers de la route et aux riverains ».</p> <p><u>Article 35</u> : "Lors de la planification et de l'exécution d'actes pouvant avoir un impact important sur l'environnement, les autorités publiques et les particuliers se conforment aux principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Principe de précaution - Substitution - Préservation de la diversité biologique - Non-dégradation des ressources naturelles - Principe pollueur-payeur - Information et participation - Coopération". <p><u>Article 39</u> : tout projet important susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental préalable. Tout projet fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi pour vérifier la pertinence des prévisions et adopter les mesures correctives nécessaires ».</p> <p><u>Article 41</u> : « L'examen des Études d'Impact Environnemental par le Bureau d'Étude d'Impact Environnemental, donnera lieu au versement d'une taxe au Fonds National de l'Environnement dont l'assiette sera précisée par décret. »</p> <p><u>Article 75</u> : « Sont interdits : les déversements, les rejets de tous corps solides, de toutes substances liquides, gazeuses, dans les cours et plans d'eaux et leurs abords ; toute activité susceptible de nuire à la qualité de l'air et des eaux tant de surface que souterraines ».</p>
Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural modifiée par la loi n° 2004-412 du 14 août 2004	<p><u>Article 5</u> dispose que : « La propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural se transmet par achat, succession, donation entre vifs ou testamentaire ou par l'effet d'une obligation ».</p> <p><u>Article 7</u> dispose que : « Les droits coutumiers sont constatés au terme d'une enquête officielle réalisée par les Autorités administratives ou leurs délégués et les conseils des villages concernés soit en exécution d'un programme d'intervention, soit à la demande des personnes intéressées. Un décret pris en Conseil des Ministres détermine les modalités de l'enquête ».</p>
Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau	<p><u>Article 5</u> : La présente loi portant Code de l'Eau a pour objet une gestion intégrée des ressources eau, des aménagements et ouvrages hydraulique.</p> <p>Cette gestion vise à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ;

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
	<ul style="list-style-type: none"> - la protection contre toute forme de pollution, la restauration des eaux de surface, des eaux souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ; - la protection, la mobilisation et la gestion des ressources en eau ; - le développement et la protection des aménagements et ouvrages hydrauliques ; - la valorisation de l'eau comme ressource économique et sa répartition de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences ; - la planification cohérente de l'utilisation des ressources en eau tant à l'échelle du bassin versant hydrologique qu'à l'échelle nationale ; - l'amélioration des conditions de vie des différents types de populations, dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ; - les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources en eau pour les générations présentes et futures ; - la mise en place d'un cadre institutionnel caractérisé par la redéfinition du rôle des intervenants. <p><u>Article 12</u> : " Les prélèvements dans les eaux du domaine public hydraulique et la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages hydrauliques sont soumis, selon les cas, à autorisation ou à déclaration préalable".</p> <p><u>Article 17</u> : "Le droit d'usage de l'eau et l'utilisation des aménagements et ouvrages hydrauliques sont limités par l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits des riverains et de restituer l'eau de façon qu'elle soit réutilisable".</p> <p><u>Article 25</u> : "Nul ne doit empêcher le libre écoulement des eaux de surface et des eaux souterraines".</p> <p><u>Article 49</u> : "Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur".</p> <p><u>Article 75</u> : « Sont interdits : les déversements, les rejets de tous corps solides, de toutes substances liquides, gazeuses, dans les cours et plans d'eaux et leurs abords ; toute activité susceptible de nuire à la qualité de l'air et des eaux tant de surface que souterraines ».</p>
Loi n°99-477 du 2 août 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale modifiée par l'Ordonnance N° 2012-03 du 11 janvier 2012	<p><u>Article 2</u> : Est obligatoirement affilié à la Caisse nationale de Prévoyance sociale tout employeur occupant des travailleurs salariés. Cette affiliation prend effet à compter du premier embauchage d'un travailleur salarié.</p> <p>La CNPS a pour mission :</p> <p>La gestion du régime obligatoire de prévoyance sociale des travailleurs du secteur privé et assimilés qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La branche des Prestations Familiales ; - La branche des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles ; - L'assurance vieillesse (Retraite) ; - L'assurance maternité ; - La gestion des régimes complémentaires ou spéciaux, obligatoires ou volontaires ; - Le recouvrement des cotisations sociales et le service des prestations afférentes à ces différents régimes
Loi n° 2003-208 du 7 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'État aux Collectivités Territoriales (En matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles):	<p><u>Article 1</u> « Les Collectivités territoriales concourent avec l'État au développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique des populations et, de manière générale, à l'amélioration constante de leur cadre de vie.</p> <p>A cet effet, elles jouissent d'une compétence générale et de compétences spéciales attribuées par les lois et règlements »</p> <p><u>Article 2</u> : « Des compétences autres que celles prévues par les dispositions de la présente loi peuvent être transférées, en cas de besoin, de l'Etat aux Collectivités territoriales par la loi. »</p> <p><u>Article 7</u> : « La réalisation d'un équipement sur le territoire d'une collectivité territoriale ne peut être entreprise par l'Etat ou par une autre collectivité territoriale sans consultation préalable de la collectivité concernée. ».</p>
Loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier	<p><u>Article premier</u>. Un nouveau délai de dix ans, qui court à compter de la publication de la présente loi, est accordé pour faire constater l'exercice de façon paisible et continue des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier.</p> <p>Passé ce nouveau délai, les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés, seront considérés comme sans maître.</p> <p><u>Article 2</u> : Le deuxième tiret de l'alinéa 2 de l'article 6 est modifié ainsi qu'il suit : deuxième tiret de l'alinéa 2 de l'article 6 (nouveau). — Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés cinq ans à compter de la publication de la loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013.</p>

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
<p>Loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant Code de l'Electricité</p>	<p><u>Article 2</u>: La présente loi a pour objet de définir les principes généraux d'organisation, de fonctionnement et de développement du secteur de l'électricité. Elle fixe les règles d'exercice des activités du secteur de l'électricité. Elle a pour objectifs notamment de : - garantir l'indépendance énergétique et la sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique ; - promouvoir le développement des énergies nouvelles et renouvelables ; - développer l'énergie électrique et de favoriser l'accès à cette énergie ; - promouvoir la maîtrise de l'énergie ; - créer les conditions économiques permettant la rentabilisation des investissements ; - promouvoir les droits des consommateurs ; - promouvoir la concurrence et les droits des opérateurs.</p> <p><u>Article 3</u>: La présente loi régit les activités du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire, les équipements affectés à ces activités, ainsi que les personnes qui les exercent. Elle fixe les conditions et modalités d'exercice des activités ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la production à partir de toutes sources d'énergies, y compris les énergies nouvelles et renouvelables, le transport, le dispatching, l'importation, l'exportation, la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique; - la maîtrise de l'énergie et la réduction de l'impact du système électrique sur l'environnement. <p>La présente loi s'applique aux ouvrages de production, de transport et de distribution, sauf stipulations contraires d'accords internationaux.</p> <p><u>Article 9</u>: Tout opérateur a l'obligation de: - veiller à l'efficacité, à la sécurité et à la sûreté de l'activité qu'il exerce; - préserver la confidentialité des informations dont la communication à des tiers serait de nature à porter atteinte aux règles de libre et loyale concurrence et de non-discrimination imposées par les textes en vigueur.</p> <p><u>Article 36</u>: Sous réserve du respect de la législation en vigueur, des règles de l'art et de bonnes pratiques en la matière et des dispositions spécifiques de sa convention, tout opérateur est autorisé à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur le domaine public ; - exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement, à l'entretien des ouvrages, en se conformant notamment aux règlements de voirie et d'urbanisme ainsi qu'aux plans directeurs d'urbanisme et aux textes en vigueur concernant la sécurité, la protection de l'environnement, la police et le contrôle des installations électriques. <p>Les valeurs culturelle, esthétique, scientifique, historique, archéologique et écologique de la zone d'implantation doivent être sauvegardées.</p> <p>Dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'Etat, tout opérateur a le droit de recourir par l'intermédiaire de l'Etat à la procédure d'expropriation, après déclaration d'utilité publique, des ouvrages et équipements de production, de transport, de dispatching ou de distribution ainsi que de leurs emprises et implantations, conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable</p>	<p><u>Article 37</u>: Le secteur privé applique les principes et objectif du développement durable prévus par la présente loi dans son fonctionnement et dans la mise en œuvre de ses actions notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adoption des modes et méthodes d'approvisionnement, d'exploitation, de production et de gestion responsables, répondant aux exigences du développement durable ; des évaluations environnementales et sociales en vue de vérifier l'impact de leurs activités sur l'environnement ; - la contribution à la diffusion des valeurs de développement durable et l'exigence de leurs partenaires, notamment de leurs fournisseurs, le respect de l'environnement et desdites valeurs ; - l'adoption d'une communication transparente de leur gestion environnement ; - le respect des exigences de la responsabilité sociétale des organisations pour la promotion du développement durable.
<p>Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail</p>	<p><u>Titre IV</u>: chapitres premier (Hygiène, Sécurité et santé au travail)</p> <p><u>Article 41.2</u>: "Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise.</p>

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
	<p>Il doit notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies".</p> <p><u>Article 41.3.</u> "Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique. Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation".</p>
<p>Ordonnance N° 2016-588 du 3 août 2016 portant titre d'occupation du domaine public en Côte d'Ivoire</p>	<p><u>Article 1er</u> : « La présente ordonnance s'applique aux biens du domaine public appartenant à: - L'Etat; - aux collectivités territoriales; – aux établissements publics. »</p> <p><u>Article 3</u>: « Les biens du domaine public sont utilisés, conformément à leur affectation, à l'utilité publique. Aucun droit d'aucune nature ne peut être consenti s'il fait obstacle au respect de cette affectation ».</p> <p><u>Article 5</u>: « Nul ne peut sans titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public de l'une des personnes morales de droit public mentionnées à l'article 1er de la présente ordonnance ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous. »</p> <p><u>Article 32</u>: « A l'expiration du titre d'occupation, les lieux doivent être remis dans leur état primitif par l'occupant, sous peine de se rendre coupable d'une contravention de voirie. »</p>
<p>Décret n°90-1389 du 25 octobre 1990, portant désignation du concessionnaire du service public national de production, de transport, de distribution, d'exportation et d'importation de l'énergie électrique</p>	<p><u>Article premier</u> : « est approuvée et entre en vigueur conformément à ses dispositions, la convention de concession du service public national de production, de transport, de distribution, d'exportation et d'importation de l'énergie électrique, conclue entre l'Etat de Côte d'Ivoire, agissant en qualité d'autorité concédante, et la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, agissant en qualité de concessionnaire ».</p>
<p>Décret n°96-204 du 7 mars 1996 relatif au travail de nuit</p>	<p><u>Article 1</u> : - Est considéré comme période de travail de nuit, tout travail effectué dans la période de huit heures consécutives comprises entre 21 heures et 5 heures.</p> <p>Interdiction du travail de nuit des enfants et dérogation concernant les jeunes</p> <p><u>Article 3</u>.- Les enfants de moins de quatorze ans admis en apprentissage ou en formation préprofessionnelle, ne peuvent en aucun cas, être occupés à un travail, quel qu'il soit, pendant la période de délimitation du travail de nuit; et de manière générale pendant l'intervalle de quinze heures consécutives, allant de 17 heures à huit heures.</p> <p><u>Article 4</u>.- Les jeunes de plus de quatorze ans et de moins de dix huit ans ne peuvent être occupés à un travail, pendant une période minimale de douze heures consécutives, dans l'intervalle allant de 18 heures à six heures. Toutefois, lorsqu'ils sont en apprentissage, en formation préprofessionnelle, professionnelle, ou en emploi et de manière générale, dans tous les cas où cela s'avère nécessaire, profitable et sans danger pour la santé des intéressés, l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales pourra accorder des dérogations pour permettre l'occupation des jeunes visés au précédent alinéa, dans la limite d'une heure, avant le début ou la fin de l'intervalle prescrit.</p> <p>Les garanties concernant le travail de nuit</p> <p><u>Article 5</u>.- La durée du travail de nuit ne peut excéder huit heures consécutives de travail effectif, entrecoupé d'une ou deux pauses de quinze minutes. Au-delà, toute heure effectuée sera considérée comme heure supplémentaire et rémunérée comme telle.</p>
<p>Décret n°96-206 du 07 mars 1996 relatif au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail</p>	<p><u>Article 1</u> : « Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les Etablissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ».</p>
<p>Décret n° 96-894 du 08 Novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement</p>	<p><u>Article 2</u>: Sont soumis à l'étude d'impact environnemental:</p> <p>1°. Les projets énumérés à l'annexe première du décret ;</p> <p>2°. Les projets situés sur ou à proximité des zones à risque ou zone écologiquement sensibles, énoncées dans l'annexe 3 du décret.</p> <p>Lorsqu'un projet, en raison de sa nature, de ses dimensions, de la sensibilité du site qui l'accueille, risque de porter atteinte à l'environnement, l'administration de tutelle chargée d'instruire le dossier technique, devra requérir au préalable l'autorisation du Ministère chargé de l'Environnement.</p>

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
	L'autorisation est accordée sur la base d'une étude d'impact sur l'Environnement.
Décret n° 98-38 du 28 janvier 1998 relatif aux mesures générales d'hygiène en milieu du travail	<u>Article 2</u> : Les locaux affectés au travail seront tenus en état constant de propreté. <u>Article 7</u> : Des mesures seront prises par le chef d'établissement pour que les travailleurs disposent d'eau potable pour la boisson, à raison d'un minimum de six litres par travailleur et par jour. Si cette eau ne provient pas d'une distribution publique qui la garantit potable, le médecin-inspecteur du Travail ou l'inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort pourra mettre l'employeur en demeure de faire effectuer à ses frais l'analyse de cette eau.
Décret n°98-40 du 28 janvier 1998 relatif au Comité Technique Consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la sécurité des travailleurs	Article 1: Le Comité Technique Consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la Sécurité des travailleurs institué à l'article 92-1 du Code de Travail a pour mission d'émettre des avis, de formuler des propositions et des résolutions sur toutes les questions concernant la santé et la sécurité des travailleurs.
Décret n°98-43 du 28 janvier 1998 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	<u>Article 1</u> : " sont soumis aux dispositions du présent décret, les usines, dépôts, chantiers, carrières, stockages souterrains, magasins, ateliers, et de manière générale les installations qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la protection de l'Environnement ".
Décret n° 2005-03 du 06 Janvier 2005 portant Audit Environnemental	<u>Article 17</u> : Le Plan de Gestion Environnementale-Audit (PGE-A) est conçu par l'ANDE pour accompagner les entreprises dans la prise en compte de l'Environnement dans leurs activités. La mise en place du PGE-A est obligatoire au sein des entreprises ne disposant pas d'un Système de Management Environnemental. L'Agence Nationale De l'Environnement est chargée de la mise en place du PGE-A, les frais y afférant sont à la charge de l'entreprise. Tout outil de gestion environnementale, mis en œuvre au sein d'une entreprise à l'initiative du promoteur, doit être validé par l'Agence Nationale De l'Environnement.
Décret 2005-268 du 21 juillet 2005, fixant en matière de protection de l'Environnement et de Gestion des Ressources Naturelles, les modalités d'application de la Loi n° 2003-308 du 07 juillet 2003	<u>Article 12</u> : décrète en matière de protection de l'environnement, le département a compétence pour : - élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des plans départementaux d'action pour l'environnement en harmonie avec le plan de développement environnemental de la Région.
Décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur-payeur tel que défini par la loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	<u>Article 3</u> : « Le principe pollueur-payeur a pour effet de mettre à la charge du pollueur, les dépenses relatives à la prévention, à la réduction, à la lutte contre les pollutions, les nuisances et toutes les autres formes de dégradation ainsi que celles relatives à la remise en état de l'Environnement. Il permet de fixer les règles d'imputation du coût des mesures en faveur de l'Environnement. ».
Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public	<u>Article 5</u> : Pour l'occupation du domaine public de l'Etat, l'autorisation est délivrée par le Ministre chargé de la gestion du domaine public de l'Etat sous réserve des dispositions particulières qui attribuent compétence à d'autres autorités administratives. Dans les départements, l'autorisation peut être délivrée par le préfet sur délégation.
Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et programmes	Article 3 : Sont soumis à l'Evaluation Environnementale Stratégique : - les politiques, plans et programmes élaborés dans les domaines ou secteurs tels que les aires protégées, l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, les mines, l'industrie, les transports, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, les infrastructures économiques, le tourisme, l'éducation, la santé, le plan directeur d'urbanisme, le plan d'occupation des sols, les plans de développement ; - les politiques, plans et programmes susceptibles d'avoir des impacts sur les zones à risques ou zones écologiquement sensibles.

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
<p>Décret n°2016-864 du 03 novembre 2016 portant règlementation de l'usage de la voie routière ouverte à la circulation publique</p>	<p>Article 149 : Cette mesure vise à faire face à la recrudescence de l'insécurité routière dans nos pays caractérisé par les accidents de la circulation entraînant des dégâts matériels importants et des pertes en vie humaine notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suspension d'un permis de conduire, pour une période de 20 ans avec obligation de reprendre la formation et les épreuves théoriques dans un établissement de formation agréée et interdiction formelle de conduire sur l'ensemble du territoire national ; - suspension de 04 permis de conduire pour une période de 05 ans avec obligation de reprendre la formation et les épreuves théoriques dans un établissement de formation agréée et interdiction formelle de conduire sur l'ensemble du territoire national ; - suspension de 05 permis de conduire pour une période allant de 2 à 6 mois avec obligation de recyclage en matière de code de la route dans un établissement de formation agréée et interdiction formelle de conduire sur l'ensemble du territoire national ; - restitution d'un permis de conduire pour faits non imputable ; - suspension d'un permis de conduire pour trois mois avec sursis.
<p>Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique</p>	<p><u>Article premier</u>, cet arrêté concerne : "Les ouvrages faisant partie de la concession du réseau d'alimentation générale, d'une concession de distribution aux services publics, d'une concession de distribution publique ou d'un réseau exploité en régie, ainsi que les lignes de raccordement des centrales de production,"</p> <p>L'Article 4 arrête que "Les dispositions techniques adoptées pour les ouvrages, ainsi que les conditions de leur exécution et de leur entretien, doivent être conformes aux règles de l'art ; elles doivent assurer d'une façon générale le maintien de l'écoulement des eaux, de l'accès des maisons et des propriétés, des télécommunications, de la sécurité et de la commodité de la circulation sur les voies publiques empruntées, la sauvegarde de la flore, de la faune et des paysages, la sécurité des services publics, la sécurité, des personnes et la santé publique".</p> <p>Le paragraphe 3 de l'Article 9 traite de la mise à la terre des parafoudres à résistance variable et des éclateurs. "Les bornes de terre des parafoudres et des éclateurs doivent être reliées à la terre des masses. L'emploi d'éclateurs est interdit sur les réseaux HTA et il faut, lorsqu'il convient de se protéger contre les surtensions d'origine atmosphérique, utiliser des parafoudres à résistance variable. Les caractéristiques (forme, étendue, etc.) de la prise de terre des parafoudres doivent être prévues pour écouler les surtensions d'origine atmosphérique telles qu'elles sont écrêtées par le parafoudre, ainsi que les surtensions à 50 Hz".</p> <p>Le paragraphe 4 de l'Article 9 arrête que "Les conducteurs de protection et de liaisons équipotentielles doivent être mis à l'abri des dégradations mécaniques et chimiques ; leurs connexions avec la prise de terre, avec les masses, avec le point neutre ou le conducteur neutre et entre eux doivent être faites de manière à ne pas risquer de se desserrer ou de se détacher.</p> <p>Les conducteurs de terre des supports non métalliques de lignes électriques aériennes, s'il y en a, doivent être protégés mécaniquement des atteintes du public sur une hauteur minimale de 2 mètres au-dessus et 0,50 mètre au-dessous du sol, sauf si le conducteur est en métal ferreux. Dans ce dernier cas, sa fixation au support dans la partie visée ci-dessus doit être particulièrement soignée et doit pouvoir résister aux dégradations mécaniques, chimiques et électrochimiques".</p> <p>Dans l'Article 11 du présent Arrêté, il est stipulé : "Dans les lieux où peuvent se trouver des personnes, les parties actives doivent être hors de portée de ces personnes. Cette prescription n'est pas applicable dans les locaux d'accès réservés aux électriciens. Elle ne l'est pas non plus aux rails de roulement".</p> <p><u>L'Article 12 bis</u> décrit la limitation de l'exposition des tiers aux champs électromagnétiques : "Pour les distributions d'énergie électrique en courant alternatif, la position des ouvrages par rapport aux lieux normalement accessibles aux tiers doit être telle que le champ électrique résultant en ces lieux n'excède pas 5 kV/m et que le champ magnétique associé n'excède pas 100 µT dans les conditions de fonctionnement en régime de service permanent".</p>

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
	<p><u>Article 14.</u> "Les isolateurs doivent être appropriés aux plus fortes tensions électriques et aux plus fortes contraintes mécaniques qu'ils ont à supporter en exploitation. Les isolateurs des lignes électriques aériennes ne doivent pas présenter de risque de perforation cachée".</p> <p><u>L'Article 17</u> concerne la protection contre les risques de contact avec des masses mises accidentellement sous tension (contact indirect). Au paragraphe premier, il est stipulé : "Des mesures doivent être prises en vue de protéger les personnes contre les risques qui résulteraient pour elles du contact simultané avec des masses et des éléments conducteurs entre lesquels pourrait apparaître une différence de potentiel dangereuse".</p> <p><u>L'Article 19</u> porte sur la prévention des brûlures, incendies et explosions d'origine électrique. Les paragraphes 1 et 2 mentionnent : "La température atteinte par le matériel électrique en service normal ne doit pas compromettre son isolation. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter que le matériel électrique, du fait de son élévation normale de température, ne nuise aux objets qui sont dans son voisinage, et notamment à ceux sur lesquels il prend appui, ou encore risque de provoquer des brûlures aux personnes. Les conducteurs actifs doivent être protégés contre les effets d'une augmentation anormale du courant provoquée par un court-circuit".</p> <p><u>L'Article 24</u>, paragraphe 3 "La distance minimale D au-dessus du sol des lignes électriques aériennes haute tension ne doit pas être inférieure à 8 mètres à la traversée ou au surplomb de voies ouvertes à la circulation publique dans leurs parties normalement utilisées pour la circulation et l'arrêt d'urgence des véhicules ; il en est de même pour les lignes basse tension à la traversée ou au surplomb des autoroutes".</p> <p><u>L'Article 26</u>, porte sur la distance des installations électriques par rapport aux arbres et obstacles divers. Aux paragraphes 4 et 5, il est mentionné : "La distance totale minimale D ne doit pas être inférieure à 2 mètres pour la position des conducteurs correspondant à leur température maximale et à l'absence de vent, lorsqu'il s'agit de lignes en conducteurs nus haute tension. Des visites périodiques des lignes aériennes en conducteurs nus doivent être effectuées afin d'en déceler les déficiences éventuelles et de déterminer les élagages et abattages nécessaires, notamment ceux d'arbres morts ou en voie de dépérissement susceptibles de tomber sur les ouvrages. Les dates et les résultats de ces visites doivent être mentionnés sur un registre ou regroupés dans un dossier tenu à la disposition du service du contrôle. Les travaux dont ces visites ont fait apparaître la nécessité doivent être effectués dans les meilleurs délais".</p> <p><u>L'Article 59 bis</u> parle des Traversées des zones boisées. Il est spécifié : "Pour prévenir les risques résultant des chutes d'arbres, l'établissement de lignes HTA est interdit dans les bois et forêts et à leur proximité immédiate, sauf sous la forme de canalisations électriques enterrées ou de lignes aériennes utilisant exclusivement des câbles et des supports spécialement adaptés. Pour l'application du présent Article sont considérés comme bois et forêts tous les massifs boisés de plus de quatre hectares, quels qu'en soient le ou les propriétaires et la nature des peuplements".</p>
<p>Arrêté interministériel n°02 MIPSP//MDPC/MEMEF/MCI du 10 février 2003 portant réglementation de la qualité des produits de protection humaine.</p>	<p>Article premier : En attendant l'adoption de normes ivoiriennes spécifiques, les normes internationales, européennes ou françaises suivantes s'appliquent en Côte d'Ivoire à compter de la mise en vigueur de cet arrêté.</p> <p>1) Extincteurs et agents extincteurs</p> <p>ISO 7203-3. — AGENTS EXTINCTEURS — EMULSEURS — PARTIE 3: SPECIFICATIONS POUR LES EMULSEURS BAS FOISSONNEMENTS DESTINES A UNE APPLICATION PAR LE HAUT SUR LES LIQUIDES MISCIBLES A L'EAU; EN 3-5/AC. — Extincteurs d'incendie portatifs — Partie 5 : spécifications et essais complémentaires — Amendement AC ; NF EN 615. — PROTECTION CONTRE L'INCENDIE — AGENTS EXTINCTEURS— PRESCRIPTIONS POUR LES POUDRES (AUTRES QUE LES POUDRES POUR CLASSE D).</p> <p>2) Gants de protection industrielle</p>

INTITULE DE LA LEGISLATION OU DE LA REGLEMENTATION	ARTICLES OU DISPOSITIONS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
	<p>NF EN 388. —Gants de protection contre les risques mécaniques ; NF EN 50237. — Gants et moufles avec protection mécanique pour travaux électriques ; NF EN 60903. — Spécifications pour gants et moufles en matériaux isolants pour travaux électriques ; NF EN CEI 60903/A11. —SPECIFICATIONS POUR GANTS ET MOUFLES EN MATERIAUX ISOLANTS POUR TRAVAUX ÉLECTRIQUES ; AMENDEMENT AL L -,</p> <p>3) Casques de protection ISO 3873. — Casques de protection pour l'industrie ; NF EN 1080. — Casques de protection contre les chocs pour jeunes enfants ; NF EN 397. — Casques de protection pour l'industrie ;</p> <p>Article 2 : Les produits ne répondant pas aux spécifications définies dans les normes appropriées citées à l'article premier sont interdits pour la fabrication en vue du marché intérieur, l'importation, la vente, ou la distribution à titre gratuit.</p> <p>Article 3 : Le producteur sur le territoire ivoirien doit mettre en place et documenter un plan qualité afin de démontrer son aptitude à réaliser en permanence des produits conformes aux prescriptions des normes citées à l'article premier.</p> <p>Ce plan qualité doit présenter les dispositions de maîtrise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des équipements de production ; - Des équipements de contrôle de la qualité du produit ; <p>Des matières premières, consommables et emballages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des méthodes de travail ; - Du personnel technique ; - De l'environnement de travail en conformité avec les règles de bonnes pratiques de fabrication.
<p>Arrêté n°01164 MINEEF/CIAPOL/SIIC du 04 novembre 2008 portant Réglementation des Rejets et Emissions des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</p>	<p>Dans l'Article 3, les valeurs limites d'émission sont fixées dans l'arrêté d'autorisation sur la base de l'emploi des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable, et des caractères particuliers de l'Environnement. Ces valeurs limites sont fixées pour le débit des effluents, pour les flux et pour les concentrations des principaux polluants conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les Sections I, II et III du présent Arrêté traitent respectivement de la pollution des eaux, de l'air et de bruit et vibration.</p>
<p>Arrêté Interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MER/MCLU/MMG/MEER/SEPMBPE du 01 Aout 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage</p>	<p>Cet arrêté actualise les taux d'indemnisation dans le cadre des destructions de cultures occasionnées par l'exécution de travaux d'utilité publique. Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction.</p> <p>Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 6 du présent arrêté.</p>

Source, BRLi CI, Aout 2019

5.3 Conventions Internationales ratifiées

L'Etat de Côte d'Ivoire a signé et ratifié des Conventions Internationales et Régionales en matière de protection de l'environnement. Les plus importantes dans le cadre du présent Projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 13: Récapitulatif des Conventions Internationales auxquelles le projet devrait contribuer/se conformer

Intitulé de la convention	Date de ratification	Objectif visé par la convention	Aspects liés aux activités du projet
Convention africaine sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933 à Londres	22 juin 1970	Etablir dans les territoires des Etats parties, des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de la chasse, l'abatage et la capture d'animaux (art. 4) ; - Prise de mesures de protection de la faune et de la flore.
Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles de Maputo 2003	11 juillet 2003	Assurer la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune en se fondant sur des principes scientifiques et en prenant en considération les intérêts majeurs de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune (art. II) ; - Mise en place de politiques de conservation, d'utilisation et de développement des eaux souterraines et superficielles (art. V).
Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972 à Paris	21 novembre 1977	Assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer, identifier et conserver le patrimoine culturel et naturel (art. 4) ; - Prendre des mesures de protection (art. 5) ; - Eviter les mesures pouvant endommager le patrimoine culturel et naturel (art. 6).
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone du 16 septembre 1987	30 novembre 1992	Protéger la couche d'ozone en prenant des mesures de précaution pour l'élimination progressive des substances qui l'appauvrissent.	Eliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone : les gaz à effet de serre
Convention de Rio sur la diversité biologique de juin 1992	24 novembre 1994	Conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques adéquates	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents (art.6) ; - Identifier les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (art.7) ; - Réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation de la diversité biologique (art.9)
Protocole de Kyoto à la Convention -Cadre des	28 avril 2007	Stabiliser les concentrations de gaz à	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption de mesures visant à limiter ou à réduire les émissions de gaz à

Intitulé de la convention	Date de ratification	Objectif visé par la convention	Aspects liés aux activités du projet
Nations Unies sur les Changements Climatiques de 1997		effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.	effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal dans le secteur des transports (art.2) ; - Limitation et/ou réduction des émissions de méthane grâce à la récupération et à l'utilisation dans le secteur de la gestion des déchets ainsi que dans la production, le transport et la distribution de l'énergie (art.2) ; - Faire en sorte, individuellement ou conjointement, que les émissions anthropiques agrégées, exprimées en équivalent dioxyde de carbone, des gaz à effet de serre indiqués à l'annexe A ne dépassent pas les quantités qui leur sont attribuées.
Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) de Rio 1997	29 novembre 1994	Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique.	Aspect de la pollution atmosphérique par les Gaz à Effet de Serre.
Accord de Paris sur le Climat du 22 Avril 2016	Octobre 2016	Contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et si possible de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C.	Dans l'exécution des travaux les entreprises devront prendre des mesures d'ordres environnementales pour réduire et atténuer le réchauffement climatique qui serait dû par les émissions de gaz à effet de serre en vue de limiter la hausse des températures.

Source, BRLi CI, Aout 2019

5.4 Systèmes de Sauvegardes Intégrées de la Banque Africaine de Développement

❖ Directives de la BAD en matière d'évaluation intégrée des impacts environnementaux et sociaux

L'Unité de l'environnement et du Développement Durable (OESU) et le Département du secteur privé (OPSD) de la Banque africaine de développement (BAD) ont conjointement élaboré en mai 2000, les procédures en matière d'étude environnementale applicables aux opérations du secteur privé. Ces procédures renferment plusieurs directives, dont celles relatives à l'évaluation intégrée des impacts environnementaux et sociaux des projets agricoles. Plusieurs thèmes transversaux prioritaires pour la BAD sont pris en compte dans ces directives.

Ainsi, toute étude environnementale doit traiter les enjeux suivants :

- **Pauvreté** : Les principales manifestations de la pauvreté sont la malnutrition, des taux élevés de mortalité infantile et maternelle, un pauvre état de santé, le chômage, des conditions de logement inappropriées, un accès inadéquat aux infrastructures et aux services (éducation, soins de santé, transport, etc.), l'insécurité sociale et physique, la vulnérabilité aux chocs, une faible confiance en soi et un sentiment d'impuissance. Ainsi, pour s'assurer que les projets aident à réduire la pauvreté, il faut considérer l'état de différentes composantes sociales et économiques du projet influençant la pauvreté. Les principales composantes qui sont prises en compte sous le

thème de la pauvreté dans les lignes directrices sont l'économie, l'information, l'éducation et la communication ; et l'accès aux infrastructures et aux services sociaux de base.

• **Environnement** : L'environnement comprend les composantes de la biosphère dans laquelle toute vie existe. Il englobe donc l'air, l'eau, le sol et les écosystèmes qui leur sont liés. L'environnement comprend aussi la végétation, la faune, le paysage ainsi que le patrimoine naturel et culturel. La prise en compte de l'environnement implique aussi de considérer les interactions entre les humains leurs impacts sur la biosphère, autant positifs que négatifs. Tous ces aspects sont considérés dans les Lignes directrices.

• **Population** : En tant que thème transversal, la population fait référence à la démographie et aux facteurs influençant la croissance de la population. Elle couvre donc un large éventail d'enjeux tels que les caractéristiques et la dynamique de la population (taille, densité, structure d'âge et de genre, ethnies, espérance de vie, migration interne et internationale, migration rurale/urbaine, etc.), éducation et santé, croissance économique et emploi ainsi que les ressources agricoles et naturelles. En fait, la population est étroitement liée aux thèmes transversaux que sont la pauvreté, l'environnement, la santé et le genre.

Afin de simplifier la présentation et de minimiser les répétitions, les Lignes directrices de l'EIES prennent en compte sous le thème de la population les principaux enjeux suivants : les tendances démographiques, la migration et le déplacement de population, les changements à la gestion des ressources naturelles, de la terre et la qualité de vie.

• **Santé** : Comme la pauvreté, la santé est un concept multidimensionnel qui ne se limite pas à l'absence de maladie ou de déficience physique. En fait, il s'agit de l'état global de bien-être physique, mental, social et spirituel. Ainsi, plusieurs facteurs influencent la santé des personnes, particulièrement les opportunités économiques, le contexte social et l'environnement naturel. Dans les Lignes directrices d'EIES, la santé se distingue du secteur de la santé qui est surtout concerné par le traitement. L'évaluation des impacts se concentre principalement sur la prévention. Afin que cette distinction soit claire, l'expression « Effets sur la santé » est utilisée pour faire référence aux impacts positifs et négatifs des projets de développement. Le spectre des effets sur la santé considérée est large, car il comprend les maladies transmissibles et non transmissibles, la malnutrition, les blessures, ainsi que les désordres psychosociaux et le bien-être. Ces effets résultent de changements dans les facteurs déterminants en santé, qui sont eux-mêmes le produit de changements au niveau d'autres thèmes transversaux.

• **Genre** : L'intégration des considérations liées aux sexospécificités dans le processus d'évaluation environnementale et sociale implique la prise en compte des différences entre les femmes et les hommes au niveau des rôles, des droits, des priorités, des opportunités et des contraintes. Ces différences sont socialement et culturellement attribuées aux hommes et aux femmes, elles varient grandement au sein et entre les cultures, et peuvent évoluer dans le temps. Afin de tenir compte des questions liées aux sexospécificités dans les projets, les Lignes directrices d'EIES considèrent les inégalités ou les différences entre les hommes et les femmes dans les principaux domaines suivants : la division du travail (rémunéré ou non), les activités

génératrices de revenus, l'accès et le contrôle des facteurs de production et l'implication des femmes dans l'organisation sociale.

• **Participation** : En tant que thème transversal, la participation fait référence à l'objectif d'impliquer activement les parties prenantes d'un projet, particulièrement ceux et celles qui peuvent en bénéficier ou en être affectés, dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des activités de la Banque. Cet objectif implique de partager l'information ainsi que le contrôle au niveau des initiatives, des décisions et/ou des ressources sociales, politiques et de développement.

Ce thème transversal est pris en compte grâce à la réalisation de consultations auprès des différentes parties prenantes tout au long du processus d'évaluation. Dans ses directives et son plan d'action, la Banque favorise tout particulièrement l'intensification des consultations avec les organisations de la société civile (OSC) afin d'accroître l'implication de la société civile.

De manière spécifique, l'annexe donne une liste de contrôle environnemental et social relatif aux activités de production végétale (notamment la production industrielle). Les enjeux cités plus haut y sont présentés avec les impacts potentiels et les mesures de mitigation associées.

Ces Directives rejoignent en plusieurs points la Constitution ivoirienne qui dispose en outre en son article 28 : « la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale ».

Outre, le Code de l'Environnement et la législation ivoirienne, l'étude a eu recours aux procédures et directives des institutions internationales de financement.

❖ **Politiques Opérationnelles de la BAD en relation avec le projet**

La BAD a adopté en décembre 2013 un Système de Sauvegardes Intégré (SSI) qui est conçu pour promouvoir la durabilité des résultats des projets par la protection de l'environnement et des personnes contre les éventuels impacts négatifs des projets. Les sauvegardes de la BAD ont pour objectifs :

- (i) d'éviter, dans la mesure du possible, les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes concernées, tout en optimisant les bénéfices potentiels du développement,
 - (ii) de minimiser, atténuer et/ou compenser les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes touchées, à défaut de les éviter et
 - (iii) d'aider emprunteurs/clients à renforcer leurs systèmes de sauvegarde et développer leur capacité à gérer les risques environnementaux et sociaux. La Banque requiert que les emprunteurs/clients se conforment à ces sauvegardes lors de la préparation et de l'exécution des projets. La déclaration de politique de sauvegardes intégrée établit les principes essentiels qui fondent l'approche de la Banque en matière de sauvegarde.
- Sauvegarde Opérationnelle 5 (SO5) portant les conditions de travail, santé et sécurité.

Les autres directives et politiques applicables de la BAD sont :

- (i) la politique de la banque en matière de genre (2001) ;
- (ii) le cadre d'engagement consolidé avec les organisations de la société civile (2012);
- (iii) la politique de diffusion et d'accès à l'information (2012);
- (iv) la stratégie de la BAD pour la gestion du risque climatique et l'adaptation aux

- changements;
- (v) les procédures d'évaluation environnementale et sociale pour les opérations de la banque (2015).

En ce qui concerne le PROSER, les politiques de Sauvegardes de la BAD et trois (03) Sauvegardes Opérationnelles (SO) seront déclenchées, à savoir :

- ✓ la Sauvegarde Opérationnelle 1 (SO1) relative à l'Évaluation environnementale et sociale;
- ✓ la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) relative à la Réinstallation involontaire, l'acquisition de terres, le déplacement et l'indemnisation des populations impactées;
- ✓ Sauvegarde Opérationnelle 5 (SO5) portant sur les conditions de travail, santé et sécurité.

Dans quelle catégorie est classée le projet ?

❖ **Analyse comparative du lien entre la législation nationale et les Sauvegardes Opérationnelles de la BAD en matière d'évaluation environnementale**

Le tableau ci-dessous établit le lien entre la législation nationale et les Sauvegardes Opérationnelles de la BAD déclenchées.

Tableau 14 : Comparaison entre la législation nationale et les SO de la BAD relativement au Projet

Sauvegardes Opérationnelles (SO)	Législation ivoirienne	Observations	Propositions
<p>SO1: Evaluation environnementale et sociale:</p> <p>Identifier et évaluer les impacts environnementaux et sociaux (y compris le genre) et les problèmes de vulnérabilité au changement climatique dans leur zone d'influence: éviter ou, si possible, réduire au minimum, atténuer et compenser les impacts négatifs sur l'environnement et sur les communautés affectées s'assurer que les communautés touchées ont un accès en temps voulu à l'information sous des formes appropriées sur le projet et sont consultées de manière significative sur les problèmes qui peuvent les affecter.</p>	<p>- Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement</p> <p>- Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.</p> <p>- Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et programmes</p>	<p>La législation ivoirienne, tout comme la SO1 de la BAD, impose une évaluation environnementale à tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement.</p> <p>- Elle y impose en outre une enquête publique. La procédure d'enquête publique est conduite par l'ANDE en collaboration avec le promoteur ainsi que tous les partenaires impliqués dans le projet. Cette enquête consiste à mettre à la disposition du public, le rapport de l'étude d'impact environnemental et social sous la supervision d'un commissaire enquêteur nommé par arrêté et chargé de recueillir les observations du public. Lesquelles des dispositions doivent être appliquées dans le cadre du projet?</p>	<p>Appliquer la réglementation ivoirienne.</p>

Sauvegardes Opérationnelles (SO)	Législation ivoirienne	Observations	Propositions
<p>SO2: Réinstallation involontaire: acquisition des terres, déplacement et indemnisation des populations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter la réinstallation involontaire lorsque cela est possible, ou réduire au minimum les impacts de la réinstallation lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, explorer toutes les conceptions de projet viables ; • veiller à ce que les personnes déplacées bénéficient d'une aide importante à la réinstallation, de préférence dans le cadre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à gagner leur vie, leurs niveaux de production et leurs moyens de subsistance globaux soient améliorés au-delà des niveaux antérieurs au projet; <p>mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la réinstallation involontaire et remédier aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent afin de se prémunir contre des plans de réinstallation mal préparés et mal exécutés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Décret du 25 novembre 1930 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation modifié et complété par les décrets du 24 août 1933 et du 08 février 1949 ; • Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures ; • Arrêté Interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEER/MCLU/MMG/MEER/SEPMBPE du 01 Aout 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abatage d'animaux d'élevage. 	<p>En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, la législation ivoirienne prévoit des règles d'indemnisation des personnes affectées par le projet et un plan de réinstallation est attendu des promoteurs en cours de réalisation des études environnementales de leurs projets.</p> <p>Mais la BAD est plus exigeante en matière de réinstallation car prévoyant une assistance avant, pendant et après la réinstallation physique des personnes déplacées.</p>	<p>Appliquer la réglementation ivoirienne.</p>
<p>SO5: Conditions de travail, santé et sécurité</p> <p>Protéger les droits des travailleurs et établir, préserver et améliorer les relations employé-employeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • promouvoir la conformité aux exigences légales nationales et procéder à une enquête préalable au cas où les lois nationales seraient muettes sur la sauvegarde opérationnelle, ou incompatibles avec celle-ci; • assurer une large cohérence avec les conventions pertinentes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les normes fondamentales du travail de l'OIT et la convention de l'UNICEF sur les droits de l'enfant dans les cas où la législation nationale ne prévoit pas une protection équivalente ; • protéger la main-d'œuvre contre les inégalités, l'exclusion sociale, le travail des enfants et le travail forcé ; • fixer des exigences pour assurer des conditions de travail sûres et saines. 	<ul style="list-style-type: none"> • Loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016 portant constitution de la république de Côte d'Ivoire, • Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant code du travail 	<p>Tout comme la BAD, la Côte d'Ivoire prévoit qu'en plus des lois nationales et/ou si la législation nationale est muette au sujet des relations entre employeur et employé, l'on puisse recourir aux conventions internationales.</p>	<p>Appliquer la réglementation ivoirienne.</p>

A l'issue de l'analyse comparative de la législation nationale et des SO de la BAD délenchées, et en tenant compte de la consistance des travaux, le PROSER est classé en **CATEGORIE B**.

5.5 Cadre institutionnel

Dans le cadre du présent Projet, le cadre institutionnel concerne les organismes publics nationaux suivants : le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables ; le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ; le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier; le Ministère de la Sécurité et de la protection civile; le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ; le Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme, le Ministère des Eaux et Forêts ; le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale. La présentation des ministères et structures impliquées dans le Projet est détaillé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 15: Ministères impliqués dans ce Projet

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	Direction Générale de l'Energie (DGE)	Coordonne la politique du Gouvernement en matière d'électrification. Elle est chargée de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergie.	Assurer la coordination du Projet.
	Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	Elle a pour missions la planification de l'offre et de la demande en énergie électrique, en coordination avec le Ministère en charge de l'Énergie, la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport de distribution et d'électrification rurale, le suivi de la gestion des fonctions d'achat, de transport et de mouvement d'énergie électrique, la gestion au nom et pour le compte de l'État de la redevance prévue par la convention de concession de service public de production, transports, distribution, importation et exportation de l'électricité.	Assure la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'Etat en tant qu'Autorité Concédante et gère le patrimoine et les flux financiers du secteur de l'électricité.
	Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité en Côte d'Ivoire (ANARE-CI)	Assure le suivi du respect de la réglementation et des conventions, l'arbitrage des conflits entre les acteurs du secteur, et enfin la protection des intérêts des usagers.	Veiller au respect de la réglementation et assurer l'arbitrage en cas de conflits entre les acteurs du secteur de l'électricité et protéger les intérêts des usagers.
Ministère d'état, ministère de la défense	Gendarmerie Nationale	Le Ministère de la défense est chargé de la conduite de la politique nationale en matière de défense et de maintien de la paix sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire.	Les Brigades de la Gendarmerie nationale installées dans les départements concernés, placées sous l'autorité du Ministre en charge de la Défense, assureront la sécurité des biens et des personnes impliqués dans la mise en oeuvre du projet.
Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme	Direction Régionale	Elle assure la gestion des infrastructures, la définition et l'application des réglementations en matière d'assainissement et de protection de l'environnement à travers son service d'assainissement.	Veiller à la préservation des habitations, des réseaux d'assainissement et de drainage durant les travaux.
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	Elle a pour mission d'apporter à l'Etat, son assistance pour la réalisation des missions de gestion du réseau routier et des ouvrages d'art dont il a la charge.	Surveillance du réseau routier pour qu'il ne soit pas dégradé par les travaux de fouille.
Ministère des Eaux et Forêts	Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE)	Elle a pour mission de préserver et de protéger les ressources en eau contre les nuisances et pollutions.	Veiller à la préservation et à la protection des ressources en eau
Ministère de l'Agriculture et du développement Rural	Direction Régionale	Elle est chargée de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de développement de l'agriculture.	Aider le Consultant dans l'évaluation des cultures qui seront détruites par le projet.

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	Préfectures et sous-préfectures de la zone du projet	Elle a pour missions de veiller à l'exécution des lois et règlements dans la circonscription, de maintenir l'ordre public et requérir les Forces publiques en cas de nécessité.	Présider les consultations publiques. Appuyer le Consultant dans la collecte des données.
	Les Collectivités territoriales (Mairies et Conseils Régionaux)	Les collectivités territoriales, à l'initiative de leurs organes, ont pour missions, dans la limite des compétences qui lui sont expressément dévolues, d'organiser la vie collective et la participation des populations à la gestion des affaires locales, de promouvoir et réaliser le développement local, de moderniser le monde rural, d'améliorer le cadre de vie, de gérer les terroirs et l'environnement.	Participation à la sensibilisation, consultation et implication des populations locales dans la réalisation du Projet.
	Office National de la Protection Civile (ONPC)	Il assure la protection et assiste la population face aux risques et aux catastrophes de toute nature.	Veiller au respect des normes de sécurité des installations d'énergies électriques. Intervention pour l'évaluation du Plan d'Opération Interne (POI) du site des travaux et pour la mise en place du Plan Particulier d'Intervention (PPI) en cas de sinistre.
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD)	Cette direction est la fusion de la DGDD et de la DREDD. Elaboration et mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de l'environnement et du développement durable.	Veiller à l'intégration de la protection de l'environnement et des principes du développement durable dans l'exécution du Projet.
	Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)	Elle a pour missions de garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et développement de programme, et de mettre en œuvre la procédure d'études d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques.	- Elaborer les TDR, - Valider le rapport CIES, - Réaliser le suivi environnemental en phase de réalisation et d'exploitation.
	Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)	Elle a pour mission l'analyse et l'évaluation des pollutions et nuisances.	S'assurer de l'existence de dispositions sécuritaires et de gestion des risques durant les travaux et en phase d'exploitation. Suivre le niveau de pollution du sol et de l'air.
	Agence de Gestion des Déchets de Côte d'Ivoire (ANAGED)	Il est issu de la dissolution-fusion entre l'ANASUR et le FFPSU. Il a pour mission la délégation de service public de propreté, incluant la collecte, le transport, la valorisation, l'élimination des déchets ainsi que le nettoyage, le nettoyage dans les régions et communes. Elle a également en charge le contrôle des services publics de propreté délégués aux collectivités territoriales ou aux personnes morales de droit privé, et la régulation de la gestion des déchets de toute nature.	S'assurer de la collecte et de l'évacuation des déchets de chantier vers la décharge publique.

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Direction de l'Hygiène et de la Santé-Environnement (DHPSE)	Cette Direction est rattachée au Cabinet du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique et s'intéresse aux sujets environnementaux en relation avec la santé	Elle s'assurera que les mesures environnementales prises garantissent la préservation de la santé du personnel et des populations dans la zone du projet
	Direction Régionale et département de la Santé (DRS)	Elle s'intéresse à la protection sanitaire des populations.	Maîtriser les impacts et protéger la santé du personnel et la vie des populations résidant dans la zone d'influence du Projet.
	Institut National de l'Hygiène Publique (INHP)	Il est chargé entre autres de la prophylaxie et du contrôle des endémies transmissibles bactériennes, virales et parasitaires	Veiller à la prise en compte du volet sanitaire et hygiénique dans l'exécution des travaux.
	Institut National de la Santé Publique (INSP)	Elle a pour mission la surveillance épidémiologique et la veille sanitaire.	Veiller à la prise en compte de la situation sanitaire dans la réalisation du projet.
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	Direction Générale de l'Emploi	A travers la CNPS, ce ministère est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Il identifie et met en œuvre les mesures visant la promotion des activités, la prévention et la gestion des conflits collectifs de travail ; contrôle l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail.	Contrôler l'application des normes, des lois et règlements en matière d'emploi.
Ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté	Direction Régionale	Elle assiste les autorités et les communautés locales ainsi que les ONG dans la promotion des actions de solidarité, de la cohésion sociale et dans la lutte contre la pauvreté et les disparités régionales.	Veiller à la prise en compte des actions de solidarité, de cohésion sociale et de lutte contre la pauvreté dans la réalisation du projet.
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Direction Régionale	Elle a pour mission de : - Promouvoir le Genre en tant qu'instrument de développement, - Assurer l'autonomisation des Femmes et la valorisation des Compétences féminines, - Favoriser l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille, - Protéger et promouvoir les droits de l'enfant.	Veiller à la prise en compte du genre dans la réalisation du projet.

Source : BRL-CI, Aout 2019

6. IMPACTS POTENTIELS ET MESURES D'ATTENUATION ET DE RENFORCEMENT/BONIFICATION

6.1 Impacts potentiels du projet

Les impacts négatifs potentiels sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16: Identification des impacts négatifs potentiels liés aux activités du projet

Milieu récepteur d'impacts	Impacts négatifs des travaux
Milieu biophysique	<ul style="list-style-type: none">- Production de déchets solides (déblais, démolition, etc.),- Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier,- Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses,- Risque d'érosion du sol lié aux travaux de décapage,- Risque de pollution des eaux,- Perte de ressources naturelles,- Risque de perte d'habitats naturels.
Milieu humain	<ul style="list-style-type: none">- Nuisances sonores (bruits et vibrations occasionnés par les engins),- Perturbation de la circulation pendant les travaux et des accès riverains,- Risque de destruction de cultures agricoles (anacardières, cultures vivrières, etc.),- Risque de perte de revenu,- Risque de restriction et de speculation foncier,- Risque de violation des us et coutumes,- Risque d'accident de circulation,- Risque de chute en hauteur,- Risque d'électrification et d'électrocution,- Risque de conflit lié à la non utilisation de la main œuvre locale,- Risques d'infection aux IST-VIH/SIDA.

❖ Impacts positifs potentiels liés au projet

Les impacts positifs du projet seront donc considérables. Ils se présentent comme suit :

- Amélioration de la qualité de vie d'environ 71 934 habitants de la Région du Bounkani
- Création d'un environnement favorable pour la multiplication de nouvelles activités génératrices de revenus,
- Amélioration de la qualité des services publics, dont particulièrement la santé et l'enseignement,
- Accès aux technologies de l'information et de divertissement,
- Amélioration du taux de réussite scolaire,
- Création de centre d'alphabétisation,
- Meilleure sécurité des populations et des biens à travers la disponibilité de l'éclairage public,

- Opportunités d'emplois jeunes liées aux travaux d'entretien (désherbage du corridor des lignes),
- Améliorer la productivité et la compétitivité des femmes dans le secteur des services où elles sont souvent mieux représentées que les hommes,
- Réduction de l'exode rural.

6.2 Mesures d'atténuation de renforcement/bonification

Les mesures d'atténuation des impacts potentiels sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 17 : Mesures d'atténuation des impacts

Composante du milieu affecté	Nature de l'impact	Mesures d'atténuation préconisées
Milieu biophysique		
Sol	Risque d'érosion du sol	Compacter et protéger le sol contre l'érosion
Air	Pollution atmosphérique	Entretenir les engins et véhicules de chantier
Ressources en eau	Risque de pollution des ressources en eau	Eviter les travaux source de pollution à proximité des cours d'eau
Végétation	Destruction de la végétation	Limitier les travaux dans l'emprise du projet, réhabiliter les sites détruits hors emprise.
Faune	Perturbation et/ou migration des espèces animales sauvages	Eviter la destruction d'habitats naturels en dehors de l'emprise des travaux.
Milieu humain		
Activités économiques	Développement d'activités économiques	Sensibiliser les commerçants pour éviter les installations anarchiques.
Cadre de vie	Production de déchets (solide et liquide) de chantier	Mettre en place un système de tri et de gestion des déchets solides et évacuer les déchets liquides dans des fosses.
Travailleurs et populations	- Gêne des travailleurs et des riverains, - Risque de perturbation et d'accident de la circulation, - Risque de chute et d'électrocution.	- Utiliser des engins et équipements de bonne qualité et émettant peu de bruits, - Signaler les zones de travaux avec des panneaux d'indication, - Equiper les travailleurs de façon adéquate.
Nuisances sonores	Gêne des travailleurs et des populations	- Utiliser des engins et équipements de bonne qualité et émettant peu de bruits ; - Eviter les travaux bruyants aux heures de repos et la nuit.
Sécurité routière	Risques d'accident de circulation	Installer des panneaux de signalisation routière dans la zone des travaux.
Santé	Risques de maladies professionnelles	Veiller à l'hygiène et à l'état de santé des travailleurs.
	Risque de contamination et de propagation des IST-VIH/SIDA	Réaliser des campagnes de sensibilisation à l'endroit du personnel de chantier et de la population riveraine.
Vie sociale	Risque de plainte et de querelle	Informier les populations et entretenir des relations de bonne cohabitation durant le temps des travaux.
Sécurité des populations	- Risque de vandalisme et d'électrocution de la population ; - Risque de branchement clandestin sur le réseau	- Sensibiliser régulièrement la population riveraine sur les risques d'électrocution ; - Réaliser des contrôles périodiques sur les différents réseaux.
Plan d'aménagement de la zone du projet	Risque de chevauchement de projet	Pour éviter des cas de chevauchement de projet, les plans sectoriels et régionaux de la zone du projet seront pris en compte dans les études spécifiques du PROSER.

Source BRLi CI, Aout 2019

5.6 Gestion des risques et accidents

Les actions faces aux risques majeurs proposés sont présentées comme suit :

❖ **Actions faces aux risques liés aux opérations de levage et aux chutes d'objets**

- Appliquer un mode opératoire pour les opérations de levage et/ou de stockage ;
- Installer et utiliser des protections évitant la chute d'objets pendant les travaux en hauteur ;
- Mettre à disposition et exiger le port des EPI ;
- Sensibiliser les travailleurs sur les consignes de sécurité à travers les séances de formation interne dites « ¼ d'heures de sécurité et santé » ;
- Eviter de déplacer de charges au-dessus des personnes ;
- Maintenir propres et bien rangées les aires de stockage de matériels et matériaux.

❖ **Actions faces aux risques liés aux mouvements des machines et engins de manutention**

- Rendre inaccessibles les zones en dessous des engins,
- Exiger le port des EPI et mettre à la disposition du personnel des EPI appropriés,
- Former le personnel à l'utilisation des machines et engins de manutention,
- Sécuriser la zone de circulation des engins de chantier par la mise en place de panneaux de signalisation et de barrières de sécurité.

❖ **Actions faces aux risques liés aux machines et outillage**

- Vérifier régulièrement l'état général des machines,
- Former le personnel à la bonne utilisation de leurs outils de travail,
- Baliser la zone de travail ou les zones de risque de rejets créés par les machines,
- Sensibiliser le personnel au respect des consignes de sécurité à travers les séances de formation interne dites « ¼ d'heures de sécurité et santé »,
- Exiger le port des EPI.

❖ **Actions de gestion des risques électriques**

- Contrôler et assurer la maintenance des installations et matériels,
- Informer sensibiliser et instruire le personnel,
- Mettre en place une signalisation adaptée et baliser les zones de travail,
- Former le personnel à la consignation électrique,
- Former le personnel à la prévention des risques électriques et à l'habilitation,
- Mettre en place des consignes de sécurité et les faire respecter par le personnel et le voisinage,
- Former le personnel à la préparation de chantier,
- Protéger ou éloigner les pièces nues sous tension,
- Exiger l'habilitation du personnel d'opérations,
- Arrêter systématiquement les travaux par temps de pluies,
- Exiger le port des EPI adaptés.

6. PROCEDURES D'EVALUATION ET DE GESTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS ET LES RISQUES DES SOUS-PROJETS

6.1 Démarche gestion environnementale et sociale du projet

La démarche environnementale et sociale peut se résumer à travers les 9 étapes décrites ci-dessous.

6.1.1 Étape 1 : screening environnemental et social

Le screening environnemental et social est enclenché lors de la définition des options d'intervention envisageables dans le cadre du projet. Il consiste à déterminer :

- les impacts environnementaux et sociaux potentiels ;
- les besoins en matériaux de construction des lignes ;
- les types de consultations publiques à mener ;
- le type de politique de sauvegarde environnementale et sociale de la BAD applicable.

Une fois complétés, les formulaires seront transmis à l'ANDE pour approbation.

6.1.2 Étape 2 : Approbation de la catégorie environnementale

Cette étape consiste à catégoriser les sous-projets. Ainsi, en fonction des résultats du screening, l'ANDE procède à une revue complète du formulaire et appréciera la catégorisation environnementale.

La législation environnementale ivoirienne a établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories (Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Constat d'Impact Environnemental et social (CIES) et Constat d'Exclusion Catégorielle).

6.1.3 Étape 3 : Réalisation de l'étude environnementale et sociale

- Sous-projet de catégorie C, ne nécessite ni EIES, ni CIES : de simples mesures de protection contre les éventuels impacts environnementaux et sociaux de moindre gravité devront être prévus. Les mesures proposées dans le présent PCGES serviront de base pour la sélection de celles appropriées à un sous-projet donné.
- Sous-projet de catégorie B, nécessitant une évaluation environnementale simplifiée ou CIES : cette évaluation recommande :
 - une préparation des termes de référence pour le CIES à soumettre à l'ANDE et à la BAD pour revue et approbation
 - un recrutement des consultants agréés pour la réalisation du CIES; conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence ;
 - une revue et approbation du CIES.

Cette étude sera réalisée en vue d'identifier et d'évaluer succinctement les impacts environnementaux et sociaux potentiels et des mesures de protection et d'atténuation appropriées.

- Sous-projet de catégorie A, une évaluation environnementale détaillée (EIES) est requise.

6.1.4 Étape 4 : Examen et approbation des rapports

L'UGP, l'ANDE et la BAD procèderont à l'examen et à la vérification des rapports d'études environnementales afin de s'assurer principalement que :

- tous les impacts potentiels et risques ont été identifiés, décrits et évalués de manière exhaustive et appropriée tout en tenant compte des contraintes (juridiques nationales et exigences de la BAD) qui leur sont applicables ;
- les recommandations présentées dans les rapports d'évaluation environnementale et sociale sont appropriés (préviennent, suppriment, atténuent à des niveaux acceptables ou compensent les impacts potentiels), réalisables et ont des coûts acceptables ;
- des dispositions organisationnelles, collaboratives, de surveillance et de suivi environnemental et social pertinentes et efficaces sont proposées à des coûts acceptables.

6.1.5 Étape 5 : Consultations publiques et diffusion

L'information et la participation du public doivent être assurées tout au long du processus de l'évaluation environnementale, en collaboration avec les autorités et responsables administratifs compétents des différentes circonscriptions.

6.1.6 Étape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les dossiers d'appels d'offres, contrat des sous-traitants et approbation des PGES-chantier

Les mesures prévues dans le CIES incluront le cas échéant, un Plan d'Action de Réinstallation. Les mesures et dispositions de sauvegardes environnementale et sociale identifiées dans le présent rapport et relevant de chaque sous-traitant (notamment les entreprises des travaux) seront intégrées dans le Dossiers d'Appel d'Offres (DAO). L'UCP veillera à intégrer les mesures d'ordre environnemental et social dans les DAO des entreprises ainsi que des clauses contractuelles de sauvegardes dans leurs contrats. Pour ce faire, elle exigera de chaque entreprise soumissionnaire qu'elle fournisse dans son offre un Schéma Organisationnel du Plan Assurance Environnement (SOPAE). Ce SOPAE comportera au moins les éléments suivants :

- la démarche environnementale que l'entreprise met généralement œuvre dans le cadre des travaux.
- les éléments d'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique, son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles, etc.
- les dispositions que l'entrepreneur mettra en place pour satisfaire aux exigences et spécifications environnementales contractuelles dans le cadre de l'exécution des travaux concernés.

6.1.7 Étape 7 : Surveillance et suivi environnemental et social de la mise en œuvre des sous-projets

Le suivi environnemental permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, de l'efficacité et de l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales du projet. Elle est essentielle pour s'assurer que :

- les prédictions des impacts sont exactes ;
- les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent de réaliser les objectifs voulus ;
- les règles et les normes sont respectées ;
- les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés.

Le suivi permanent de la mise en œuvre des mesures environnementales sur le terrain sera fait par le Ministère l'Environnement, à travers l'ANDE mais aussi au représentant du maître d'ouvrage en l'occurrence CI ENERGIES.

La Mission de Contrôle consignera par écrit à travers des fiches de conformité les ordres d'exécution des prestations environnementales, leur avancement et leur exécution.

Une mise en demeure sera adressée à l'entreprise des travaux en cas de non-respect des mesures environnementales.

6.1.8 Étape 8 : Renforcement des capacités des acteurs

Les actions de renforcement des capacités visent à faciliter l'exécution de la gestion environnementale et sociale du projet aussi bien en phase construction qu'en phase exploitation. Ces actions sont optimisées et sont en lien direct avec les projets.

6.1.9 Étape 9 : Audit / Évaluation de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

L'audit/évaluation sera effectué par des Consultants indépendants nationaux à mi par-parcours et à la fin du projet.

Tableau 18 : Processus de prise en compte de l'environnement tout au long des sous-projets

Phases	Composante	Actions environnementales à effectuer
1. Identification (Planification)	Screening	Identification des enjeux environnementaux et sociaux
	Catégorisation environnementale	Détermination de l'ampleur des études environnementales à réaliser
2. Études et préparation	Études techniques	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDR; - Préparation des rapports d'études environnementales assorties d'un PAR le cas échéant.
	Préparation des DAO	Validation des études environnementales et sociales (CIES et PAR) <ul style="list-style-type: none"> - Revues des documents d'études environnementales et des prescriptions environnementales à travers un PGES chiffré dans les DAO, les contrats de travaux et de contrôle - Intégration de critères environnementaux dans la grille d'analyse et d'évaluation des offres
3. Appel d'offres	Analyse des offres et adjudication	Vérification de l'intégration de critères environnementaux dans les offres
4. Exécution	Lancement et démarrage des activités	- Veiller le cas échéant à l'achèvement des opérations d'indemnisation avant le démarrage des travaux ;

Phases	Composante	Actions environnementales à effectuer
		- Informer et sensibiliser les acteurs institutionnels et les populations sur les activités du projet, sa durée, les rôles et responsabilités de chaque partie prenante, etc.
	Exécution des travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et contrôle du respect des prescriptions et engagements environnementaux et l'efficacité des mesures de protection ; - Veiller à ce que la mise en œuvre des mesures environnementales soit assurée par un environnementaliste ; - Organiser les activités de sensibilisation des travailleurs et du voisinage ; - Intégrer le PV de réception environnementale dans le processus de réception provisoire ; - Veiller à la remise en état de tous les sites des travaux.
5. Exploitation et fonctionnement	Audit/Évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre la conformité des travaux d'entretien et de maintenance par rapport aux exigences de protection du milieu Biophysique et humain ; - Suivre la conformité des travaux de démantèlement des installations et équipements vétustes.

Source BRLi CI, Aout 2019

6.3 Cadre de surveillance, suivi et évaluation environnementale et social

Ce cadre vise à s'assurer que les mesures pour la réduction des impacts et les mesures de bonification seront mises en œuvre de sorte à ce qu'elles produisent les résultats escomptés.

6.3.1 Surveillance environnementale et sociale

Elle vise à s'assurer que toutes les dispositions, mécanismes, directives et mesures en matière de sauvegardes définis dans le présent rapport sont respectés à tous les niveaux.

Dans le cadre des sous-projets, la surveillance environnementale et sociale devra être effectuée par la Mission de Contrôle (MDC) qui aura comme principale mission de :

- faire respecter toutes les mesures pour la réduction des impacts courantes et particulières du projet;
- rappeler à l'entreprise leurs obligations en matière environnementale et s'assurer que celles-ci sont respectées lors de la période de construction;
- rédiger des rapports de surveillance environnementale tout au long des travaux;
- inspecter les travaux et demander les correctifs appropriés le cas échéant;
- rédiger le rapport final du programme de surveillance environnementale en fin de chantier.

De plus, la MDC pourra jouer le rôle d'interface entre les riverains et l'entreprise en charge d'exécuter les travaux en cas de plaintes.

En phase d'exploitation et d'entretien, la surveillance environnementale et sociale sera assurée par la CI-ENERGIES si la quantité des travaux ne demande pas le recrutement d'une mission de contrôle. Le tableau ci-dessous donne le canevas de surveillance environnementale et sociale.

763.2 Suivi environnemental et social

Le suivi environnemental et social permettra de vérifier, sur le terrain, la justesse de l'évaluation de certains impacts et l'efficacité de certaines mesures pour la réduction des impacts ou de compensation prévue dans les rapports de CIES. Les connaissances acquises avec le suivi environnemental et social permettront de traiter les insuffisances, d'entreprendre des mesures d'anticipation et d'améliorer les pratiques et éventuellement de réviser certaines dispositions prévues dans le présent rapport. Le suivi interne sera assuré par CI-ENERGIES et le suivi externe par l'ANDE.

6.3.3 Audit-Évaluation

L'audit-évaluation est réalisée sous la supervision des Experts en environnement et social de CI-ENERGIES, de la CIE et aussi par les Experts de sauvegardes environnementales et sociales de la BAD, dans le cadre de leurs missions de supervision. Cet audit-évaluation sera réalisé par des Consultants indépendants en deux temps :

- à mi-parcours ;
- et à la fin des travaux.

6.3.4 Dispositif de rapportage

Pour un meilleur suivi de la mise en œuvre du PCGES, le dispositif de rapportage suivant est proposé :

- des rapports périodiques mensuels ou circonstanciés de mise en œuvre du PGES produits par les environnementalistes de l'entreprise adjudicataire des travaux ;
- des rapports périodiques (mensuels) de surveillance de la mise en œuvre du CIES à être produits par la MDC ;
- des rapports mensuels de suivi de la mise en œuvre à être produits par la CI-ENERGIES ;
- des rapports trimestriels de l'ANDE sur la conformité du projet ;
- des rapports semestriels (ou circonstanciés) de supervision de la mise en œuvre du PGES produit par l'UGP et transmis à la BAD.

6.3.5 Indicateurs de suivi environnemental et social

Les indicateurs sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux des activités du Projet. Le suivi de l'ensemble des paramètres biophysiques et socioéconomiques est essentiel. Toutefois, pour ne pas alourdir le dispositif et éviter que cela ne devienne une contrainte dans le timing du Projet, il est suggéré de suivre les principaux indicateurs de suivi par composantes environnementales et sociales présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 19 : Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social

Éléments de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables et période	
			Surveillance	Suivi
Air	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ouvriers portant des EPI Nombre de conducteurs respectant la limitation de vitesse 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	MDC	ANDE
Eaux	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un système de collecte des eaux usées et d'évacuation des déchets Taux de pollution des plans d'eau 		MDC	ANDE
Sols	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ravinement et points d'érosion des sols Existence d'un système de collecte de déchets 		MDC	ANDE
Végétation/faune	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'arbres plantés 		MDC SODEFOR	ANDE
Environnement Humain	<u>Activités socioéconomiques et conflits sociaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de séances d'IEC menées Nombre de personnes affectées et compensées Nombre d'employés locaux recrutés Nombre de conflits sociaux liés au projet Existence d'un mécanisme de gestion de plainte Nombre de plaintes enregistrées et traitées 	Enquêtes auprès du personnel et des communautés et rapports de mission	MDC	ANDE
Mesures sanitaires, d'hygiène et de sécurité	<u>Hygiène et santé/Pollution et nuisances :</u> <ul style="list-style-type: none"> Présence de déchets sur le chantier Nombre de séance d'information et de sensibilisation sur le VIH/SIDA Nombre d'employés vaccinés Nombre d'ouvriers équipés d'EPI 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	MDC	ANDE
	<u>Sécurité dans les chantiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident Nombre d'ouvriers respectant le port d'EPI Existence d'une signalisation appropriée Niveau de respect des horaires de travail Nombre de programme de sensibilisation du personnel et des populations riveraines Nombre d'accidents enregistrés 		MDC	ANDE
Mesures environnementales et sociales	Mise en œuvre des mesures E & S	Audit-Évaluation	Consultants indépendant nationaux	CI-ENERGIES, BAD, ANDE

Source BRLi CI, Aout 2019

6.3.6 Coût du suivi/surveillance et évaluation environnementale et social

Ce coût estimatif est synthétisé ans le tableau suivant.

Tableau 20 : Coût du suivi/surveillance et Audit-Évaluation

Acteurs concernés	Activité de suivi et évaluation	Élément de coût	Coût estimatif
ANDE et autres insitutions impliquées dans le suivi externe	Suivi environnemental et social	Forfait de 2 500 000/ an sur les 5 ans (pourrait être objet d'un accord de partenariat)	20 000 000
UGP	Audit évaluation général du projet	8 000 000/ an	40 000 000
Bureau de contrôle et parties prenantes locales (ONG, communauté, etc.)	Suivi et surveillance environnementale et sociale des travaux	12 000 000/an	60 000 000
Total			120 000 000

Source BRLi CI, Aout 2019

6.4 Calendrier et budget de mise en œuvre du PCGES

6.4.1 Calendrier de mise en œuvre

En considérant que les différentes activités du projet s'étalent sur une période de 5 ans, le calendrier de mise en œuvre du projet peut se résumer dans le tableau ci-dessous.

Tableau 21 : Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet

Mesures envisagées	Actions préconisées	Période de réalisation				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Mesures de compensation ou d'indemnisation	Indemnisation des personnes affectées par le projet avant le démarrage des travaux					
Mesures d'atténuation	Mise en œuvre effectivement des mesures					
Mesures institutionnelles	Désignation des experts Environnements et Sociaux					
Mesures techniques	Réalisation du CIES/PGES pour certains sous-projets					
	Élaboration de clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO					
Formations	Formation des experts Environnement et Social en évaluation environnementale et en évaluation sociale					
Renforcement des capacités des parties prenantes de mise en œuvre du CGES						
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations					
Mesures de suivi	Suivi et surveillance environnemental et social du projet					
	Audit-Évaluation CGES à mi-parcours					
	Audit-Évaluation CGES finale					

Source BRLi CI, Aout 2019

6.4.2 Budget de mise en œuvre du PCGES

Le budget de la mise en œuvre du PCGES comprend les postes suivants :

- poste 1 : mesures de protection de l'environnement ;
- poste 2 : renforcement des capacités des acteurs ;
- poste 3 : campagnes de sensibilisation du public ;
- poste 4 : actions de suivi, de surveillance et d'audit-évaluation environnementale.

Le coût estimatif à allouer aux activités environnementales et sociales doit être intégré au coût total des sous-projets. Ce coût estimé à **846 300 000** de Francs CFA est ventilé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 22 : Budget de mise en œuvre du PCGES

Actions environnementales et sociales	Période	Unité	Lot	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Montant par lot (F CFA)	Total pour l'ensemble des 8 lots (F CFA)	Source de financement
1. Etudes								
Provision pour la réalisation des études spécifiques	Avant le démarrage des travaux	Mois	8	-	35 000 000	35 000 000	280 000 000	CI-ENERGIES
Sous total 1						35 000 000	280 000 000	
2. Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales								
2.1 Recrutement d'un Spécialiste en HSE au sein de chaque entreprise des travaux	Démarrage des travaux	Mois	8	15	500 000	500 000	60 000 000	Entreprise Travaux
2.2 Acquisition des EPI et EPC	Démarrage des travaux et Phase travaux	Forfait	8	-	Forfait	3 000 000	24 000 000	Entreprise Travaux
2.3 Gestion des déchets liquides et solides	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	8	-	Forfait	1 000 000	8 000 000	CI-ENERGIES
2.4 Reboisement	Phase travaux	Forfait	8	1	Forfait	2 500 000	20 000 000	CI-ENERGIES
2.5 Sensibilisation sur les IST /VIH/SIDA et la sécurité	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	8	1	Forfait	5 000 000	40 000 000	BAD
2.6 Acquisition de boîtes à pharmacie et contrat avec un	Durant tout le chantier	Forfait	8		Forfait	1 500 000	12 000 000	BAD

Sous total 2						53 000 000	444 000 000	
3. Surveillance environnementale et sociale des travaux par CI-ENERGIES et Suivi des performances environnementales et sociales par l'ANDE								
3.1 Surveillance par CI-ENERGIES	Phase travaux	mission	8	15	250 000	3 750 000	30 000 000	CI-ENERGIES
3.2 Suivi par l'ANDE	Phase travaux	mission	8	Périodique	Convention CI-Énergies /ANDE	0	0	CI-ENERGIES
Sous total 3						3 750 000	30 000 000	
4. Plan de renforcement des capacités sur les outils de gestion environnementale de chantier								
Elaboration des modules et organisation des séances de formation	Démarrage des travaux	Atelier	8	3	UGP500 000	500 000	12 000 000	CI-ENERGIES
Elaboration de module pour la formation et le renforcement des capacités des groupements associatifs de femmes	Phase travaux	Atelier	8	5	Forfait	1 000 000	40 000 000	BAD
Sous total 4						1 500 000	52 000 000	
Total provisoire							806 000 000	
Cout indirect (5 %)							40 300 000	
TOTAL GLOBAL PCGES							846 300 000	

Source BRLi CI, Aout 2019

7. ARRANGEMENTS POUR LE SUIVI ET LA SUPERVISION DES SOUS-PROJETS

Il importe de définir très clairement les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du CGES. Cela en vue de permettre la mise en œuvre effective.

7.1 Comité National de Pilotage du Projet

Dans le cadre de ce projet un Comité de Pilotage devra être mis en place pour assurer la supervision nationale de l'exécution du Projet. Ce Comité interministérielle sera présidé par le Ministère du Pétrole et de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables. Ce sera de responsabilité de ce Comité de donner des orientations pour assurer la sauvegarde environnementale et sociale du projet.

7.2 Unité de coordination du projet

En tant que promoteur du projet, son rôle est de s'assurer que chaque partie impliquée joue efficacement le rôle qui lui est dévolu. Dans la préparation du CGES, son rôle est d'informer les parties prenantes et de s'assurer de la parfaite coordination et mise en œuvre du PGES. L'UGP assurera la supervision, en rapport avec les missions de supervision de la BAD, pour veiller à la prise en compte de toutes les exigences environnementales et sociales dans la mise en œuvre et le suivi du projet. Un audit de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sera effectué par le spécialiste en environnement de l'UGP.

7.3 Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES)

En tant que bénéficiaire et gérant des infrastructures, la CI-ENERGIES devra recruter un Expert environnementaliste (comme prévu dans la convention, pour animer la Cellule Environnement). Cet Expert va assurer le suivi environnemental et apporter un appui à son homologue de la mission de contrôle sur les aspects environnementaux et sociaux de l'infrastructure.

7.4 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)

L'ANDE procédera à l'examen et à l'approbation de la classification environnementale des sous-projets, à la validation des TDR des études spécifiques, ainsi qu'à l'approbation des Constats d'Impact Environnemental et Social (CIES). Elle participera aussi au suivi externe.

Une convention de coopération pourra être établie entre d'une part, le Ministère de l'Environnement et du développement Durable ; et d'autre part le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables pour faciliter et diligenter une participation active de l'ANDE dans le processus de validation du travail environnemental des autres les Points Focaux Environnement et Social (PFES), de supervision des procédures des CIES, de validation des rapports de CIES et de suivi environnemental de l'exécution des travaux.

Dans les différentes régions concernées par le projet, l'ANDE pourrait être représentée par les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

N.B : Tous les points focaux désignés pourraient participer au remplissage du formulaire de sélection des activités, à la détermination des catégories environnementales des sous-projets, et à la validation des rapports d'études environnementales aux côtés de l'UGP.

L'ANDE aura également en charge la coordination de toutes les activités du CGES sur le chantier. Il canaliserait l'intervention des différents partenaires sur le chantier.

Pour la bonne exécution de sa mission, elle pourrait au besoin avoir recours aux compétences de personnes physiques et morales.

7.5 Ministères impliqués dans la mise en œuvre du PCGES

7.5.1 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, il intervient à travers les Directions Régionales et Départementales de l'Agriculture des localités couvertes par le projet dont le rôle portera essentiellement sur l'évaluation des pertes de cultures pérennes dues à la destruction de plantations et autres lors des travaux.

7.5.2 Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)

Ce ministère interviendra à travers la Direction Générale des Eaux et Forêts et la Direction Générale de la SODEFOR. Dans le cadre de ce projet, ces représentations territoriales que sont les directions régionales apporteront leur expertise en cas de reboisement compensatoire.

7.5.3 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)

Ce ministère à travers ses Directions régionales et départementales apportera son expertise dans le cadre de l'évaluation des biens immobiliers qui pourraient être affectés par le projet et à apporter des solutions appropriées.

7.5.4 Ministère des Mines et de la Géologie

Ce ministère à travers ses démembrements s'attèlera à gérer les carrières et à livrer les autorisations d'exploitation des carrières.

7.5.5 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Ce ministère à travers ses structures de santé dans les Directions régionales et Départementales, sera chargé d'assurer les interventions sanitaires en cas de maladies et d'accidents. Aussi apportera-t-il un appui technique à la sensibilisation des travailleurs et populations sur les IST-VIH/SIDA et sur les questions d'hygiène.

7.6 Mission de contrôle

En plus du contrôle traditionnel des travaux, la Mission de Contrôle (MDC) sera chargée de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures environnementales et sociales. Elle est responsable au même titre que l'entreprise des travaux, de la qualité de l'environnement dans les zones d'influence du projet. Ainsi, la MDC mettra à disposition à plein temps un Expert en Environnement qui devra s'assurer de la mise en application du PGES sur le chantier.

Avant la réalisation des travaux, la MDC devra procéder à l'approbation du Plan de Gestion Environnementale et Sociale des travaux élaborés par l'entreprise en charge des travaux.

7.7 Entreprise en charge des travaux

L'Entreprise en charge des travaux devra appliquer effectivement et efficacement les prescriptions environnementales inscrites dans le PGES et les documents connexes (PPSPS, PPGED et PAE). Ainsi, elle mettra à disposition à plein temps un expert en environnement qui sera chargé de veiller au respect des clauses techniques environnementales et sociales.

L'Entreprise devra rédiger sous la supervision de l'Expert Environnement de la MDC (Mission de Contrôle), un PGES des travaux qui sera validé par le Maître d'ouvrage et la mission de Contrôle.

7.8 Collectivité locale

Les activités dévolues à la collectivité en plus de participer au remplissage du formulaire de screening seront de :

- accompagner le Projet dans la surveillance environnementale
- participer aux séances de renforcement des capacités
- participer à la réception provisoire et définitive des travaux
- effectuer la médiation entre le Projet et les populations locales en cas de conflits.
- informer, éduquer et conscientiser les populations locales
- veiller à l'entretien et au nettoyage de la voie et des caniveaux

Elle devra également assurer la surveillance après travaux et veiller à la pérennité des installations contre les vols et les actes de vandalisme.

7.9 Organisations de la Société civile (OSC) et associations locales

Les membres des différentes formes d'organisations et d'acteurs non gouvernementaux exerçant dans les localités (Organisations Non Gouvernementales (ONG), les Organisations Communautaires de Base (OCB) et les organisations socio-professionnelles qui contribuent à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations) seront les principaux bénéficiaires du projet. Après avoir participées au remplissage du formulaire de screening, ces organisations pourront aussi appuyer le Projet dans l'information, l'éducation et la sensibilisation des populations sur les aspects environnementaux et sociaux liés aux travaux ainsi qu'à l'exploitation des infrastructures.

7.10 Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD assistera le l'UGP pour une meilleure prise en compte des politiques de sauvegarde. Pour ce faire, la BAD assurera la validation définitive :

- de la catégorisation environnementale des sous-projets ;
- des TDR et du recrutement des consultants ;
- les rapports trimestriels et annuels du volet environnement et social du projet.

En outre, la BAD pourra, au besoin, initier une formation des acteurs clés sur les politiques de sauvegarde de la Banque.

8. DISPOSITIONS POUR LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les dispositions pour la communication de l'information visent à fournir aux parties prenantes un accès aux informations en fonction d'un calendrier préétabli qui permet de mener des consultations significatives avec les parties prenantes sur la conception du projet. Ces informations peuvent porter sur :

- l'objectif, la nature et la taille du projet ;
- la durée des activités du projet ;
- les risques et les impacts potentiels du projet sur les communautés locales, et les propositions pour les atténuer ou les compenser et en décrivant les mesures différenciées prises pour les éviter et les minimiser ;
- le processus de participation des parties prenantes envisagé intégrant la date et le lieu de toutes les réunions de consultation publiques ;
- le canal d'annonce des réunions et de diffusion des résumées et des rapports publiés ;
- le mécanisme de gestion et de traitement des plaintes, ainsi que de règlement de conflit.

Afin de communiquer efficacement les informations sur le projet, les parties prenantes doivent être associé dès le début du processus de planification. Ainsi, la mise en place de la stratégie de communication pourra se baser sur les axes suivants :

- Organisation des moyens de communication
- Diffusion de l'information

8.1 Organisation des moyens de communication

8.1.1 Réunions d'informations et de consultations publiques avec les parties prenantes

Les dispositions et modalités de consultation des parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet seront initiés, de sorte à permettre aux populations d'être informé sur le projet mais aussi et surtout de donner leur avis et préoccupation. Ces réunions feront une distinction entre les parties affectées par le projet et les autres parties intéressées. Ainsi, elles seront réalisées et adaptées pour tenir compte des principales caractéristiques et des intérêts des parties prenantes.

8.1.2 Réunions de chantier

Des réunions périodiques permettront d'évaluer la politique d'Hygiène, de Sécurité et d'Environnement du projet et d'adopter les nouvelles stratégies concourant à son amélioration.

La réunion du Comité de Supervision pourra également se tenir sur convocation du Directeur des travaux, suite à un événement exceptionnel heureux ou malheureux en matière de sécurité au travail et d'environnement.

Un compte rendu sera rédigé par le relais HSE et diffusé à tous l'encadrement.

8.1.3 Sensibilisation

Des campagnes de sensibilisation sont à prévoir dans le cadre de ce projet, tant pour les employés, les sous-traitants mais également les populations locales, notamment sur la sécurité électrique, sur les IST-VIH/SIDA.

Ces sensibilisations visent à contribuer à la réduction de l'incidence des IST, de promouvoir le respect du code de bonne conduite en matière d'électricité afin de réduire les nombreux cas de dommage liés à l'implantation et l'exploitation d'équipement électrique.

8.1.4 Réunions périodiques de sécurité (1/4 d'heure HSE)

Tous les employés y compris ceux des Prestataires de services qui travaillent sur les différentes installations respectives, seront appelés à assister chaque semaine aux 1/4 d'heure HSE.

Celui-ci se fera par équipe ou par section sous la conduite des différents responsables de ces unités, avant prise de service au poste de travail.

La durée maximale de ces réunions sera de 15 minutes et leur objectif sera de communiquer de manière progressive et répétitive, les différents risques liés aux travaux à effectuer.

Il ne sera débattu qu'un sujet par séance et celui-ci sera, soit en phase avec les travaux à effectuer dans la journée, soit axé sur l'actualité du chantier en matière de sécurité. Chaque participant écrira son nom sur la fiche de présence qu'il émargera. Cette fiche sera préparée par le pointeur et archivée chez le relais Sécurité.

8.2 Diffusion de l'information

L'information sera diffusée en langue locale et d'une manière qui soit accessible, en l'occurrence la langue française. Les rencontres ou réunions avec des parties prenantes n'ayant pas bénéficié de l'apprentissage de la langue française, impliqueront l'usage d'interprètes.

8.2.1 Affichages

L'affichage est un moyen de communication visuel qui permet de s'informer sur une activité donnée. Ainsi, des panneaux d'affichage seront installés dans les districts et localités concernées, ainsi que sur le chantier lors de l'exécution des activités du projet. Sur ces panneaux seront diffusées les informations sur le projet. Les panneaux disposés sur la base de chantier et aux endroits spécifiques porteront par exemple sur les dispositions HSE (notes de services, flash info suite à un accident, nouvelles procédures ou consignes de sécurité, photos.).

Ainsi, sur les chantiers et dans les zones de travaux seront installées :

- des panneaux de signalisation routière temporaires,
- des panneaux de consignes de sécurité spécifiques,
- des d'indication de pictogrammes,
- si nécessaire des panneaux affichant les Fiches produits (FDS).

8.2.2 Communiqués audio-visuels et presses

Les communiqués pourront également être utilisés pour la diffusion de l'information sur le projet, cela à travers la presse écrite et les moyens de communication audiovisuel. Dans le cadre de la diffusion de l'information par presse écrite, le Journal officiel du Gouvernement ivoirien Fraternité Matin pourra constituer le canal privilégié.

Le site internet de la BAD pourra être également utilisé pour la publication et la diffusion des différents documents produits dans le cadre des activités du Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'accès à l'Electricité (PROSER).

9. EXIGENCES RELATIVE A LA FORMATION ET AU RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DU PCGES

Les exigences relatives à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du CGES peuvent relever de l'établissement préalable d'un :

- cadre général d'évaluation des capacités intentionnelles ;
- cadre général de formation des acteurs ;
- cadre d'assistance technique.

9.1 Cadre général d'évaluation des capacités institutionnelles

Dans le cadre de ce projet, l'évaluation des capacités institutionnelles se focalisera sur le niveau d'aptitude des institutions nationales, régionales et locales à assumer leurs responsabilités dans le cadre du PCGES. Cette évaluation pourrait se résumer à l'adéquation :

- de la structure institutionnelle nationale et de son administration à tous les niveaux concernés, en vue du traitement des problèmes de gestion environnementale et sociale ;
- du cadre juridique, politique et réglementaire en vigueur en matière de gestion environnementale et sociale ;
- de l'effectif du personnel (fonctionnaires, organisations communautaires, consultants) et de ses compétences pour assumer une responsabilité dans le cadre du présent PCGES ;
- des ressources budgétaires allouées à la mobilisation de ce personnel ;
- des connaissances et de retours d'expérience pour réaliser des analyses environnementales et définir des mesures adéquates (éviter, atténuer ou compenser).

9.1.1. Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES)

L'évaluation des compétences de CI-ENERGIES pour déterminer ses compétences actuelles nécessaires au suivi environnemental et social efficient des travaux a permis de se rendre compte qu'elle dispose en son sein d'un Service Energies Renouvelables et Développement Durable qui a en charge la coordination des activités de sauvegarde environnementale et sociale. Ce service est logé à la Direction de l'Équipement et du Développement (DED).

La présence d'une fonction environnementale au sein de ce Service répond au souci de doter CI-ENERGIES de mécanismes de coordination plus efficace des activités, en vue (i) de veiller à garantir la prise en compte effective des aspects environnementaux et sociaux dans les projets qu'elle entreprend ; et (ii) d'assurer la coordination du suivi des indicateurs de performance environnementaux et sociaux. La mission de ce Service s'articule, entre autres, autour des axes suivants :

- veiller à l'application de la procédure environnementale et sociale dans les projets ;
- sensibiliser les décideurs et les responsables de programmes sur la nécessité de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les projets ;
- assurer le suivi des activités à travers les indicateurs et les modalités figurant dans le présent document ;
- assurer la supervision des activités environnementales et sociales ;
- effectuer le suivi périodique de la mise en œuvre du PCGES du projet ;
- coordonner et superviser le renforcement des capacités des structures opérationnelles impliquées dans la mise en œuvre du projet (services techniques de l'Etat et du secteur privé,

Communautés urbaines et rurales, Organisations paysannes, ONG environnementales, etc., sur les questions environnementales et sociales des projets et sous-projets ;

- développer un système de coordination et d'échanges avec d'autres institutions à l'échelle nationale, pour mieux prendre en compte les préoccupations environnementales.
- Toutefois, les capacités de Service doivent être renforcées dans le domaine du suivi environnemental et social des investissements à réaliser pour lui permettre de jouer pleinement son rôle.

9.1.2 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)

L'ANDE, au niveau du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, est chargée de tout ce qui est « Evaluation Environnementale ». Elle a les capacités intellectuelles, techniques mais elle est limitée dans ses capacités opérationnelles du fait du nombre limité des cadres et en moyens matériels nécessaires pour lui permettre d'assurer correctement le suivi de la mise en œuvre des CIES/EIES des projets.

9.2 Cadre de formation des acteurs

Une Évaluation des Besoins en Formation sera effectuée. Cette évaluation prendra en compte l'ensemble du personnel appelé à remplir des responsabilités dans la mise en œuvre du PCGES. Une distinction entre les différents types de besoin en formation permettra :

- une meilleure prise de conscience ciblant des participants ayant qui auront pour tâche de juger de l'importance ou de la pertinence des problèmes environnementaux et sociaux ;
- une sensibilisation aux problèmes se focalisant sur des participants encore peu familiariser avec les problèmes de façon afin que ceux-ci soit à mesure de formuler, en des demandes spécifiques d'assistance technique ;
- une formation technique s'adressant aux participants qui auront à analyser les impacts environnementaux et sociaux négatifs, à prescrire des approches et des mesures d'atténuation, et à préparer et superviser l'exécution des plans de gestion.

L'objectif de la formation dans le contexte du PCGES est :

- d'appuyer les représentants et les responsables des groupes communautaires et des associations dans leur capacité à hiérarchiser leurs besoins et à identifier, préparer, mettre en œuvre et gérer les aspects environnementaux et sociaux de leurs sous-projets ;
- de faire en sorte que les fonctionnaires locaux aient les capacités d'aider les communautés à préparer leurs propositions de sous-projet, de les évaluer et de superviser l'exécution des sous-projets ; et
- de renforcer les OSC locales et autres prestataires de services de manière à ce qu'ils jouent le rôle d'équipes de soutien afin de fournir un soutien technique aux communautés lors de la préparation de leurs sous-projets.

Il est également à prévoir une composante « formation de formateurs » (FdF) dans le plan de formation.

9.3 Cadre d'assistance technique

En plus de la formation, il est pressenti que, dans la plupart des cas, les fonctionnaires gouvernementaux, les communautés et les équipes de soutien auront besoin d'assistance technique. Les objectifs, les tâches et le budget assignés à cette assistance se scindent en deux composantes :

- assistance Technique générale vise à faire en sorte que les autorités administratives locales et les équipes de soutien reçoivent, des avis d'experts, un tutorat ou un appui pour les aider à assumer leurs responsabilités. Cette composante d'assistance technique procédera également à une évaluation de l'efficacité de la formation et fera des recommandations sur des besoins supplémentaires de formation ;
- assistance Technique spécifique recommande d'appuyer les autorités locales, les équipes de soutien et les communautés, d'une part, dans la préparation et le processus d'approbation de sous-projets plus complexes faisant appel à des connaissances techniques particulières ou, d'autre part, lorsque un Plan de Gestion Environnementale (PGES) ou un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) éventuel approfondi risque d'être exigé.

En plus des différentes activités de formation sensibilisation qui seront initiées, il conviendrait de :

- renforcer l'Unité Environnementale et sociale de l'UGP par le recrutement au compte du projet de deux (2) spécialistes en sauvegarde environnementales et sociales ;
- établir un protocole formel avec l'ANDE assorti d'un budget ;
- impliquer fortement les sous-préfectures dans la mise en œuvre du projet et les informer sur le dispositif de gestion des plaintes.

10. CONSULTATIONS PUBLIQUES

10.1 Objectif de la consultation publique

L'objectif global des consultations publiques dans le cadre des études d'évaluations environnementales, est d'associer les populations à la prise de décision finale concernant un projet. Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont:

- fournir aux acteurs concernés, une information juste et pertinente sur la consistance du projet, notamment, sa description assortie des impacts positifs, négatifs et des opportunités offertes;
- identifier et recueillir les préoccupations (besoins, attentes, craintes, etc.) des parties prenantes vis-à-vis du Projet ainsi que leurs recommandations et suggestions;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

10.2 Méthodologie utilisée

10.2.1 Etendue des consultations du public et acteurs

Les consultations ont consisté en des séances d'information, d'échanges et de recueils des préoccupations des autorités administratives, les services techniques des ministères présents au niveau des départements et des populations bénéficiaires du projet dans les villages.

Les consultations ont été organisées dans les chefs-lieux de départements de la région (Bouna, Téhini, Doropo et Nassian) et dans les villages concernés par le projet.

Le choix des localités couvertes s'est fait en recherchant une certaine homogénéité sociolinguistique et représentativité des différents départements de la région ainsi que les possibilités d'accès.

La répartition des villages couverts par département et sous-préfecture est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 23 : Répartition des localités enquêtées

Département	Sous-préfecture	Effectifs de villages couverts
Bouna	Bouna	7
	Bouko	10
Téhini	Téhini	5
	Gogo	3
Doropo	Doropo	12
	Danoa	5
	Niamoué	5
Nassian	Nassian	1
	Kotouba	1
Total		48

Au niveau des Départements, les consultations se sont déroulées dans les 4 Chefs-lieux et au niveau des quarantes – huit (48) villages ciblés.

Les rencontres au niveau des chefs-lieux de départements ont été présidées par des Préfets de département ou leurs représentants à savoir les Secrétaires Généraux de Préfecture ou des Sous-préfets. Elles ont impliqué les acteurs ci-dessous:

- Autorités administratives et politiques;

-
- Directeurs régionaux et départementaux des ministères (Agricultures, forêt, énergétiques, équipement et entretien);
 - Chefs de villages;
 - ONGs;
 - Chefs de communautés religieuses et étrangères;
 - Associations de femmes;
 - Associations de jeunes.

Les consultations au niveau des villages ont impliqué les autorités coutumières locales, les groupements et organisations des jeunes et des femmes, les ONGs, ainsi que l'ensemble des populations villageoises.

10.2.2 Contenu des consultations

La consultation du public a consisté en des entretiens qui ont réuni les autorités administratives et coutumières, les élus locaux, etc.

En fonction des catégories d'acteurs et de leur domaine d'intervention spécifique, les thèmes majeurs suivants ont été soulevés et discutés : la présentation du projet ; la présentation des impacts, les capacités environnementales dans la gestion du projet (existence de service en environnement, suivi permanent des chantiers, etc.) ; l'implication dans le suivi de la mise en œuvre du projet ; les mécanismes locaux de participation du public ; les mécanismes locaux de résolution des conflits ; la situation foncière globale des sites de réalisation des projets dans les localités; les préoccupations, besoins, attentes et craintes vis-à-vis du projet; les recommandations et suggestions.

10.2.3 Mode opératoire de collectes de données

La mission d'information et de collecte de données a impliqué la mobilisation de cinq (5) agents de terrain (sociologues et environnementalistes) en appui aux activités des Experts chargés de la tenue des consultations et de la collecte des données dans les chefs-lieux de département. Ces agents qui ont été préalablement renforcés sur l'administration des guides élaborés ont développé la stratégie de collecte de données du consultant sur le terrain du 8 au 21/08/2019.

Quatre (4) guides élaborés (un guide d'entretien au niveau des départements, un guide d'entretien au niveau des villages, un guide pour les données monographique au niveau du village et canevas de collecte de données au niveau des organisations féminines) ont servi de support de collecte de données. Ces guides ont été élaborés en vue de permettre une analyse suivante l'approche ACP (Attitudes-Connaissances-Pratiques) à savoir identifier les attitudes des acteurs après les informations sur le projet, leur niveau de connaissance des thématiques relatives aux impacts du projet et leur gestion et les pratiques en cours dans les différentes communautés et ses connexions avec la mise en œuvre du projet.

10.3 Résultats des consultations du public

L'analyse des résultats des consultations publiques organisées dans le cadre de l'élaboration du présent EESS se fait suivant la participation des acteurs (effectifs d'acteurs touchés et leur catégorisation) ainsi que la synthèse des avis et préoccupations recueillies à travers l'approche ACP (Attitudes-Connaissances-Pratiques).

10.3.1 Participation

Les consultations menées au niveau des départements ont connu la participation de 326 participants constitués d'autorités administratifs, coutumières, religieuses ainsi que des responsables de services, des représentants d'association de jeunesse et des femmes.

Les consultations dans les 48 villages couverts ont mobilisé environs 4 469 participants dont 41% de femmes, 361 personnes de 3ème âge (8%) ainsi que des jeunes et enfant de moins de 18 ans pour une proportion de 25 %.

Tableau 24: Répartition des participants selon le genre et la vulnérabilité

	Hommes	Femmes	Personnes de moins de 18 ans	Personnes de 19 à 69 ans	Personnes de 3 ^{ème} âge (au moins 70 ans)	Effectif total
Effectif	2647	1822	1108	3000	361	4469
%	59%	41%	25%	67%	8%	100%

10.3.2 Avis des participants

Pour permettre l'usage de l'approche ACP, la démarche de la consultation a consisté à la (i) Présentation du projet et de ses impacts et (ii) Echanges avec les populations.

Après les échanges de civilité aux autorités préfectorales, administratives et coutumières, le consultant présentait le projet (contexte, objectifs, méthodologie de la consultation publique).

A la suite de cette étape, les séries de questions-réponses ainsi que l'exposé des contributions et des préoccupations et recommandations étaient ouvertes.

10.3.3. Préoccupations et suggestion des participants

Les préoccupations majeures se résument comme suit:

- Certains villages centres sont laissés de côté au détriment des campements qui leurs sont rattachés;
- la destruction des cultures ou activités agricoles;
- les accidents liés à l'installation des pylonnes électriques;
- l'installation des populations sous les hautes tensions;
- le coût élevé de l'abonnement et de la facturation;
- les délestages qui endommagent les appareils électroménagers;
- l'absence de réactivité dans la réalisation de certaines demandes de services notamment la durée trop longue de la réalisation des branchements;
- la non - réalisation du projet;
- une mauvaise qualité des ouvrages.

Les suggestions suivantes ont été formulées:

- prendre des mesures afin d'indemniser les populations impactées par le projet;
- tenir compte de la main d'œuvre locale afin de réduire la pauvreté au sein des localités;
- impliquer les populations locales dans la réalisation du projet;
- étendre le réseau électrique à toutes les localités;
- réduire le coût lié à l'abonnement de l'électricité;

-
- prendre des dispositions afin de préserver la faune et la flore;
 - préserver les sites sacrés;
 - prendre des dispositions afin de raccorder les structures sanitaires au réseau électrique;
 - éviter l'installation des habitants sous les hautes tensions;
 - faciliter l'accès en réduisant le coût d'abonnement;
 - définir un périmètre de sécurité autour des pylônes électriques;
 - tenir compte des valeurs culturelles des localités.

Au total, les autorités et les bénéficiaires ont apprécié le projet dans ses objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations et surtout souhaité qu'il soit réalisé le plus tôt possible. Aucun cas de refus ou de mécontentement n'a été constaté.

Toutefois, les acteurs ont suggéré la prise en compte des dimensions environnementale, écologique, sociale et économique, et surtout l'implication des populations locales dans les différentes phases d'exécution du projet.

Tableau 25: Synthèse de la consultation publique par Département

Acteurs/institutions	Thèmes abordés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Bouna le 09 Août 2019					
Autorités Administratives (le préfet de Bouna)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1107 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Demande le contournement du parc de la comoé par le projet.	Le projet prend en compte la protection de l'environnement (la faune et la flore).	Aucune
Autorités administratives (Le Préfet de Bouna)	Impact du projet sur la circulation des biens et des personnes	Demande un calendrier de réalisation du projet.	Demander à Cote d'Ivoire Energie de prendre contact avec l'ageroute pour voir l'emprise des routes parce qu'il y'a eu un probleme concernant le bitumage de Bouna Doropo où on a été obligé de dépensé par la suite une somme de 300 000 francs pour déplacer les poteaux par la suite.	Le projet prendra en compte l'existant. Toutefois, la préoccupation sera portée au promoteur du projet	Aucune
Autorités coutumieres (Roi de Bounal)	Impact du projet dans les localites	Le projet permettra de booster le développement du Département	Il a voulu savoir si les tous les villages de la Sous-préfecture de Bouna sont pris en compte par le projet. Il a aussi mentionné l'existence de poteaux non raccordés au réseau électrique dans certains endroits de la ville et dans certains villages pourtant traversés par l'électricité.	le consultant a répondu que la volonté du chef de l'Etat est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrifications sont en cours afin d'électrifier toutes les localités y compris celles offrant déjà de meilleures possibilité de connexion au réseau.	Aucune

Acteurs/institutions	Thèmes abordés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Autorités coutumières : (Le Roi de Bouna)	Electrification du village et indemnisation des personnes affectées.	Le projet permettra de booster le développement du Département	Craint que les ecoles et les hopitaux ne soient déviés par le projet et que les villageois ne soient pas indemnisés en cas de pertes de biens.	Il s'agit de doléance qui seront porté au promoteur , toutefois, la présente EESS permet de faire des recommandations dont les indemnisations et le maillage du réseau au niveau des services publics existants.	Une doléance à CI ENERGIES pour la prise en compte des ecoles et des hopitaux dans le projet. (conservation des vaccins et alphabétisation des populations).
Autorités coutumières : (Le Roi de Bouna)	Sites ou lieux sacrés.	Préservation des sites sacrés.	Crainte de voir les sites sacrés profanés.	Les sites sacrés seront évités tant que faire ce peut. Toute décision contraire se fera avec l'implication et l'adhésion des communautés.	le Roi a demandé aux autorités coutumières des villages concernés de faire l'inventaire de tous les sites ou lieux sacrés dans les différents villages pour leur meilleure prise en compte lors de l'exécution du projets.
Consultations à Doropo le 13 Août 2019					
Autorités administratives (Prefet par intérim de Doropo)	Indemnisations des dégats de cultures	Deux situations se sont présentées dans le département. Des personnes affectées identifiées par Ci-Energies non indemnisées jusqu'à présent et d'autres identifiées par la suite par Ageroute dans le cadre du bitumage de la route Bouna-Doropo indemnisées. Cela se présente comme deux poids deux mesures.	Crainte de mécontentement des nouveaux impactés si rien n'est fait de concret	Il est possible que ces cas se présentent. Nous estimons que cela doit être su de CI-énergies qui certainement prendra des dispositions nécessaires. En tout état de cause, le projet est d'abord réalisé à l'avantage des populations quoique affectées à différents niveaux. Il faut être patients et surtout ne rien entreprendre qui puisse mettre à mal l'exécution du projet.	Suggère que des informations claires et précises soient fournies afin que les autorités se l'approprient afin de ne pas être mal à l'aise face à des situations du genre face aux préoccupations des personnes concernées

Acteurs/institutions	Thèmes abordés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Autorités administratives (Prefet par intérim de Doropo)	Choix des localités bénéficiaires	Le projet est la bienvenue et toutes les localités du pays méritent d'être électrifiées.	Certaines localités plus importantes du point de vue démographique et sociologiques sont non retenues tandis que des localités considérées comme campement rattachées à ces villages centres ou des villages moins peuplés figurent sur la liste.	le consultant a répondu que la volonté du chef de l'Etat est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrifications sont en cours afin d'électrifier toutes les localités y compris celles offrant déjà de meilleures possibilité de connexion au réseau.	Les Sous préfets ont été instruits de présenter une liste de villages centres non retenus pour une requête à CI-Energie.
Autorité coutumière (Le chef du village de Latrougo, S/P de Doropo)	Préservation des sites et forêts sacrés	Le projet permettra le développement du village mais ne pas ignorer la culture	Il faut préserver les sites et forêts sacrés	Cela est le but de la présente étude à savoir comment intégrer ou prendre en compte vos préoccupations dans la réalisation du projet. Les forêts et sites sacrés seront éviter. Si cela devient inévitable éventuellement les possibilités seront étudiées avec la communauté	Impliquer constamment les autorités coutumières dans la suite de la mise en œuvre du projet.
Représentant de la jeunesse (Président des jeunes de Oulompordouo S/P Doropo)	Indemnisation pour destruction de cultures	Le projet permettra le développement du village mais ne pas ignorer que les pertes de cultures agricoles provoqueront des pertes de revenus	Est-ce que les pertes de cultures seront compensées ?	Il s'agit de doléance qui seront porté au promoteur , toutefois, la présente EESS permet de faire des recommandations dont les indemnisations et le maillage du réseau au niveau des services publics existants.	
Consultations à Téhini le 16 Août 2019					

Acteurs/institutions	Thèmes abordés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Representant du Chef de Doudouo	Electrification lotissement	et Le projet permettra le développement du village	Est-ce le projet d'électrification prendra en compte le lotissement du village ?	Oui, à priori c'est ce qui doit être fait à savoir électrifier le village selon le plan de lotissement. Mais ans la stratégie d'électrifier l'ensemble des villages à l'horizon 2025, surement des villages non lotis bénéficieront de l'électrification en suivant un tracé que devra prendre en compte le processus de lotissement après. C'est pourquoi, nous lançon un appel aux villages qui leur lotissement en cours d'urger pour son aboutissement afin que ce soit ce plan qui soit utilisé par le projet.	

❖ **Quelques images des consultations publiques**

Photo 17 et 18 : Réunion publique à la Préfecture de Bouna



Photo 19 : Réunions publiques à Damaldouo (SP Bouko) et Tidandouo (SP Danoa)



Photo 20 : Réunions publiques à Sinde Enveyo (SP NASSIAN) et Gagana (SP Téhini)



CONCLUSION

Les impacts positifs et négatifs des activités sur les différents milieux ont été identifiés à l'issue de l'analyse environnementale de la zone du projet. Cela a permis de définir les mesures d'atténuation et de bonification des effets du projet. Ces mesures sont présentées en actions et organisées dans le présent Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) Chantier. Le suivi de ce plan associé au Plan Cadre de Réinstallation (PCR) pour atténuer ou compenser les différents impacts identifiés permettra à court terme de garantir le bon déroulement du projet.

Les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du PCGES ont été identifiées. Ce qui permettra la sauvegarde environnementale et sociale lors de la mise en œuvre effective des activités du projet.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Rapport d'Avant-Projet-Sommaire du Programme BAD pour l'électrification rurale et l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire ; **CI-ENERGIES, Mars 2018.**

Banque mondiale (Janvier 2018) Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA), Côte d'Ivoire

Banque mondiale (Avril 2017), Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU) – Financement Additionnel, Sénégal

KOUADIO Alain Serges (Septembre 2010) Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet Sectoriel Éducation/Formation (PSEF), Côte d'Ivoire

Banque Mondiale (2017) : Cadre Environnemental et Social

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du PUIUR, MACOM Août 2008 2009

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) CI-ENERGIES, ENERGOS 1, Rapport provisoire, 2016, 164 Pages.

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) CI-ENERGIES, PTDAE, Rapport provisoire, 2017, 233 Pages.

GIRARD G. SIRCOULON J. et TOUCHEBEUF P. (1971). Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, Hydrologie. Mémoires ORSTOM Paris n° 50, 359 p.

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996, portant Code de l'Environnement

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, La loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant code du travail
Cocody, 227p.

Ministère de l'Environnement et du développement durable, L'environnement de Côte d'Ivoire : Plan National pour l'Environnement 1996-2010.

Ministère des infrastructures économiques (Côte d'Ivoire), Etude stratégique pour la gestion des déchets solides dans le district d'Abidjan, STE, BURGEAP, juillet 2011

Monographie de Sassandra : Bilan des activités réalisées en 2014

OGA M. S. (1998). Ressources en eaux souterraines dans la région du Grand Abidjan (Côte d'Ivoire) : Approche Hydrochimique et Isotopique. Thèse de Doctorat de l'Université de Paris Orsay, France, 240 p.

Rapport APD : Projet de renforcement et d'extension de réseaux électriques HTA/BTA/EP dans la ville d'Abidjan. CI-ENERGIES, ENERGOS 1, 359 pages.

- Termes De Références (TDR) de l'EESS et PCGES, juin 2019

ANNEXES

Courriers adressés aux Autorités Administratives

Procès-verbaux et liste de presence des autorites administratives rencontrees

Procès-Verbaux et listes de présence des Communautés villageoises rencontrées

Termes de Référence

Matrice des échanges avec les organisations féminines rencontrées dans la zone du projet

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
Bouna	Groupe Attente	Créé depuis 10 ans	Collection et Commercialisation du mil	Créer des sources de revenu pour entraide entre les membres	L'organisation compte 50 femmes avec une présidente à la tête et un bureau. Elle dispose d'un certificat d'existence délivré par la préfecture/Mairie et d'un compte d'épargne résident à la COOPEC de Bouna.	L'organisation se réunit une fois par Mois. Elle fonctionne sur fond propre par des levées de cotisation mensuelle. L'organisation manque d'appui institutionnel, matériel et financier pour l'atteinte de leur objectif.
	UFDB : Union des Femmes pour le Développement de Bouna	Créé depuis 1999 et redynamisé en 2008 par la présidente actuelle	Commerce, production agricole vivrière (manioc, igname, piment, tomate etc.)	Permettre l'autonomisation de la femme de Bouna	UFDB compte plus de 360 membres. Elle a été déclarée, dispose d'un compte d'épargne à la COOPEC de Bouna. Elle a la possibilité de faire des tontines pour remettre à un membre pour développer son activité.	Le manque d'appui et d'accompagnement ne facilite pas l'atteinte des objectifs de l'organisation. Cette organisation a déjà bénéficié d'un appui de PNUD et de l'UNFPA pour l'acquisition de local
	AFPB : Association des Femmes Peuls de Bouna	Créé en 2016,	Transformation et commercialisation du lait	L'entraide des membres pour subvenir aux besoins des femmes peuls	Récemment créé, elle compte 70 femmes pour collecter et vendre le lait de vache et transformer le lait en poudre en Yaourt en liquide pour le revendre sur les marchés	Elle rencontre des périodes de de cessation de production de lait de vache, des coupures intempestives du courant qui causent des dommages sur le produit à vendre et le matériel électroménager (frigos)
	SIGBÈRA : rassemblons-nous	Créé depuis 2013	Collecte, transformation et vente des	Favoriser l'autonomisation de la femme à	L'association est devenue aujourd'hui une COOPERATIVE	La coopérative couvre tout le département. Elle a déjà fait

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
			produits de KARITE	travers les Karités	E (SCOOPCA-PROCOCAB) des collecteurs, producteurs et transformateurs de Karité dans le département de Bouna. Elle est légalement constituée et dispose son propre domaine de production artisanale.	des pépinières de karité pour créer une plantation avec l'appui de l'ANADER. Le fonctionnement manuel dans la transformation de favorise par une production en quantité pour permettre au membre d'en bénéficier. Elle manque d'appui et d'encadrement pour atteindre les objectifs fixés par l'organisation
	SABOUNOUM AN : bonheur	Créé depuis 2013	Production du vivrier (Maïs, Igname et autre)	Pour l'entraide entre les membres	Légalement constituée, les femmes utilisent les portions de terre de leur famille pour cultiver ensemble et le revenu des produits commercialisés est mis en caisse pour soutenir celles qui seront un jour dans le besoin.	C'est une organisation à caractère social qui soutient ces membres en cas de besoin social (cas de scolarisation d'un enfant, mariage, décès etc.). L'organisation manque d'appui et de soutien pour le développement des activités agricoles.
	Organisation des femmes Lobi et des femmes Koulango de Bouna	Créés toutes deux vers 2010	Elles œuvrent dans le domaine de la productions maraichères	Garantir l'autosuffisance alimentaire en produits maraichères dans le département de Bouna	Elles sont déclarées à la mairie et dispose d'un compte d'épargne à la COOPEC de Bouna. Elles produisent collectivement pour revendre sur les	Le manque de terre cultivable, d'encadrement, de financement constitue les problèmes majeurs de ces organisations. Et surtout les longues saisons sèches.

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
					marchés locaux et le bénéfice est reversé sur le compte des associations. Les membres cotisent mensuellement pour subvenir à leurs besoins.	Besoin d'appui institutionnel pour l'aménagement des espaces cultivables pour mieux développer leurs activités.
Doropo						
	Association des Femmes de Doropo	Créé depuis 03 ans	Commercialisation des produits maraichères et vivrières	Faciliter le commerce des femmes de Doropo	En phase de déclaration, l'association travaille avec les productrices des villages environnants et achète et commercialise leurs produits	Besoin d'encadrement et d'appui pour une meilleure commercialisation des produits collectés
	Association des femmes de LATROUGO	Créé depuis un bon moment, avec l'ensemble des femmes du village	Pour produits les cultures vivrières et maraichères en quantité pour vendre dans la localité et les marchés des autres localités	Pour créer des activités génératrices de revenus pour les femmes de la localités	Ce sont des organisations informelles qui existent dans pratiquement toutes les localités visitées dans le cadre du projet. Elles permettent femmes de réunir leurs forces pour produire en quantités les cultures vivrières et maraichères pour la consommation locale et le surplus est vendu dans les marchés locaux pour disposer d'un fond en cas de besoin d'assistance d'un membre	Elles rencontrent plusieurs difficultés notamment, dans la commercialisation de leurs productions, l'écoulement des produits des champs aux lieux de commercialisation à cause des mauvais états des routes dans le département. Le manque d'encadrement et suivi des activités agricoles ne permettent pas de meilleur rendement.
	Association des femmes de KOUBILOU					
	Association des femmes de SANGBADARI					
Téhini						

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
	Association des femmes de TINGRELA	Créé depuis un bon moment, avec l'ensemble des femmes du village	Elles interviennent généralement dans la production des cultures vivrières et maraichères	Leurs principaux objectifs se résument pour la plupart dans l'entraide entre les membres	Ce sont des organisations informelles qui travaillent collectivement pour une forte production. Leurs productions sont vendues sur les marchés locaux et bénéficie est mis en caisse pour entraider les membres qui sont dans le besoin. Ces organisations facilitent une cohésion sociale entre les femmes des localités.	Elles rencontrent plusieurs difficultés notamment, dans la commercialisation de leurs productions, l'écoulement des produits des champs aux lieux de commercialisation à cause des mauvais états des routes dans le département. Le manque d'encadrement et suivi des activités agricoles ne permettent pas de meilleur rendement.
	Association des femmes de VONTCHON					
	Association des femmes de TCHOBROU					
	Association des femmes de MONPEDE					
	Association des femmes de SANMEDJINA N					
Nassian						
	INDEBI-BRI : Lutter pour avancer	Créé depuis 2001 dans le village de Primou	Culture maraichère	Réunir toutes les femmes du village pour une production forte	Légalement constituée, l'organisation permet aux femmes de Primou de travailler collectivement de de disposer d'un fond pour s'entraider en cas de besoin	Elle manque d'appui, d'assistance et d'encadrement. Le projet d'électrification rurale pourra permettre le développement de nouvelle AGR
	Association des femmes de KALABO appelé SOUGBÈ : aide-toi Dieu t'aidera	Créé depuis 2014	Intervient dans le domaine des cultures vivrières et maraichères	Un groupement d'entraide entre les membres	Elle compte 12 membres dont 10 femmes et 02 hommes pour les accompagner, encadrer et mener les travaux plus difficiles pour elle.	Elle cultive ensemble pour une production en quantité. Elle dispose de terre cultivable mais, manque de moyen pour aménager les espaces cultivables.

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
	Association des femmes d'ENVEYO : KANWORE : entraide	Créé en 2015	Production d'oignon et de manioc	Créer des activités génératrices de revenu pour faciliter l'autonomisation de la femme rurale et s'entraider	Légalement constituée, l'association compte 22 femmes et 02 hommes pour l'accompagnement dans les travaux champêtres.	Le manque d'institution bancaire de Nassian ne nous permet pas de disposer un compte d'épargne pour bénéficier de crédit pour mieux développer nos activités. Pas de partenaire d'appui. Problème de commercialisation des productions agricoles.

Liste des localités concernées par le projet.

DEPARTEMENT DE BOUNA

LOT 2						
INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
1254	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	ASSIÉDOUO	287
1264	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BANDOUO	47
1282	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BÉOUMPÉDOUO	168
1283	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BIBIELDOUO	264
1284	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BIDANDOUO	43
1286	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BIDJÉDOUO	103
1293	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BIÉLIGNINADOUO	151
1296	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BIELTADOUO	65
1299	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BIHÉNANDOUO	77
1300	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BIKOHIDOUO	82
1301	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BIKOUNÉRÉDOUO	148
1309	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BINODOUO	21
1310	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BIPIRÉDOUO	274
1311	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BISSAMDOUO	68
1313	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BISSORI-TCHOGBOLO	238
1316	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BOGNIRA 2 (KOYALADOUO)	137
1324	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BOMANDOUO	248
1327	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BONFILÉ 2	113
1328	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BOTOU	276
1338	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DABILO(DABLO)	123
1339	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DABIRA	124
1345	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DABOUDOUO	54
1348	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DAKOUNDOUO	173
1351	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DALO OU DOUGBOUDOUO	133
1352	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DAMALDOUO	185
1360	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DAPIDOUO	295
1361	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DARDOUO	50
1363	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DARITÉON	201

1364	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DASSEYO 1	164
1365	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DÈBRODOUO	79
1378	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	YOUNDOUO	DIHODOUO	297
1381	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DINABADOUO	201
1383	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DIOKORDOUO	111
1391	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DJÉDO	145
1392	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DJÉGBONAUDOUO	160
1394	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DJÉLÉKODOUO	71
1396	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DJENKADOUO	68
1400	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DJORGNADOUO	305
1405	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DONKPÉDOUO	104
1411	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	FANÉREDOUO	117
1417	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	FATANADOUO	23
1426	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GALSO	104
1437	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GBALAMOULÉDOUO	93
1441	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GBODOUO	45
1448	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GNADITEDOUO	105
1449	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	GNADOUO	28
1454	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GNINDIONDOUO	204
1469	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	GOUNGOUNKPÉ	299
1485	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	HONSONTÉDOUO	231
1497	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KANDO	225
1498	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KANGNALDOUO	75
1504	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KASSOPTÉDOUO	124
1506	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KELFARA	106
1507	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KELMITA	52
1509	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KERANTEDOUO	75
1510	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KERBO 1	260
1513	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KERGBODOUO	78
1530	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KOBÉTÉDOUO	61
1540	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KOKADOUO	215
1544	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KOLINDOUO	143
1545	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KOLONTIRA	134

1547	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KONDIDOUO	138
1548	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KONGUIDOUO	166
1551	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KONONDOUO	155
1565	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KOUEMIDOUO	100
1573	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KOULPERDOUO	36
1588	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KPIKO	141
1594	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KRIKPADOUO	321
1617	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	LOKARDOUO	285
1622	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	LOUGUILÈDOUO	183
1624	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	LOULOUNDOUO	226
1625	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	LOUMPÈDOUO	41
1626	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	MALANDOUO	100
1627	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	MAMARDOUO	63
1632	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	MASSIOUTÉON	323
1635	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	MÉNINKO	268
1638	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	MIHADOUO	130
1643	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	MOULÈDOUO	85
1647	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	NAKIRDOUO	253
1648	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NAKOUDOUO	59
1650	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	NALADOUO	74
1651	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NAMIDOUO	137
1652	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	NAMIDOUO 2	155
1668	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	NOFILDOUO	265
1675	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NOSSOUNDOUO	130
1676	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	NOTADOUO	234
1679	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	N'SÉMÉRA	168
1689	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	OUNANFAGNONDOUO	101
1690	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	OUNANKODOUO	141
1698	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	PÉTOUNONDOUO	215
1700	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	PIDIBOUO	73
1701	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	PINODOUO	13
1707	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	POUAN 1	258
1711	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	PROPERDOUO	151
1717	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SAMANTOU 1	272

1718	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SAMANTOU 2	154
1729	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	SÉBINANDOUO	162
1731	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	SÉKIOUDOUO	252
1738	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SÉPADOUO	198
1739	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SEPATÉDOUO	29
1741	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	SÉPRIDOUO	268
1748	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	SINDÉNANDOUO	245
1764	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SONOUHODOUO	75
1776	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TCHABIELDOUO	167
1781	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TCHAPERTÉON	197
1784	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TCHATCHARDOUO	102
1785	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TCHATIÉDOUO	238
1787	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TCHÉDIDOUO	49
1792	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TCHOGBOLODADOUO	78
1795	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TCHOKODOUO 2	138
1804	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TÉKOUÉDOUO	108
1805	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TÉNABO	77
1838	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TOHOTÉHON	26
1840	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	TOPÈNE	163
1852	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	VIGOLI	126
1853	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	VILAYO	129
1858	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	WABIDJODOUO	95
1860	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	WADARADOUO	189
1861	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	WAMIDOUO	107
1863	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	WATCHADOUO	127
1864	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	WAYORODOUO	159
1865	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	WIRÉDOUO	108,00
1871	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	YALO	278,00
1872	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	YANÉREDOUO	131,00
1874	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	YAYABOUGOU	119,00
1876	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	YODIDOUO	234,00
1877	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	YOLANKO	50,00
1260	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BAHINTÉDOUO	198,00

1317	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BOGNIRA 3(BINGUIDOOU)	109,00
1318	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BOGNIRA 4	50,00
1319	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BOGNIRA1 (DOLODOUO)	51,00
1323	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	BOMANDOOUO	150,00
1332	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	BOUKODOUO	274,00
1347	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DAHOUDOOUO	101,00
1355	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DANAKOURDOUO	152,00
1362	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DARIDION	221,00
1384	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DIPRIDOOUO	215,00
1388	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DJADREDOUO	186,00
1390	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	DJAPÉRÉDOUO	175,00
1399	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	DJINDRÉTÉHON	38,00
1413	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	FANGADOUO	136,00
1421	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	FILTIBDOUO	104,00
1463	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	YOUNDOUO	GOMMIDOOUO	289,00
1483	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	HOLIERTÉON	316,00
1549	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	KONKORATÉON	120,00
1569	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	KOULBI	50,00
1620	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	LORATEON	302,00
1639	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	MINATÉON	238,00
1649	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NAKOUDOOUO 2	80,00
1654	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NANDJOGDI	157,00
1674	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	NOPROUDOOUO	243,00
1746	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SILIÉTÉON	184,00
1751	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SIPRITÉON 1	143,00
1756	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	SITEPDOUO	103,00
1777	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	ONDEFIDOOUO	TCHALARÉDOUO	306,00
1790	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TCHITCHIDOOUO	114,00
1800	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	ONDEFIDOOUO	TÉFATÉDOUO	162,00
1822	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TINDODOUO	135,00
1832	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	TITCHADOOUO	82,00
1836	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	ONDEFIDOOUO	TODJIRÉDOUO	72,00
1862	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	WANAHI DOUO	245,00

1873	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUKO	YANIDOUO	70,00
1875	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	YEUNONDOUO	93,00
1886	ZANZAN	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA	ZAZOUDOUO	297,00

DEPARTEMENT DE DOROPO

Lot 2 : Doropo						
1247	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	ALIBOUGOU	134,00
1252	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	ANSORPE	326,00
1257	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BABADJOU	225,00
1258	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BABALDOUO	211,00
1261	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BALOUMDOUO	243,00
1271	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BATÉFIGUI	166,00
1275	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BÉDIDOUO	28,00
1276	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BÉGUÉTIMI 1	118,00
1277	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BÉGUÉTIMI 2	76,00
1278	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BEHINGUINANDOUO	294,00
1279	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BÉLENTOUROU	129,00
1281	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BÉNIMBARA	132,00
1287	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BIDJINADOUO 1	210,00
1290	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BIEBDOUO	85,00
1292	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BIELFI-LECHARD	289,00
1295	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BIÉLPINDOUGBÉ	225,00
1302	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BILBIELDOUO	74,00
1303	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	BINANDOUO	196,00
1306	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BINGORA	134,00
1312	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	BISSANKOI	129,00
1320	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BOHIDANAN	53,00
1335	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BROTTO	220,00
1340	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DABONKIRO 1	281,00
1341	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DABONKIRO 2	97,00
1342	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DABONKIRO 3	60,00
1343	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DABONKIRO 4	216,00
1349	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DAKPOLONGUI 1	217,00
1350	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DAKPOLONGUI 2	139,00
1353	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DAMBÉLESSI	236,00
1357	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	DANDÉDOUO	181,00

1368	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DÉKO 1	30,00
1369	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	DÉKODOUO	212,00
1372	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DÉRIDOUO	32,00
1382	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DININÉMINA	130,00
1385	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	DITIATRÉ	45,00
1386	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DITOUNÉGNADOUEO 1	316,00
1387	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DITOUNÉGNADOUEO 2	126,00
1389	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOAA	DJAMALADOUEO	77,00
1404	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DONAFARA	243,00
1407	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DOROVITAN	84,00
1408	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DOUNDOUEO	81,00
1410	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	FAFOUDOUO	100,00
1412	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	FANGADOUEO	105,00
1419	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	FILÉDOUEO	123,00
1420	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	FILGUITÉDOUEO	101,00
1424	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOAA	GALBADI 1	155,00
1425	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOAA	GALBADI 2	32,00
1429	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	GANGATTA	139,00
1438	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GBANA	184,00
1439	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	GBASSÉRA	71,00
1442	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	GBONKODOUEO	115,00
1443	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GBONKOLOU	253,00
1444	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	GBORODOUEO	212,00
1451	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	GNANO - KOTÉ	237,00
1459	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	GOBÉTAN	172,00
1461	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	GOGOMBRO	293,00
1470	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GOURKIDOUO	74,00
1482	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	HOLARA	259,00
1486	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	KAHITÉDOUEO	108,00
1487	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KAKOTA	222,00
1490	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KALAMBOUROU	276,00
1494	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KALANGBAPO 1	270,00
1495	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOAA	KALFODOUEO	65,00
1499	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KAPARI	142,00
1503	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KARWEDOUEO	229,00
1505	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KELBIDOUO	99,00
1508	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	KÉRAMIRA	126,00
1511	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KERDADOUEO	44,00
1512	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KÉREMPERDOUEO	186,00

1515	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KIAMOUNO	128,00
1517	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KIENTI	240,00
1519	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KIÉRODOUO	294,00
1520	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KINANDOUO	219,00
1526	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KIRKPADOUO	80,00
1531	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOBILOU	233,00
1533	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KODO-BISSANKOUÉ	241,00
1536	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOGUIÉNOU	270,00
1541	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOKPÉRENAAN	121,00
1546	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KONAPÉ	48,00
1554	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOPITÉDOUO	116,00
1559	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOSSANADOUO	168,00
1561	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOUDINADOUO	39,00
1577	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	KOUNKOURA	126,00
1578	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOUNTOUMBI	109,00
1585	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KPALDOUO	262,00
1591	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KPOLADOUO	271,00
1592	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KPOROMI 1	252,00
1603	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	LANTAGA	205,00
1604	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	LAPO	45,00
1605	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	LASSOURI	165,00
1611	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	LÉPRITADOUO	47,00
1612	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	LÉTANGO	198,00
1613	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	LÉTCHARÉ	158,00
1619	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	LONKORA	112,00
1628	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	MAMPÈRE	215,00
1630	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	MANANKO-BININ	329,00
1636	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	MIAKOURA	98,00
1641	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	MITÉ	198,00
1646	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NAKÉLÉ	313,00
1657	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NATANTCHOIÈ	263,00
1665	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	N'KANORA	115,00
1666	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NODJODOUO	125,00
1669	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NOGATÉDOUO	117,00
1670	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	NOGUIRDOUO	111,00
1671	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	NOMI-BOURIÉ	157,00
1673	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NOMINÉRE	127,00
1678	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NOUNKOUWOURIDOUO	80,00

1687	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	OUANTIÉTIÉDOUO	107,00
1688	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	OULOMPERDOUO	217,00
1691	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	OUSSÉLA	123,00
1696	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	PÉNOUODOUO	187,00
1697	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	PÉOU	53,00
1703	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	POLITCHONAN	144,00
1705	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	PONISSÉO	204,00
1706	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	PONORODOUO	82,00
1714	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	SAÉDI	253,00
1715	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	SAGBA	216,00
1716	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SAIKO-GBONON	98,00
1720	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	SANAO	118,00
1728	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	SAYÉBOU	60,00
1732	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SÉKODOUO	126,00
1733	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SÉMADOUO	86,00
1737	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	SÉOUDOUO	159,00
1759	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SOKOROLAYE	89,00
1761	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	SOLPERDOUO	37,00
1771	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	TALO	198,00
1773	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TANGBADOUO	117,00
1778	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TCHANKOUDOUO	56,00
1779	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TCHANTIBI 1	180,00
1780	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TCHANTIBI 2	93,00
1782	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TCHARSOPOUTE	174,00
1783	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TCHARTCHARA	91,00
1788	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TCHERGARDOUO	67,00
1789	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TCHIASSEONÉDOUO	215,00
1796	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TCHOPANA	157,00
1797	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TCHORMIDOUO	50,00
1811	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TIBROTI	59,00
1812	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TIDANDOUO	198,00
1814	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TIEMPIRA	284,00
1818	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TIMBIÉLA	171,00
1819	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TIMIBORA	163,00
1820	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TIMIKOUÉDOUO 1	40,00
1821	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TIMIKOUÉDOUO 2	67,00
1823	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TINGO	334,00
1826	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANOA	TINKANA	144,00

1827	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TINLOU	114,00
1828	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TINTIOURI	63,00
1830	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TIOBOULONAO	18,00
1831	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	TIRODOUO	156,00
1835	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TOBOURA 1	158,00
1839	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	TONGUIDOUO	120,00
1841	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TOTOB	300,00
1859	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	WADARA	127,00
1866	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	WOLIDOUO	279,00
1867	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	WOUADARADO	86,00
1870	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	YALLÉDOUO	235,00
1878	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	YOLOMBORA	79,00
1259	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	BAHIANAN	226,00
1285	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BIDIGUÉ	76,00
1288	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	BIDJINADOUO 2	171,00
1304	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BINANDOUO	76,00
1305	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BINÉDOUO	101,00
1314	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	BITIÉDOUO	89,00
1354	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DANAGNARA	60,00
1356	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	DANANKAFARA	123,00
1367	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	DEJLMIDOUO	156,00
1401	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DJORKPÈRÈDOUO 1	322,00
1402	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	DJORKPÈRÈDOUO 2	185,00
1422	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	FLINKORDOUO	324,00
1433	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GARANKO	72,00
1434	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	GARIHOUSIÉ	15,00
1440	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GBELTAN	300,00
1457	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	GNOPARDOUO	159,00
1458	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	KALAMON	GOALA	297,00
1475	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	HÉBÉRÉDOUO	100,00
1479	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	HIMARÉDOUO	171,00
1539	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOITON	294,00
1556	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KORO	257,00
1558	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOSSAMIGUIÉ	102,00
1570	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	KOULIBILA	31,00
1574	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOUMANDJA	22,00
1576	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOUNDRÉDOUO	112,00
1579	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOUNYALADO	251,00

1582	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KOURÉNOU	130,00
1583	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	KOURKÉMIRI	103,00
1587	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	KPARGBARA	191,00
1589	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	KPILIMITÉDOUO	105,00
1606	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	LATROUGO	308,00
1655	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	NAPINDOUO	241,00
1659	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	NATIBIDOUO	251,00
1667	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	NOFARDOUO	103,00
1684	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	OUANANDJIDOUO	80,00
1695	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	PÉDJO	85,00
1704	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	POLTÉDOUO	162,00
1735	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SÉNANDI 1	110,00
1736	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	SÉNANDI 2	90,00
1745	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	SIKPARÉDOUO	70,00
1758	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	SOBARA	333,00
1793	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	TCHOHITÉDOUO	307,00
1806	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	TESSO	288,00
1817	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DANO	TIMBÉLA	204,00
1868	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	NIAMOUE	WOUSSODOUO	107,00
1881	ZANZAN	BOUNKANI	DOROPO	DOROPO	YOLONTCHÈRA	74,00

DEPARTEMENT DE TEHINI

Lot 2: Tehini						
1249	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	AMENDI	243,00
1269	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	BARRIÉRA	240,00
1270	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	BATÉDI-NORD	168,00
1272	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	BATI-LINDÉ	174,00
1273	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	BATİYAL	295,00
1280	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	BEMBÉLA	50,00
1294	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	BIELMI SIMITÉ	118,00
1358	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	DANFO	146,00
1373	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	DIDASSOKOURA	222,00
1374	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	DIFITA	218,00
1428	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	GANGANÉ	69,00
1446	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	GBOUNOUGBARA	167,00
1466	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	GORÉ-TONTI	178,00

1467	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	GOULÉGUÉTAN	187,00
1472	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	GUILÉGNORA	280,00
1473	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	HAGNON	85,00
1474	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	HANDA	160,00
1476	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	HÊDINAWIRI	152,00
1477	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	HEMPAMI	65,00
1480	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	HIMARÉDOUO	60,00
1516	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KIÉLO-KÉRENKO	226,00
1521	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	KINANI	180,00
1523	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KINTIPA	193,00
1529	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KIWÉ	36,00
1534	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	KOFFIDOUO	215,00
1537	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KOHODÉ	212,00
1557	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KOROHO	256,00
1586	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	KPANDJAO	50,00
1593	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KPROVITAN	248,00
1621	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	LOROGBO	163,00
1629	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	MAMPÈRE 2	151,00
1634	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	MÉHIDAN	94,00
1637	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	MIDANA	179,00
1640	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	MINITCHO	253,00
1658	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	NATA-TIOKPOLO	130,00
1680	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	OLLODOUO	306,00
1681	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	OMIKAYE	107,00
1685	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	OUANGO-FITINI	108,00
1719	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	SAMIDANA	272,00
1724	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	SANKAOURA	193,00
1734	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	SÉNAKO	214,00
1749	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	SINÉDOUO	64,00
1765	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	SORONVIÉ	114,00
1767	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	SOUDANA	191,00
1769	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	TAKOYE HÉNATÉ	189,00
1775	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	TARA	49,00
1791	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	TCHOBROU	135,00
1808	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	TIAPARGA	268,00
1813	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	TIÉBITIENKO	283,00
1845	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	TOURAMÉ	198,00

1848	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	TRIPANO	285,00
1854	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	VINVÉRANA	125,00
1856	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	VONTCHON 1	104,00
1263	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	BANA-YALFOU	325,00
1308	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	BININTIRA	216,00
1415	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	FARAKO 1	75,00
1416	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	FARAKO 2	204,00
1427	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	GANDÉ	110,00
1436	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TEHINI	GBAKO	157,00
1450	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	GNAGBATA	260,00
1455	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	GNINGNORA	240,00
1465	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	GORÉ-SÉMITÉ	103,00
1501	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	KARAMOKODJAN	95,00
1567	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	KOUISSIÉRA	310,00
1644	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	MOUSSOKANTOU	246,00
1660	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	NEGAN	71,00
1677	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	NOTA-KURO	195,00
1742	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	SESSEGBO	45,00
1794	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	TCHOHOUNIN	116,00
1798	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	GOGO	TCHOTCHOROTCHO	129,00
1834	ZANZAN	BOUNKANI	TEHINI	TOUGBO	TOBINKO	89,00

DEPARTEMENT DE NASSIAN

Lot 2: Nassian						
1253	ZANZAN	BOUNKANI	NASSIAN	NASSIAN	ANVÉYO	314,00
1489	ZANZAN	BOUNKANI	NASSIAN	NASSIAN	KALABO	50,00
1710	ZANZAN	BOUNKANI	NASSIAN	KOTOUBA	PRIMOU	220,00
1683	ZANZAN	BOUNKANI	NASSIAN	KOTOUBA	OUAKORIDIDJO	87,00